

OCDE  
ETUDES ECONOMIQUES

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

YUGOSLAVIE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

MAI 1981

# STATISTIQUES DE BASE DE LA YOUGOSLAVIE

## LE PAYS ET LA POPULATION

Superficie totale (1 000 km <sup>2</sup> )	256	Accroissement net de la population, 1969-1979 (1 000), moyenne annuelle	195
Superficie cultivée (1 000 km <sup>2</sup> ) 1979	99.2	Emploi rémunéré, total (1980, 1 000)	5 798
Superficie forestière (1 000 km <sup>2</sup> ) 1974	90	dont :	
Population (30-6-1979, 1 000)	22 160	Industries manufacturières	2 162
Républiques :		Construction	622
Serbie	9 107	Agriculture (secteur socialisé)	191
Croatie	4 597	Personnes employées dans les exploitations agricoles individuelles (recensement du 31-3-1971, 1 000)	3 892
Bosnie et Herzégovine	4 178		
Macédoine	1 863		
Slovénie	1 826		
Monténégro	589		
Villes principales (recensement du 31-3-1971) :			
Belgrade	1 209		
Zagreb	602		
Skopje	389		
Sarajevo	292		
Ljubljana	258		

## LA PRODUCTION

PNB au coût des facteurs (1979, milliards de dinars)	1 214.2	Origine du PIB en 1979 (pourcentage du PIB) :	
PIB par habitant (1979, dollars E.-U.)	3 070	Agriculture, forêts, pêche	12.8
Formation brute de capital fixe :		Industries extractives et manufacturières	36.8
en 1979 (milliards de dinars)	447.6	Construction	10.9
en 1979 (pourcentage du PNB)	33.3	Divers	39.5

## LES INSTITUTIONS

Consommation publique (1979, pourcentage du PIB)	17.6	Recettes de l'État, y compris la Sécurité sociale (1979, pourcentage du PIB)	36.4
---	------	--	------

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

	Structure des exportations en 1980 (en pourcentage)	Structure des importations en 1980 (en pourcentage)
Produits alimentaires, boissons et tabac	11.4	6.6
Matières premières et produits semi-manufacturés	44.1	62.4
Produits manufacturés finis	44.5	31.0

## LA MONNAIE

Unité monétaire : le dinar	Unités monétaires par dollar des États-Unis, moyenne journalière :	
	Année 1980	24.91
	Mars 1981	31.40

*Note* On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

ARCHIVES —  
RÉFÉRENCES  
— DOC' PRÊTÉ —  
RETOUR BUREAU 603

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

# YOUGOSLAVIE

MAI 1981

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), qui a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.

Les Membres de l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement.



*L'examen annuel de la situation de la Yougoslavie  
par le Comité d'Examen  
des Situations Économiques et des Problèmes de Développement  
de l'OCDE a eu lieu le 26 mars 1981.*

© OCDE, 1981

Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :  
M. le Directeur de l'Information, OCDE  
2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction</b>	5
<b>I L'évolution en 1980</b>	6
Demande, production et activité	7
Balance des paiements	11
Tendances inflationnistes	16
<b>II Évolution structurelle en moyenne période</b>	20
Structure de la demande	20
Le Plan quinquennal 1981-85	28
<b>III Politique économique et perspectives à court terme</b>	35
Politique budgétaire	35
Conditions monétaires	37
Politique des revenus et des prix	41
Perspectives à court terme	42
<b>IV Conclusions</b>	46
<b>Annexe statistique</b>	52

## TABLEAUX

### *Texte*

1	Demande et production	6
2	Compte des ménages	8
3	Balance des paiements	12
4	Commerce extérieur	13
5	Prix et gains	17
6	Contributions à la hausse des prix à la consommation	18
7	Hausses de prix et influences extérieures	19
8	La configuration de la croissance	21
9	Croissance des exportations de produits manufacturés par région	22
10	Résultats à l'exportation de produits manufacturés	23
11	Structure des échanges et des paiements	26
12	Objectifs du Plan et croissance	29
13	Quelques projections du Plan	31
14	La dette extérieure et son service	34
15	Recettes et dépenses consolidées du secteur public	36
16	Budget fédéral	37

17	Masse monétaire	38
18	Principales sources de création monétaire	39
19	Taux d'intérêt	40
20	La Résolution Économique de 1981	42
21	Indicateurs conjoncturels	45

### *Annexe statistique*

A	Produit Social	52
B	Produit national et dépenses	53
C	Produit brut au coût des facteurs par branches d'activité	54
D	Formation brute de capital fixe	55
E	Le revenu national et le compte des particuliers	56
F	Agriculture	57
G	Production industrielle	58
H	Population active et emploi	59
I	Prix et salaires	60
J	Bilan consolidé du système bancaire	61
K	Importations et exportations par groupes de produits	62
L	Importations et exportations par zones	63
M	Balance des paiements	64

### GRAPHIQUES

1	Indicateurs conjoncturels	9
2	Tendances de l'emploi, du chômage et de la productivité	10
3	Indicateurs du commerce extérieur	14
4	Taux d'investissement et croissance du PIB	25
5	Déficit extérieur et demande intérieure	27
6	Investissement et épargne intérieure	30
7	Taux de change	44



## INTRODUCTION

Trois années de croissance rapide de la production — 7 à 8 % pour le Produit Social<sup>1</sup> — entraînée par une vive expansion de la demande intérieure, avaient abouti à une sérieuse détérioration de la balance des paiements courants en 1979 et à une intensification des pressions inflationnistes, qu'est venue aggraver la forte hausse des prix du pétrole. Un net durcissement de la politique économique depuis la fin de 1979 et une dévaluation substantielle du dinar en juin 1980 se sont traduits par un brusque ralentissement de la croissance du Produit Social l'année dernière (environ 3 %) et par une réduction considérable du déficit extérieur courant qui, de 3.7 milliards de dollars en 1979, a été ramené à quelque 2.2 milliards de dollars. Conformément aux principaux objectifs des pouvoirs publics, c'est la demande intérieure qui a supporté l'essentiel de l'incidence dépressive avec, notamment, un net recul des investissements fixes. D'autre part, comme l'inflation s'est accélérée et a dépassé la hausse des salaires, les revenus réels des particuliers sont restés stationnaires et la consommation privée a, par conséquent, été languissante. Sous l'effet du fléchissement de la demande intérieure, des restrictions à l'importation et de la dévaluation, le volume des importations a fortement diminué, tandis que le volume des exportations augmentait sensiblement. Ces ajustements fondamentaux de l'économie se sont malheureusement accompagnés d'une vive accélération de l'inflation, les prix de détail ayant augmenté d'environ 40 % au cours de l'année dernière.

Afin d'atténuer les pressions inflationnistes et de continuer à corriger les distorsions apparues ces dernières années, la politique économique conservera son orientation restrictive en 1981, première année du Plan quinquennal 1981-85. La croissance de la production devrait donc être modérée en 1981. On envisage cette année une nouvelle réduction, mais d'ampleur relativement modeste, du déficit extérieur courant. Du fait des mesures exceptionnelles prises en mars 1981 et de la priorité donnée à la lutte contre l'inflation, on peut s'attendre à une certaine décélération de la hausse des prix d'ici à la fin de l'année, mais le taux moyen d'augmentation des prix restera sans doute élevé. Pour le Plan 1981-85, les autorités ont adopté des objectifs de croissance modérés en comparaison des normes passées, afin de réduire fortement le déficit extérieur courant et d'améliorer le coefficient de service de la dette d'ici au milieu des années 80. On envisage également des changements substantiels dans la structure de la demande et de la production. La révision en cours d'un certain nombre d'importants dispositifs institutionnels et d'instruments d'action aura, toutefois, une influence notable sur l'évolution en 1981 et pendant les cinq prochaines années.

La première partie de la présente Etude examine les tendances récentes de l'économie yougoslave et l'évolution de la balance des paiements. Quelques problèmes de moyenne période concernant les performances économiques passées et les impératifs du développement futur — notamment en liaison avec le Plan 1981-85 — sont sommairement analysés dans la partie II. La partie III passe en revue la politique à court

---

1 Le Produit Social, selon les définitions yougoslaves, ne mesure que les activités « productives », à l'exclusion des services sociaux et culturels, des professions libérales, des administrations, de certaines activités artistiques et artisanales et des services domestiques. Le PIB, selon les définitions de l'OCDE, est supérieur d'environ 15 % au Produit Social.

terme et les dispositifs institutionnels et examine également l'évolution probable en 1981. Les derniers paragraphes donnent un résumé des principaux problèmes économiques et en dégagent des conclusions pour l'action gouvernementale.

## I L'ÉVOLUTION EN 1980

Le net ralentissement de la demande intérieure enregistré en 1980, le transfert de ressources opéré au profit du secteur extérieur et la réduction substantielle du déficit extérieur courant ont été, dans l'ensemble, conformes aux principaux objectifs de la politique de stabilisation du Gouvernement. Mais l'autre grand volet du programme de stabilisation — la réduction du taux d'inflation — ne s'est pas réalisé et les hausses de prix ont été beaucoup plus fortes que prévu. Cela s'explique, en partie, par les effets de la forte dévaluation du dinar par rapport au dollar des Etats-Unis, intervenue en juin 1980, et par l'augmentation plus forte que prévu des prix du pétrole. Mais malgré le plafond fixé au taux de hausse des traitements et salaires nominaux, il s'est produit une redistribution du revenu au profit de l'épargne brute (bénéfices), notamment dans le

Tableau 1 Demande et production<sup>1</sup>

	Milliards de dinars, aux prix courants	Pourcentage de variation, aux prix de 1972				
		1976	1977	1978	1979	1980 <sup>2</sup>
Consommation privée	622.4	4.4	7.0	7.0	5.6	0.8
Consommation collective	110.9	9.5	7.4	6.5	4.5	0.5
Formation de capital fixe	447.6	8.1	9.5	10.5	7.0	-2.0
Demande intérieure finale	1 180.9	6.2	7.9	8.1	6.0	-0.2
Formation de stocks <sup>3</sup>	82.2	-1.2	2.2	-3.8	3.2	-0.6
Erreurs et omissions <sup>3</sup>	20.8	-5.6	2.7	2.6	0.6	
Demande intérieure totale	1 283.9	-1.0	12.2	6.4	9.0	-0.8
Balance extérieure <sup>3</sup>	-118.5	5.0	-4.6	0.1	-2.6	4.0
Exportations	201.3	14.9	-5.4	-0.8	-0.4	9.1
Importations	319.8	-6.8	13.1	-1.0	10.0	-10.0
Produit Social	1 165.4	3.9	8.0	6.9	7.0	3.0
Secteur social	1 020.0	3.8	8.6	9.1	7.1	
Secteur privé	145.4	4.6	4.9	-4.6	4.7	
dont: Agriculture non comprise	44.0	2.7	7.3	4.3	2.5	
Agriculture	149.2	7.0	5.5	-5.6	5.7	-2.5
Autres activités	1 016.2	3.3	8.5	9.2	6.9	3.8
Industrie	428.0	3.4	9.5	8.4	8.0	4.2
Industries extractives	35.3	2.8	4.0	2.8	3.3	4.6
Electricité	32.0	8.4	11.7	5.5	6.0	8.3
Industries manufacturières	360.7	3.0	9.8	9.2	8.6	3.9
Construction	127.5	4.9	9.3	11.3	9.4	-1.0
Services	460.7	2.7	7.2	9.5	5.0	4½

1 Ce tableau est fondé sur les définitions et concepts yougoslaves. Les différences entre ceux-ci et les définitions et concepts normalisés de l'OCDE sont indiquées par l'annexe.

2 Estimations préliminaires.

3 Contribution en points de pourcentage à la croissance du Produit Social.

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.



secteur des entreprises<sup>2</sup>, ce qui a entraîné une hausse des prix à la production plus rapide qu'en 1979. On a assisté en outre à l'émergence de forces inflationnistes qui avaient jusque-là été contenues. Bien que des progrès considérables aient été faits dans la voie du redressement d'un certain nombre de déséquilibres accumulés dans l'économie, le problème dominant de l'inflation s'est aggravé.

### *Demande, production et activité*

Les revenus agricoles mis à part, toutes les grandes catégories intérieures de revenus personnels ont augmenté à un rythme moins rapide que les prix et ont donc fléchi en termes réels en 1980. Malgré un certain dépassement des objectifs aux divers niveaux d'administration publique<sup>3</sup>, les gains réels nets dans le secteur socialisé ont diminué, en moyenne, de non moins de 8 % sur l'ensemble de 1980 par rapport à 1979 et sans doute d'un pourcentage un peu supérieur au cours des douze mois de 1980. Les transferts totaux de sécurité sociale, qui avaient augmenté beaucoup plus vite que les prix pendant les années 70<sup>4</sup>, ont aussi marqué un certain recul en termes réels en 1980. En revanche, les revenus agricoles réels — qui ont bénéficié de la hausse des prix agricoles — ont accusé une légère augmentation. Les revenus disponibles réels totaux sont restés à peu près stationnaires pour l'ensemble de 1980 et ont dû baisser de 3 % en 12 mois, jusqu'à la fin de 1980. En raison, toutefois, d'un léger recul du taux d'épargne des particuliers, la consommation privée a augmenté de quelque 3/4 % sur l'ensemble de 1980. La baisse des salaires réels, les anticipations inflationnistes et la crainte de voir s'affaiblir le pouvoir d'achat du dinar contribuent peut-être à expliquer la diminution du taux d'épargne. En fait, celle-ci est entièrement attribuable à une baisse des dépôts en dinars des ménages qui, à la fin de 1980, étaient inférieurs en termes réels d'environ 1/4 à leur niveau de décembre 1979<sup>5</sup>. Les dépôts des ménages en devises étrangères ont augmenté, toutefois, de près de 50 %<sup>6</sup>, soit de 8 % en termes réels, bien qu'il y ait eu également d'importants prélèvements sur ces dépôts, destinés à financer l'achat de biens durables à l'usage des ménages, à cause de la remise de 10 % consentie sur les achats réglés en devises d'une série de ces biens (y compris les automobiles). Les données sur le volume des ventes de détail laissent penser que l'augmentation de la consommation privée s'est produite essentiellement avant le milieu de 1980 ; les mois suivants, les revenus disponibles réels ayant diminué cependant que les restrictions du crédit à la consommation prenaient effet, le volume des ventes de détail a fléchi pour s'établir à la fin de l'année à un niveau un peu inférieur à celui enregistré un an plus tôt (graphique 1).

Conformément aux directives officielles, la croissance de la consommation collective (du secteur public) a aussi marqué un net ralentissement en 1980 (tableau 1). Mais la politique du gouvernement a surtout réussi à contenir l'investissement fixe, qui a fléchi de 2 % en termes réels. Les restrictions à la construction dans les secteurs non économiques<sup>7</sup>, qui prévoyaient l'arrêt des travaux de construction dans différents

2 Organisations de base du Travail associé dans l'industrie, les mines, la construction, les transports, le commerce et autres services productifs.

3 L'augmentation des gains moyens nets dans la plupart des organismes gouvernementaux était fixée à 16 %, contre une progression effective de près de 19 % pour l'ensemble de 1980.

4 Au cours des années 70, les versements réels de sécurité sociale aux ménages ont progressé à la cadence moyenne de près de 8 %.

5 Au cours des douze mois de 1979, les dépôts des ménages en dinars avaient augmenté de 2 % en termes nominaux.

6 Compte tenu des effets de la dévaluation de juin 1980.

7 On trouvera des détails à ce sujet dans l'Étude économique de l'OCDE sur la Yougoslavie de mai 1980, pages 53-54. Selon les définitions yougoslaves, les secteurs non économiques sont *i*) les administrations publiques, *ii*) l'enseignement et les activités, culturelles et sociales, *iii*) les services de santé et *iv*) d'autres activités communales et locales.

Tableau 2 **Compte des ménages**  
Milliards de dinars, aux prix courants

	1976	1977	1978	1979	1980 Estima- tions
Traitements nets et autres revenus des ménages dans le secteur socialisé	238.5	300.6	364.5	459.4	571.9
Transferts de sécurité sociale	63.5	79.1	99.6	128.5	161.9
Salaires et traitements nets dans le secteur privé	42.5	47.7	49.2	59.0	74.9
Consommation en nature	30.8	35.7	39.5	49.7	64.2
Envois de fonds de l'étranger	34.6	37.5	58.6	146.8	210.0
Autres revenus	15.6	20.9	49.0		
<b>REVENU TOTAL</b>	<b>425.6</b>	<b>521.4</b>	<b>660.3</b>	<b>843.4</b>	<b>1 082.8</b>
Moins impôts et taxes	9.6	13.0	16.4	22.4	28.0
<b>REVENU DISPONIBLE</b>	<b>416.0</b>	<b>508.3</b>	<b>643.9</b>	<b>821.0</b>	<b>1 054.8</b>
Consommation courante	351.5	428.9	525.2	670.2	869.5
Épargne	64.5	79.4	118.8	150.8	185.4
Encaisses et dépôts d'épargne	40.3	52.2	86.9	87.6	103.4
Épargne-logement	30.2	35.4	43.9	57.9	74.4
Divers	7.4	0.0	-1.2	9.2	11.4
Moins crédit net à la consommation	13.4	8.2	10.6	3.9	3.8
<b>Taux d'épargne (pourcentage)</b>	<b>15.5</b>	<b>15.6</b>	<b>18.5</b>	<b>18.4</b>	<b>17.6</b>

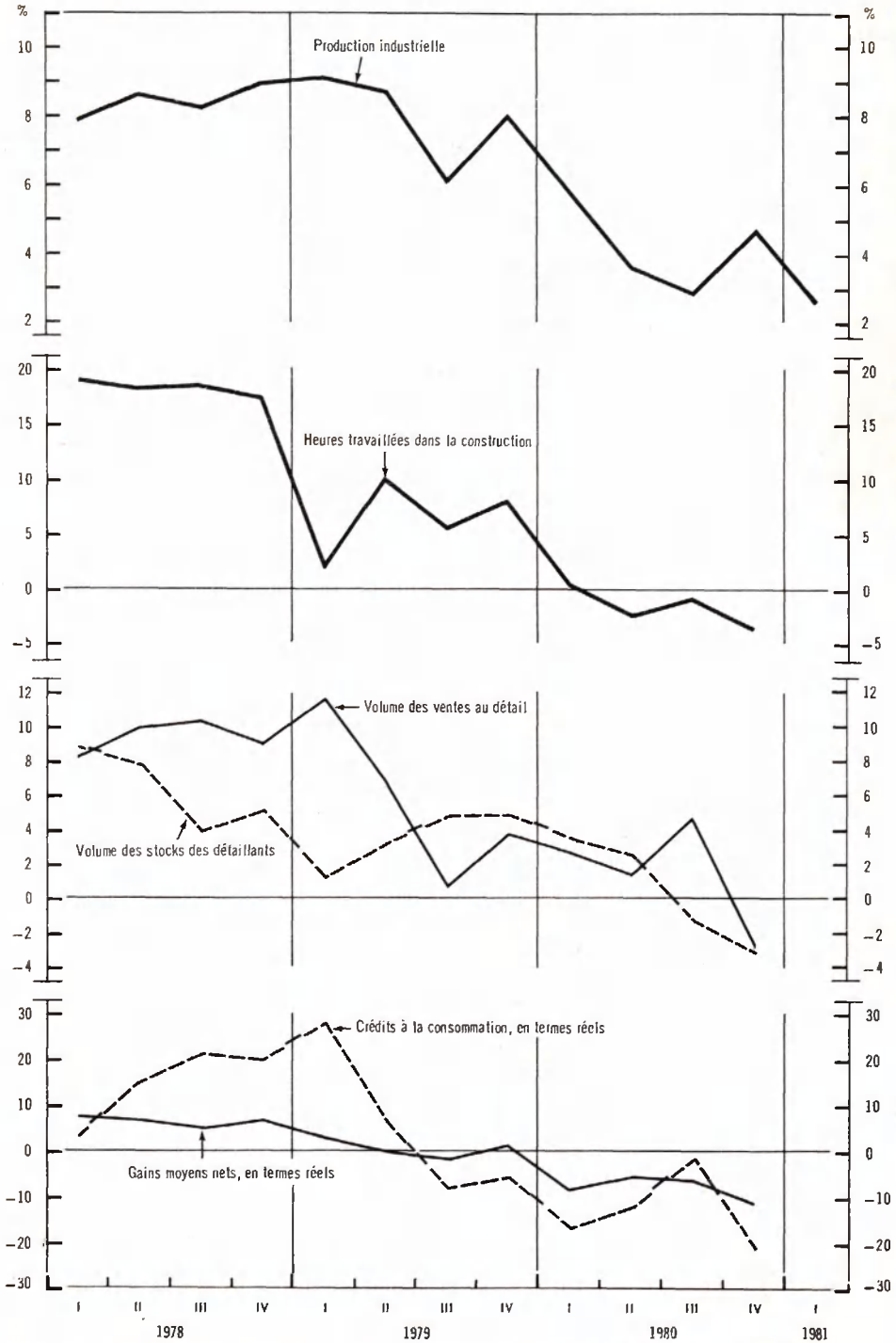
Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

domaines et une augmentation des versements initiaux, portés à 50 % de la valeur des projets, ont entraîné une baisse de 5 % de cette catégorie d'investissements. De même, des restrictions de crédit, certaines pénuries de matériaux et d'équipements importés et le respect des directives visant à réduire l'endettement net vis-à-vis des banques se sont traduits par une baisse de près de 3 % des investissements productifs dans le secteur socialisé. Le recul des investissements a été général et a même affecté certains secteurs prioritaires, à l'exception des projets énergétiques et de quelques autres. Le seul secteur où l'investissement ait continué à croître, quoique lentement, a été le secteur privé, construction de logements comprise<sup>8</sup>. L'accroissement des stocks s'est poursuivi mais à une cadence moins rapide qu'en 1979 de sorte que la contribution des stocks à la croissance du Produit Social a été négative en 1980. Face au fléchissement rapide de la demande intérieure, notamment la demande de consommation, il semble y avoir eu un certain stockage involontaire. En outre, la crainte de restrictions à l'importation et de pénuries de matières premières et de biens d'équipement, qui se sont effectivement concrétisées en 1980, a pu inciter les entreprises à conserver plus de stocks que le ralentissement de l'activité et les perspectives de faible croissance en 1981 ne l'auraient justifié. La montée des anticipations inflationnistes y a peut-être aussi contribué. En conséquence, malgré le ralentissement de la formation de stocks, les rapports stocks-production ont augmenté en 1980.

La demande intérieure totale a baissé d'environ ¼ % en 1980, alors qu'elle s'était accrue de plus de 9 % en moyenne au cours des trois années précédentes, mais grâce à la forte contribution positive de la balance extérieure réelle, le Produit Social a progressé d'environ 3 %. Les conditions climatiques ayant été défavorables, la production

8 Les investissements dans la construction de logements du secteur privé ont augmenté en termes réels d'environ 2 %, soit environ un tiers du taux de croissance des quatre années précédentes.

**Graphique 1 Indicateurs conjoncturels**  
 Pourcentage de variations d'une année sur l'autre

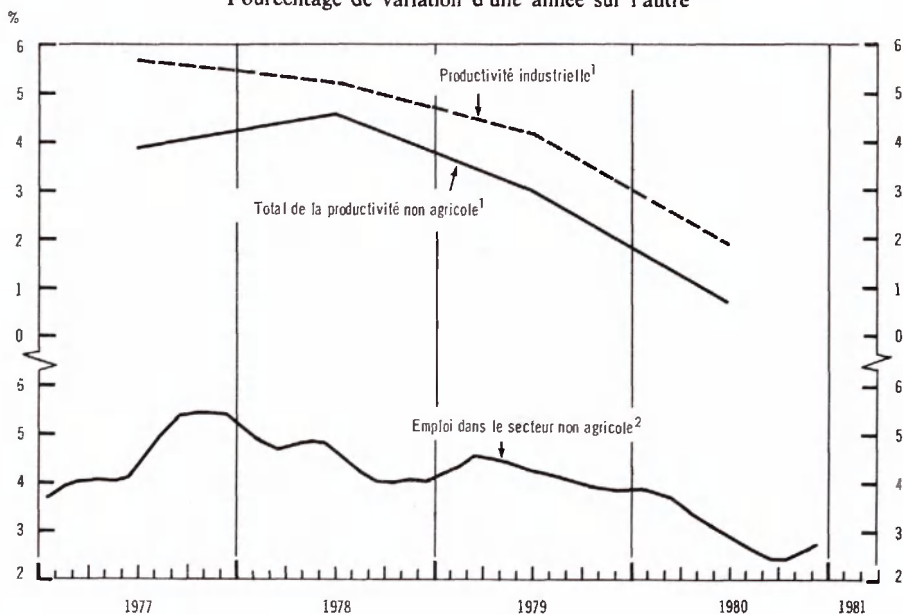


Sources : Indexs, Principaux indicateurs économiques de l'OCDE et estimations de l'OCDE.



agricole a diminué. Dans les autres secteurs, la croissance de la production s'est sensiblement ralentie. Le tableau 1 fait apparaître un léger recul de l'activité de construction ; quant à sa production industrielle son taux de croissance (4 ¼ %) s'inscrit juste au-dessus du record de lenteur des dix dernières années. La principale exception à la tendance générale a été l'évolution des services qui, surtout grâce à la bonne saison touristique, ont témoigné d'un relatif dynamisme. Bien que la production industrielle, qui est restée dans l'ensemble stationnaire entre le 4<sup>e</sup> trimestre de 1979 et le 3<sup>e</sup> trimestre de 1980, ait légèrement augmenté au 4<sup>e</sup> trimestre de l'an dernier, les indicateurs disponibles font penser que la croissance du Produit Social s'est concentrée pour l'essentiel dans la première moitié de l'année et qu'elle s'est sans doute ralentie au second semestre.

Graphique 2 Tendances de l'emploi, du chômage et de la productivité  
Pourcentage de variation d'une année sur l'autre



1 Chiffres annuels.

2 Moyenne mobile de 3 mois.

Source : Indeks.

L'affaiblissement de l'activité s'est traduit par une décélération de la croissance de l'emploi dans les secteurs non agricoles, qui de 4 ¼ % en 1979 est tombée à 3 ¼ % l'an dernier. Le ralentissement a été plus prononcé dans le cas de l'emploi masculin, qui a progressé de moins de la moitié du taux de croissance de l'emploi des femmes. Bien que l'emploi des femmes augmente plus vite que l'emploi masculin depuis quelque temps, la divergence a été plus marquée en 1980 que les années précédentes. Cela tient peut-être à la forte progression des services, essentiellement les services financiers et connexes, où les effectifs employés ont augmenté de plus de 7 % en 1980. En outre, l'industrie légère (textile, vêtements, chaussures, fourrures et articles en cuir, boissons,

etc.), qui emploie une proportion prépondérante de femmes, a connu une croissance beaucoup plus rapide en 1980 que les autres branches. Dans les industries lourdes, en revanche, qui emploient proportionnellement plus d'hommes (extraction du fer, sidérurgie, construction navale, métallurgie, etc.) la production est généralement restée stationnaire ou au mieux n'a que légèrement augmenté en 1980. Après s'être un peu accru au premier trimestre de 1980, l'emploi est en gros resté inchangé pendant le reste de l'année. La détente des conditions du marché du travail a aussi été attestée par la légère diminution des offres d'emploi non pourvues après le milieu de 1980 et par l'augmentation persistante du nombre des premiers demandeurs d'emploi, augmentation qui a toutefois été un peu moindre qu'on ne l'aurait attendu. Cela donne à penser que sous l'effet de la conjoncture déprimée, les taux d'activité auraient cessé d'augmenter aussi rapidement que les années précédentes. La décélération de la production en 1980 a surtout retenti sur la productivité des secteurs non agricoles : elle ne s'est accrue que de  $\frac{3}{4}$  % en 1980, contre un taux de moyenne période de près de 4 % dans les années 70.

### *Balance des paiements*

Les fortes hausses des prix du pétrole qui se sont succédées au cours des deux années précédant 1980 ont fait peser une lourde charge sur l'économie. Réduire le déficit extérieur courant est devenu l'objectif prioritaire de la politique économique sous tous ses aspects. Malgré l'augmentation de 73 % des prix du pétrole en 1980 par rapport à l'année précédente<sup>9</sup>, qui à elle seule a ajouté environ 1  $\frac{1}{4}$  milliard de dollars à la facture des importations, les autorités ont presque réussi à atteindre l'objectif qu'elles s'étaient assigné de ramener le déficit extérieur courant à 2 milliards de dollars, soit 1  $\frac{1}{2}$  milliard de dollars de moins qu'en 1979. Ce résultat a été obtenu essentiellement au titre des échanges commerciaux grâce à un net retournement de la tendance décroissante du volume des exportations et croissante du volume des importations qui avait caractérisé les trois années précédentes. Après la sensible dégradation enregistrée en 1979, les termes de l'échange semblent être restés à peu près stables (en dollars); la hausse des prix à l'exportation de certaines matières premières et les augmentations modérées des prix des biens de consommation et d'équipement importés ont en gros contrebalancé la forte hausse des prix du pétrole. L'accroissement de l'excédent de la balance des invisibles a été assez faible.

Comme le dynamisme de la demande intérieure avait été en partie responsable de la baisse des exportations entre 1975 et 1979, la politique économique a été conçue en 1980 en vue de freiner la demande intérieure et de permettre un transfert de ressources au profit des exportations. De plus, après avoir été dévalué d'environ 3  $\frac{1}{2}$  % vis-à-vis du dollar des Etats-Unis chacune des 4 années qui ont précédé mai 1980, le dinar a été dévalué de 23 % au début de juin<sup>10</sup>. Une nouvelle dépréciation, mais de plus faible ampleur, de la monnaie yougoslave est intervenue au second semestre, donnant une dépréciation effective d'environ 28 % dans l'espace des 12 mois s'achevant en décembre. Comme les devises étrangères ont été relativement rares en 1980, le pouvoir de négociation des détenteurs de devises s'est renforcé, ce qui a avantagé les exportateurs. En outre, des mesures budgétaires et de crédit ont été prises pour encourager les

9 Sauf indication contraire, les prix cités sont exprimés en dollars.

10 Le 6 juin 1980, le dinar a été dévalué de 23 % vis-à-vis du dollar des E.U.; autrement dit, le dinar qui valait jusque-là 0.048 dollar ne valait plus que 0.037 dollar. Par rapport au dinar, le dollar s'est apprécié de 30 %, son taux de change étant passé de 1 dollar = 21 dinars à 1 dollar = 27.3 dinars. Entre la fin de 1979 et la fin de 1980, la dépréciation du dinar vis-à-vis du dollar des E.U. avait été de 35  $\frac{1}{2}$  % et l'appréciation correspondante du dollar de 52  $\frac{1}{2}$  %.



**Tableau 3 Balance des paiements**  
Millions de dollars des Etats-Unis

	1976	1977	1978	1979	1980 <sup>1</sup>	1981 <sup>2</sup>
Balance commerciale	-2 489	-4 380	-4 317	-7 225	-6 086	-6 025
Importations, caf	7 367	9 634	9 988	14 019	15 064	16 475
Exportations, fob	4 878	5 254	5 671	6 794	8 978	10 450
Services et transferts, net	2 654	2 798	3 061	3 564	3 795	4 225
Entrées	4 404	4 820	5 775	7 732	9 322	9 810
Envois de fonds des travailleurs expatriés et des émigrants	1 884	2 097	2 921	3 393	4 050	
Tourisme	802	841	1 050	1 183	1 500	
Transports	908	1 071	1 150	1 405	1 669	
Intérêts	90	123	155	188	197	
Divers	720	688	499	1 563	1 906	
Sorties	1 750	2 022	2 714	4 168	5 527	5 585
Envois de fonds des travailleurs expatriés et des émigrants	469	670	1 176	1 683	2 511	
Tourisme	77	90	120	155	130	
Transports	479	503	565	674	837	
Intérêts	369	381	455	821	1 281	
Divers	356	378	398	835	768	
Balance des opérations courantes	165	-1 582	-1 256	-3 661	-2 291	-1 800
Mouvements de capitaux						
à long terme	1 093	1 402	1 350	1 084	1 923	
Mouvements de capitaux						
à court terme, y compris les comptes bilatéraux et les erreurs et omissions	-243	67	-108	853 <sup>3</sup>	298	
Financements exceptionnels	50	75	350	250	250	
Variation des réserves (net)	1 065	-38	336	-1 474	180	
dont :						
Devises	1 203	51	257	-1 188	523	
Utilisation des crédits du FMI	189	-112	-74	286	343	

1 Données préliminaires.

2 Prévisions officielles.

3 Y compris 665 millions de dollars de comptes bilatéraux.

Sources : Banque Nationale de Yougoslavie et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

exportations de biens et services. Sous l'effet de ces facteurs, le volume des exportations de marchandises a augmenté de quelque 11 % en 1980 pour atteindre un niveau supérieur de près de 5 % à celui de 1976.

Le volume des exportations de biens de consommation a augmenté de près d'un tiers, celui des exportations de machines et outillages de quelque 3 %, tandis que les ventes à l'étranger de matières premières et de produits intermédiaires sont restées stationnaires — stagnation qui tient peut-être en partie au fait que certaines quantités de ces produits au lieu d'être exportées ont été stockées en prévision des pénuries que risquaient de créer les restrictions à l'importation, surtout vers la fin de l'année. L'accroissement des exportations de biens de consommation s'explique par le faible dynamisme de la demande de consommation à l'intérieur du pays et aussi par l'accès plus facile des produits yougoslaves aux marchés de la CEE après l'accord de l'an dernier qui assouplissait certaines restrictions frappant les exportations industrielles de la Yougoslavie et révisait en hausse certains contingents applicables aux produits agri-

coles. Les effets de cet accord se sont fait sentir essentiellement dans les quelques derniers mois de 1980, époque où l'on a observé une forte reprise des exportations vers les pays de la CEE, qui a entraîné une augmentation de près de 23 % en valeur d'une année à l'autre. Sur les trois plus grands marchés, — Allemagne, Italie et France — l'accroissement a été de 20 % en valeur, ce qui implique une quasi stabilité en termes réels. La valeur des exportations à destination des Etats-Unis, qui représentent quelque 5 % des exportations totales, est restée stationnaire tandis que celle des exportations vers le reste de la zone de l'OCDE a légèrement diminué, dénotant un sensible fléchissement des volumes et une perte continue de parts de marché sur les marchés mondiaux les plus compétitifs. La progression des ventes aux pays à économie planifiée et aux pays en développement a été beaucoup plus importante que celle des ventes avec les pays de l'OCDE; l'accroissement des exportations vers l'URSS en particulier a atteint le chiffre record de 77 %. Cette croissance rapide a été en grande partie induite

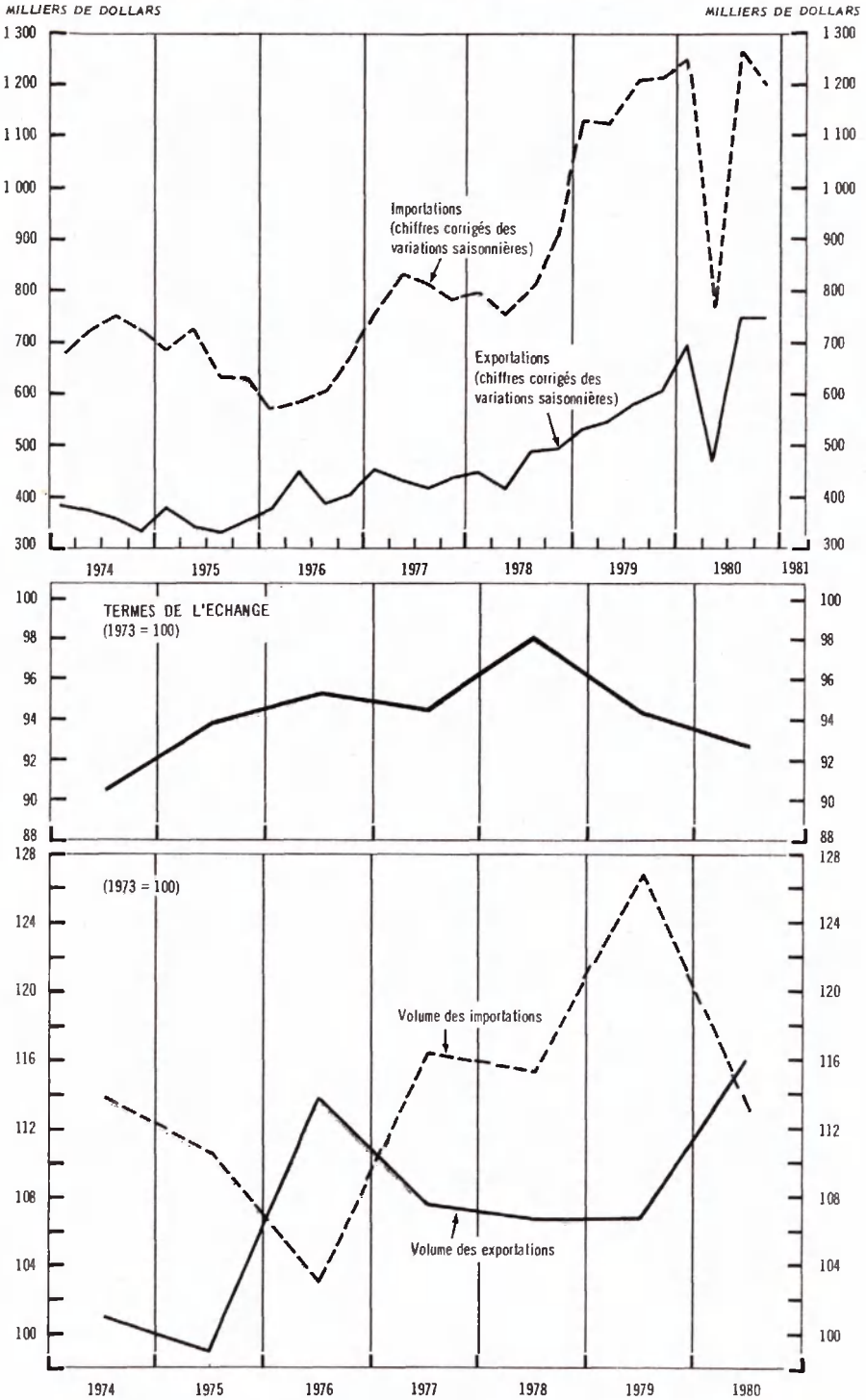
Tableau 4 Commerce extérieur  
Pourcentages de variation

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
<i>Volumes<sup>1</sup></i>							
Exportations	1	-1½	15	-5½	-½	-½	11
Importations	14½	-2½	-6½	13	-1	8	-11
<i>Prix (en dollars des Etats-Unis)</i>							
Exportations	32	9½	4½	14	8½	15	19
Importations	46½	5	2½	15	4½	19½	20
Termes de l'échange	-9½	3½	1½	-1	4	-3½	-½
<i>Valeur des échanges par région (en dollars des Etats-Unis)</i>							
Exportations, total	33½	7	19½	7½	7½	19½	32½
Pays de l'OCDE	11½	-18	40½	3	16	22½	12½
dont : CEE	2½	-11	42½	5	-6½	47½	22½
Etats-Unis	35½	-16	33½	-16	25	—	5½
Pays à économie planifiée	63	21½	7½	2	3½	25½	51½
dont : URSS	64	51½	12½	-½	22½	½	77½
Pays en développement	53	54½	20½	36	½	2½	37½
Importations, total	67½	2	-4½	30½	3½	40½	7½
Pays de l'OCDE	61½	2½	-13½	35½	7½	44½	-6½
dont : CEE	58½	4½	-9	32½	½	48½	-8½
Etats-Unis	93	16½	-11½	47½	12½	72½	-4½
Pays à économie planifiée	57	8½	18½	23	-10½	41½	27½
dont : URSS	84½	7½	24½	29½	5½	30½	50½
Pays en développement	113½	-9½	-3½	28	16½	22	32½
<i>Valeur des échanges par groupe de produits (en dollars des Etats-Unis)</i>							
<i>Exportations</i>							
Matières premières et produits intermédiaires		-5	20	3	5	29	26
Equipements		35	19	31	4	2	18
Biens de consommation		20	20	3	15	16	51
<i>Importations</i>							
Matières premières et produits intermédiaires		-4	-7	27	6	41	19
Equipements		45	-7	38	5	40	-18
Biens de consommation		-22	20	33	-9	38	-1

1 Prix de 1972.

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Graphique 3 Indicateurs du commerce extérieur



Source : Principaux indicateurs économiques de l'OCDE et estimations de l'OCDE.



par les importations, en d'autres termes, par la nécessité de payer une facture pétrolière sensiblement accrue aux pays avec lesquels la Yougoslavie a conclu des accords commerciaux bilatéraux<sup>11</sup>.

La baisse du volume des importations enregistrée l'an dernier a été plus importante qu'on ne l'aurait prévu d'après la tendance de la production et les effets de la dévaluation. A la suite de l'accroissement de 20 % du volume des importations d'équipements en 1979 et compte tenu des mesures de restriction des investissements des entreprises, on s'attendait à une certaine diminution des importations de biens d'équipement, mais la baisse de 23 % laisse penser que certains achats à l'étranger de cette catégorie de biens ont été volontairement ajournés. En outre, afin d'atteindre l'objectif de réduction du déficit de la balance des paiements courants à 2 milliards de dollars, prévu dans la Résolution Economique pour 1980, les sociétés et institutions participant au commerce extérieur<sup>12</sup> sont convenues, après des négociations prolongées sous la supervision du gouvernement fédéral, de réduire sensiblement les importations. Entre autres mesures, des restrictions à l'importation ont été instituées temporairement pour quelques produits — essentiellement des matières premières et produits intermédiaires ainsi que certains produits alimentaires. Ces mesures semblent avoir entraîné des pénuries qui ont affecté tant la production industrielle que la consommation. La baisse du volume des importations de matières premières a été de 5 % et celle des biens de consommation de 11 %. En vue de ne pas entraver la production industrielle, les importations de matières premières ont été quelque peu augmentées vers la fin de 1980. Le recul des importations tant de biens d'équipement que de produits de consommation est, toutefois, devenu plus prononcé au quatrième trimestre ; le niveau des importations de biens de consommation s'est inscrit en baisse de 20 % (volume) par rapport à la même époque de l'année précédente.

La valeur des importations en provenance des pays de l'OCDE a légèrement diminué, ce qui suppose une baisse substantielle en volume. La valeur des importations en provenance de l'URSS et des pays en développement a considérablement augmenté, du fait en grande partie de la forte hausse des prix du pétrole, ce qui là encore implique un sensible recul en volume. La hausse des prix du pétrole et du gaz importé, y compris leurs dérivés, a été de 72 % d'une année à l'autre. Cependant comme le volume des importations de pétrole et de gaz a diminué de 5 %, la facture des achats de pétrole et de gaz s'est accrue de 1.2 milliard de dollars pour s'établir à 3.1 milliards de dollars sur l'ensemble de l'année 1980, soit un peu plus de un cinquième des importations totales<sup>13</sup>. Les importations autres que le pétrole ont accusé une baisse effective en valeur qui a abouti à une baisse en volume de près de 12 %, la plus importante enregistrée depuis de nombreuses années.

11 La Yougoslavie a conclu des accords commerciaux bilatéraux, accords de compensation principalement, avec la plupart des pays à économie planifiée et un certain nombre de pays en développement. Les exportations au titre d'accords de compensation ont représenté environ 37 % des exportations totales en 1980.

12 Il s'agit de sociétés, groupements de sociétés, chambres économiques et « communautés auto-gérées d'intérêt pour les relations économiques avec le reste du monde » au niveau local, au niveau des Républiques et à l'échelon fédéral.

13

	1978	1979	1980
	Milliards de dollars et pourcentages de variations		
Importations totales	9.98	14.02 (40.5)	15.06 (7.4)
Pétrole et gaz	1.14	1.89 (65.8)	3.11 (64.5)
Autres	8.84	12.13 (37.2)	11.95 (-1.5)
Déficit commercial	4.32	7.23 (67.4)	6.08 (-15.9)

Le dynamisme des recettes du tourisme a été le principal facteur de la légère augmentation de l'excédent des opérations invisibles en 1980. Après avoir sensiblement diminué en 1979, à cause essentiellement du tremblement de terre du Montenegro, pour s'établir à un niveau ne dépassant que de 4 ½ % celui atteint six ans auparavant, le nombre de nuitées a augmenté de quelque 11 % en 1980, et les recettes nettes en devises se sont accrues de près de 50 %, remontant à 1 ½ milliard de dollars. Parallèlement à la légère reprise des taux de fret mondiaux, les recettes nettes au titre des transports ont aussi accusé une modeste augmentation. Bien que le recensement des envois de fonds des émigrants comporte peut-être des incertitudes, on n'en a pas moins enregistré une diminution de près de 10 % des montants nets reçus à ce titre en 1980. L'accroissement substantiel du déficit de la balance courante en 1979 et la forte hausse des taux d'intérêt se sont traduits par un accroissement des deux tiers des paiements nets d'intérêts, qui ont atteint un peu plus de 1 milliard de dollars en 1980. Compte tenu des remboursements de capital, les paiements au titre du service de la dette se sont chiffrés à 3 ¼ milliards de dollars, ce qui donne un ratio de service de la dette de 20 % par rapport aux recettes brutes courantes d'exportation (biens, services et envois de fonds des émigrants). Afin de mieux coordonner les politiques en matière d'emprunt du point de vue des marchés aussi bien que des échéances et des taux d'intérêt, la Banque nationale de Yougoslavie (la Banque centrale) a joué en 1980 un rôle plus important que les années précédentes dans le financement du déficit de la balance des paiements<sup>14</sup>. Les fonds empruntés, y compris les euro-crédits, se sont élevés à environ 1.3 milliard de dollars, à quoi se sont ajoutés 343 millions de dollars de crédits du FMI, tandis que les réserves officielles ont augmenté de quelque 500 millions de dollars. Les emprunts des banques commerciales se sont chiffrés à environ 500 millions de dollars.

### *Tendances inflationnistes*

L'accélération de l'inflation enregistrée en 1980 reflétait, pour une part, des pressions inflationnistes accumulées antérieurement et a été due, en proportions à peu près égales, à des facteurs internes et externes (tableau 6). Parmi les facteurs internes, la hausse des prix agricoles a été particulièrement importante. Entre 1973 et 1979, les prix agricoles à la production avaient augmenté sensiblement moins que les prix de détail<sup>15</sup>, ce qui avait eu des effets défavorables sur la production agricole et le revenu net réel des agriculteurs restés à peu près inchangés au cours de la période. Il fallait, par conséquent, s'attendre à un rattrapage, à quoi se sont ajoutés des relèvements des prix réglementés d'un certain nombre de produits, décidés pour stimuler la production agricole. A la différence des prix agricoles et autres indiqués aux tableaux 5 et 6, la hausse des prix des services a été relativement faible en 1980, ayant été freinée par le plafond fixé à la progression des gains moyens et l'affaiblissement de la demande intérieure. Le secteur des services a peut-être aussi été moins influencé par les changements survenus dans la répartition des revenus, l'autre important facteur intérieur qui a contribué à l'accélération des hausses de prix en 1980.

Pour la première fois depuis de nombreuses années, des directives fermes en matière de revenus, fixant des normes précises et légalement obligatoires, ont été réintroduites en 1980. Elles ont incontestablement beaucoup contribué à limiter la hausse moyenne des salaires et traitements. Les règles applicables à l'évolution des revenus

14 Jusqu'en 1979, la Banque nationale de Yougoslavie empruntait essentiellement à court terme pour faire face à des besoins financiers exceptionnels, et les banques commerciales, les entreprises et autres organismes avaient aussi directement accès au marché des capitaux pour des emprunts financiers. Depuis 1980, les trois dernières catégories d'institutions ne doivent emprunter qu'à moyen ou à long terme sur la base de projets, essentiellement pour des investissements productifs.

15 Les taux annuels moyens d'augmentation étaient 12¾ et 15½ %, respectivement.



**Tableau 5 Prix et gains**  
 Pourcentage de la variation par rapport à l'année précédente

	1976	1977	1978	1979	1980	Déc. 80
						Déc. 79
<b>Prix à la production</b>						
Produits industriels, total	6.1	9.5	8.3	13.2	27.3	39.8
Biens d'équipement	11.2	9.5	5.3	6.1	12.3	22.2
Produits intermédiaires	6.1	8.8	7.9	16.1	34.3	46.7
Biens de consommation	5.3	10.7	9.7	11.1	21.1	33.7
Produits agricoles, total	14.4	12.1	10.0	25.6	34	40.7
<b>Prix de détail</b>						
Total	9.4	13.3	13.4	21.9	30.4	39.2
Produits agricoles	13.5	17.3	15.3	20.4	34.1	42.2
Produits industriels	8.0	13.0	13.3	22.9	31.6	41.7
Services	13.0	13.4	13.9	21.7	22.7	24.3
<b>Coût de la vie</b>						
Total	11.6	15.0	14.3	20.4	30.3	37.3
Biens	11.5	15.2	14.2	20.4	31.8	39.6
Alimentation	14.1	18.3	15.2	18.3	31.5	40.3
Biens de consommation durables	7.8	11.6	17.6	22.1	29.4	37.0
Services	12.4	13.4	14.5	20.5	20.5	22.7
<b>Prix à l'exportation<sup>1</sup></b>	4	13	9	15	19	15
<b>Prix à l'importation<sup>1</sup></b>	3	14	5	19	20	16
<b>Gains moyens nets dans le secteur socialisé</b>	15½	18½	21	20½	21	27

1 En dollars des Etats-Unis.

Sources : Indeks ; Saopštenje, n°s 1, 2 - 1981 ; n°s 355, 356 - 1980.

devaient, toutefois, permettre essentiellement de transférer des ressources des revenus des particuliers vers l'épargne brute des entreprises, l'accent étant mis sur l'accroissement « relatif » des gains nominaux. L'augmentation des gains nominaux des employés du secteur public a été plafonnée à 16 %<sup>16</sup>. Pour le reste, c'est-à-dire plus des quatre cinquièmes des effectifs totaux employés hors de l'agriculture, l'augmentation autorisée des salaires et traitements a été fixée à un niveau inférieur de 5 à 8 points de pourcentage à l'augmentation de la valeur ajoutée totale des différents secteurs<sup>17</sup>. Cette condition impliquait que, sauf si l'augmentation des gains était inférieure à la norme de 20 % des trois années précédentes — chose difficile, une année d'accélération de l'inflation — les prix des biens et services hors du secteur public pouvaient augmenter d'au moins 26 %. En l'occurrence, la progression des gains nets moyens a été sensiblement du même ordre qu'en 1979, mais les hausses de prix ont été nettement supérieures (tableau 6) et ont également dépassé la progression des coûts unitaires de main-d'œuvre qui a été un peu plus rapide que les années précédentes à cause de la croissance plus lente de la production non agricole. L'augmentation des bénéfices des entreprises a contribué à la hausse des prix à la consommation pour environ 1 ¾ % point de pourcentage de plus qu'en 1979.

16 Administration fédérale et administrations des Républiques, unités socio-politiques (principalement les administrations locales) et communautés d'intérêt autogérées dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la culture et autres activités sociales.

17 Cinq points de pourcentage dans la plupart des secteurs et huit points pour les personnels des établissements bancaires et financiers, les travailleurs employés dans le commerce et un grand nombre des communautés d'intérêt autogérées.

Tableau 6 Contributions à la hausse des prix à la consommation  
Points de pourcentage

	1975	1976	1977	1978	1979	1980 <sup>1</sup>
Coûts unitaires de main-d'œuvre, agriculture non comprise	6½	5½	6½	4½	6	6½
Profits et coûts non salariaux	-½	1½	3½	4	4½	6½
Prix à la production agricoles	2½	2½	2½	2½	5½	7
Coûts intérieurs totaux	9½	9½	12½	10½	15½	19½
Prix à l'importation	6½	2½	2½	2½	3½	7½
Impôt sur les ventes	1½	1	1	1½	2	½
Total des rubriques ci-dessus	17½	13½	15½	14	21	27½
Élément résiduel	3½	½	-1½	½	-½	½
Prix à la consommation <sup>2</sup>	20½	13½	14	14½	20½	28½
<i>Pour mémoire :</i>						
Coûts unitaires de main-d'œuvre (agriculture non comprise, pourcentage de variation)	20½	15½	19½	13½	18	20

Note : Les pondérations utilisées pour calculer la part de chaque élément sont dérivées des tableaux d'échanges inter-industriels et des statistiques des comptes nationaux. On admet que la hausse des prix à l'importation est répercutée dans les prix à la consommation, à parts à peu près égales, l'année où elle intervient et l'année suivante. L'élément résiduel correspond à des variations des pondérations et des décalages temporels.

1 Estimation préliminaire.

2 Indice de prix implicite des comptes nationaux.

Sources : *Annuaire statistique de la Yougoslavie* ; renseignements communiqués directement à l'OCDE et estimations de l'OCDE.

La forte accélération de la hausse des prix à l'importation, passée en moyenne de 21 % en 1979 à 56 % en 1980, a exacerbé les pressions inflationnistes de source intérieure. Au total, les prix à l'importation ont contribué pour environ 14 points de pourcentage<sup>18</sup> à l'augmentation globale des prix de détail de près de 40 % enregistrée au cours des douze mois de 1980. Les deux principaux facteurs de cette forte accélération ont été la hausse des prix du pétrole et la dévaluation du dinar :

- i) Au cours de l'année qui s'est achevée en décembre 1980, les prix du pétrole importé ont augmenté d'environ 100 %, accélérant fortement la hausse des prix de détail. Mais, à cause de la politique d'alignement des prix intérieurs de l'énergie sur les cours mondiaux, l'incidence de la hausse des prix mondiaux du pétrole sur les prix de détail a été plus importante que la part du pétrole importé dans la consommation totale d'énergie ne le donnerait à penser (tableau 4).
- ii) La dévaluation de juin 1980 a contribué pour environ 4 ¼ points de pourcentage à la hausse des prix enregistrée sur l'ensemble de 1980<sup>19</sup>. La dévaluation représentait, toutefois, un ajustement retardé à la perte de compétitivité externe subie par la Yougoslavie au cours des quatre années précédentes. La dévaluation reflétait donc des influences internes plutôt qu'externes.

18 Compte tenu de la hausse des prix de l'énergie de source intérieure, la contribution a été de 17 points de pourcentage. Au cours de la période de quatre ans se terminant en 1979, les prix à l'importation ont contribué pour environ 2½ points de pourcentage à la hausse annuelle moyenne de 16¼ % des prix à la consommation, c'est-à-dire qu'ils ont été à l'origine de quelque 16 % de l'augmentation globale, alors que la part des importations dans la consommation privée ressort à environ 20 %.

19 La contribution de la dévaluation du dinar à la hausse des prix de détail au cours des douze mois de 1980 a été de près de 5 points de pourcentage.

Tableau 7 **Hausses de prix et influences extérieures**  
Effets des prix de l'énergie et des prix à l'importation

	1978	1979	1980 Provisoire	Déc. 79	
				Déc. 78	Déc. 80 Provisoire
Pourcentages de variation					
<i>Prix à l'importation</i>					
Total	7	21½	56½	33	80
dont : Pétrole et gaz	2	44	128		
Pétrole	1	42	82	72	115
<i>Prix à la production</i>					
Ensemble de l'industrie	8½	13½	27½	15	39½
Secteur énergétique <sup>1</sup>	10½	21½	52½	27	70
dont : Pétrole et gaz	14	17½	103½	33½	135½
Secteurs autres que l'énergie	8	12	23½	15	39½
<i>Prix de détail</i>					
Total	13	22	30	24 <sup>2</sup>	39½ <sup>2</sup>
dont :					
Carburant automobile	11	38	100		
Electricité	12½	6½	33		
Electricité et fuel domestique <sup>3</sup>	12½	24½	47½	23½	58
Contributions en points de pourcentage					
Incidence directe des <i>prix de l'énergie</i> sur les prix à la production industriels	1½	2½	6½	3½	8½
<i>Contributions à la hausse des prix de détail<sup>4</sup></i>					
i) Incidence des <i>prix de l'énergie</i>					
Effet direct	½	1	2½	1½	3
Effet total <sup>5</sup>	1½	3½	7	3	9
ii) Incidence des <i>prix à l'importation</i> (importations de pétrole et de gaz non comprises)	1½	2½	6½	4½	7½
dont : Effet de la dévaluation	½	½	4½	—	5
iii) Incidence des <i>facteurs intérieurs</i> (secteur énergétique non compris) <sup>6</sup>	10½	15½	17	16	22½
<b>HAUSSE TOTALE DES PRIX DE DÉTAIL (pourcentage de variation)</b>	<b>(13½)</b>	<b>(21½)</b>	<b>(30½)</b>	<b>(24)</b>	<b>(39½)</b>

1 Hausse moyenne pondérée des prix des secteurs suivants : électricité, charbon, pétrole, gaz et produits dérivés.

2 Estimations approximatives de l'OCDE.

3 Cet élément est dérivé de l'indice du coût de la vie.

4 Estimations approximatives indiquant des ordres de grandeur.

5 Y compris les hausses parallèles des prix de l'énergie intérieure ainsi que la hausse des prix de l'énergie utilisée pour la production de biens de consommation et de services.

6 Différence entre la hausse totale des prix de détail et l'incidence des hausses des prix de l'énergie et des importations.

Sources : Informations provenant de l'Office fédéral de statistique et estimations de l'OCDE.

Malgré certains blocages de prix temporaires imposés à la suite de la dévaluation, l'accélération de l'inflation s'est accentuée après le milieu de l'année. Dans une certaine mesure, la dégradation a résulté de la dévaluation et d'une accélération de la répercussion de la hausse des prix du pétrole dans les prix de détail. Mais, dans le climat de fortes anticipations inflationnistes, les pressions intérieures se sont aussi intensifiées après le milieu de l'année. Non seulement les anticipations ont provoqué des relèvements de prix que rendait possibles l'absence de plafond, mais les effets des réglementations qui autorisaient des augmentations de prix bien supérieures à la progression



des gains se sont fait sentir plus vivement dans la seconde moitié de l'année. En outre, l'incidence négative de l'affaiblissement de la tendance de la productivité est devenue plus sensible. Au cours des douze mois s'achevant en décembre 1980, les facteurs intérieurs ont contribué au total pour environ 26 points de pourcentage à la hausse des prix de détail, contre près de 20 points sur l'année par rapport à l'année précédente<sup>20</sup>.

## II ÉVOLUTION STRUCTURELLE EN MOYENNE PÉRIODE

L'année 1980 marquait la fin de la période du Plan quinquennal 1976-1980, pendant laquelle le Produit Social s'est accru à un rythme appréciable malgré le ralentissement de l'activité économique mondiale. Cette expansion relativement rapide s'est, toutefois, accompagnée d'une transformation fondamentale de la structure de la demande, la part très importante du secteur extérieur diminuant au profit de la demande intérieure. Les résultats à l'exportation, en particulier, se sont dégradés tandis que, par suite principalement du remplacement des importations, l'investissement fixe s'est considérablement renforcé. Ce processus s'était amorcé avant la première crise pétrolière mais il s'est accéléré vers le milieu des années 70, faisant apparaître d'importants déséquilibres, que sont venus aggraver les effets de la deuxième crise pétrolière. Les manifestations les plus importantes des déséquilibres ont été les fortes augmentations du déficit extérieur courant et du taux d'inflation, dont il a été question dans la première partie ci-dessus. Dans la première section de la présente partie, les principaux facteurs qui ont contribué à l'évolution structurelle sont examinés succinctement. La section suivante esquisse les grandes lignes du Plan 1981-1985, afin de voir comment les autorités se proposent de corriger les principaux déséquilibres et de rendre possible le retour à une croissance plus viable et moins inflationniste d'ici la fin de la période du Plan.

### *Structure de la demande*

L'évolution de la structure de la demande, dont l'un des principaux traits a été le ralentissement marqué des exportations, est résumée au tableau 8. Avant les premières années 70, le taux d'accroissement du volume des exportations dépassait largement les taux de croissance du Produit Social et de la demande intérieure, mais il est ensuite tombé sensiblement au-dessous de son taux de croissance tendanciel en moyenne période. Au contraire, les exportations de la zone de l'OCDE, après la première crise pétrolière, ont continué d'augmenter, quoique plus lentement qu'auparavant, à un rythme supérieur à celui du PIB réel. La médiocre performance des exportations apparaît dans les rapports des exportations de marchandises et des exportations totales au Produit Social, qui sont tombées de 15 et 28 ½ % respectivement en 1973 à 11 et 23 ½ % en 1979<sup>21</sup>. Il s'est donc produit un retournement de la situation antérieure dans laquelle l'expansion de l'activité économique dépendait de la demande extérieure.

Le faible dynamisme des exportations (en volume) après le début des années 70 est principalement imputable aux exportations de produits manufacturés, dont le taux annuel de croissance (3 % au cours de la période de six ans postérieure à 1973) a

20 Abstraction faite de la hausse des prix de l'énergie de source intérieure, la contribution des facteurs intérieurs a été de 22½ et 17 points de pourcentage, respectivement.

21 Une légère amélioration, d'environ ¼ de point de pourcentage, de ces rapports a été enregistrée en 1980.

Tableau 8 La configuration de la croissance  
Pourcentages annuels de variation, volume<sup>1</sup>

	1973	1979	1975	1980
	1965	1973	1970	1975
			Périodes des plans	
Produit Social	5½	6½	5½	5½
Demande intérieure	5½	6½	6	5
<i>dont:</i>				
Investissements fixes (contribution en pourcentage à la croissance du Produit Social)	5½ (29)	9 (46)	5½ (31)	6½ (37)
Exportations de marchandises	7½	1½	5	3½
Importations de marchandises	10½	4	5½	½
Exportations de biens et services <sup>2</sup>	(8½)	(½)	(6)	(2½)
Importations de biens et services <sup>2</sup>	(10)	(2½)	(5½)	(-½)

1 A prix constants, prix de 1972.

2 Estimations approximatives.

Sources : *Annuaire statistique, 1980* ; Office fédéral de statistique et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

baissé d'environ trois quarts par rapport au taux de moyenne période enregistré précédemment. Cette décélération est nettement plus importante que celle observée dans la zone de l'OCDE ou pour les exportations mondiales de produits manufacturés en général, et elle ne s'explique que partiellement par le ralentissement de la croissance des marchés mondiaux depuis la première crise pétrolière. Les pertes de parts de marchés, en particulier dans les zones de l'OCDE de la CEE, ont ainsi été substantielles ; sur la base des importations de produits manufacturés (en valeur) des pays de l'OCDE et des pays de la CEE, la perte annuelle des parts de marchés s'est élevée en moyenne à 6 ¼ % et 9 % respectivement, ce qui annulait et au-delà les gains des années précédentes<sup>22</sup>. Le taux d'accroissement de la valeur des exportations de produits manufacturés vers la zone de l'OCDE a sensiblement baissé après la première crise pétrolière et jusqu'en 1979 (tableau 9), ce qui dénote une légère baisse ou au mieux une stagnation en volume. Parmi les composantes de ce total, le volume des exportations de produits manufacturés vers la CEE a peut-être un peu augmenté, mais celui des ventes aux autres pays européens de l'OCDE et aux Etats-Unis a considérablement diminué<sup>23</sup>. Dans les pays d'Europe de l'Est et notamment en URSS, les exportations de produits manufacturés semblent avoir continué à s'accroître en termes réels, quoique à un rythme plus lent qu'avant la crise pétrolière. Les échanges avec l'Europe de l'Est se font toutefois en général sur une base bilatérale et la croissance des exportations vers l'URSS s'explique en grande partie par la nécessité de payer la facture pétrolière sensiblement accrue. De même, une partie de l'accroissement considérable du volume des exportations de produits manufacturés vers les pays de l'OPEP reflète les accords commerciaux bilatéraux conclus pour couvrir les importations pétrolières, ainsi que la proximité des pays membres de l'OPEP du Moyen Orient. Les exportations vers les pays en développement non membres de l'OPEP ont probablement un peu diminué en termes réels.

22 Pour tenir compte de l'expansion plus rapide des échanges intra-CEE, on a pris pour base de comparaison la croissance des importations en provenance des pays non membres de la CEE.

23 D'après des estimations provisoires, les exportations de produits manufacturés vers les pays européens de l'OCDE non membres de la CEE font apparaître une baisse cumulée d'environ un tiers en volume au cours de la période de six ans s'achevant en 1979.



Tableau 9 Croissance des exportations de produits manufacturés par régions

	1963	1973	1979	1973	1979
				1963	1973
	Millions de dollars			Pourcentage annuel de variation	
<i>Exportations totales de produits manufacturés yougoslaves</i>	422	2 078	5 181	17½	16½
Vers les pays de l'OCDE	161	978	(1 890)	19½	(11½)
<i>dont</i> : Etats-Unis	29	174	(290)	19½	(8½)
CEE	97	571	(1 300)	19½	(14½)
Reste de l'Europe	34	207	(280)	19½	(5½)
Vers l'Europe de l'Est	141	808	(2 310)	19	(19½)
<i>dont</i> : URSS	74	366	(1 250)	17½	(23)
Vers les pays de l'OPEP		55	(520)		(45½)
Vers d'autres pays (essentiellement des pays en développement)	120	237	(461)	9½	(11½)

Sources : Statistiques du commerce extérieur de l'OCDE, Série B, et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

La composition par produits des ventes à l'étranger semble avoir contribué à l'affaiblissement des résultats à l'exportation. L'exportation de navires a joué un rôle particulièrement important à cet égard. Les exportations ont aussi été freinées par les restrictions imposées aux échanges dans certains pays de l'OCDE. Les effets de la politique économique intérieure semblent, toutefois, avoir été plus importants.

- i) L'accent mis sur la demande intérieure, entraînée par l'investissement, pour transformer une économie en grande partie agricole en une société essentiellement industrielle, capable de satisfaire une demande de consommation rapidement croissante, a fait que l'on n'a pas assez prêté attention à la qualité, ce qui a sérieusement handicapé la Yougoslavie sur les marchés très compétitifs et sophistiqués des pays de l'OCDE.
- ii) La taille relativement réduite du marché yougoslave, conjuguée à un processus de remplacement des importations, a entraîné la production d'une grande diversité de produits ne permettant pas de bénéficier d'économies d'échelle. D'après la CNUCED<sup>24</sup>, les indices de dispersion des exportations de marchandises sont plus élevés en Yougoslavie que dans la plupart des autres pays en développement, et sensiblement du même ordre que dans les pays développés, notamment les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne et la France.
- iii) Du fait des politiques de développement des Républiques et des régions, certaines productions se retrouvent en différents endroits et sont donc réparties entre un nombre relativement grand d'unités, sans les avantages de la spécialisation et de la compétitivité que cela devrait entraîner.

Si les facteurs indiqués ci-dessus ont contribué au ralentissement des exportations, la cause principale en a été la pression excessive de la demande, suscitée par l'importance croissante de la demande intérieure — en particulier, des investissements fixes — qui est le deuxième grand trait de l'évolution de la structure de la demande résumée au tableau 8. Au début des années 70, l'investissement a pris le relais de la croissance des exportations comme moteur de l'expansion mais, dans le même temps, il faussait l'allocation des ressources en détournant des ressources de l'exportation au profit du marché intérieur. En fait, l'expansion entraînée par les investissements a fait

Tableau 10 Résultats à l'exportation de produits manufacturés<sup>1</sup>  
Pourcentage annuel de variation

	1973		1979	
	1963		1973	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur
<b>Exportations de produits manufacturés</b>				
En provenance des pays de l'OCDE	10½	15½	5½	17½
la CEE	10½	18½	5	18
la Yougoslavie <sup>2</sup>	(10½)	17½	(3)	16½
<b>Importations de produits manufacturés</b>				
Par les pays de l'OCDE	12	17½	5½	17½
la CEE	11½	17½	6½	18½
la Yougoslavie <sup>2</sup>	(11)	17½	(5)	20½
-----				
	1973		1979	
	1961		1973	
	Valeur		Valeur	
<b>Importations des pays de l'OCDE, tous produits manufacturés</b>				
En provenance de la zone de l'OCDE	17		17½	
En provenance de pays en développement (Yougoslavie non comprise)	16½		16½	
En provenance de la Yougoslavie	19		22½	
	24		11	
<b>Importations des pays de la CEE, tous produits manufacturés</b>				
En provenance de pays non membres de la CEE	16½		18½	
En provenance du reste de la zone de l'OCDE	14½		19½	
En provenance de pays en développement (Yougoslavie non comprise)	14½		19	
En provenance de la Yougoslavie	15½		23½	
	27½		10½	
-----				
Points de pourcentage				
<b>Gains (+) ou pertes (-) de parts de marchés de la Yougoslavie eu égard aux :</b>				
Importations totales des pays de l'OCDE	7		-6½	
Importations totales des pays de la CEE	-1½		-7½	
Importations des pays de la CEE en provenance de pays non membres de la CEE	12½		-9	
Dans la zone de l'OCDE vis-à-vis des pays en développement	5		-11½	
Dans la zone de la CEE vis-à-vis des pays en développement	12		-12½	

1 CTCl 5-8.

2 Y compris les produits minéraux et le pétrole pour les variations en volume. Les données entre parenthèses sont des estimations approximatives de l'OCDE.

Sources : Statistiques du commerce extérieur de l'OCDE, Série B ; Annuaire statistique de la Yougoslavie ; Office fédéral de statistique et estimations de l'OCDE.

place à une croissance excessive de la demande intérieure, qui a dépassé de beaucoup la croissance potentielle tout au long des années 70<sup>25</sup>. Comme les importations ont été limitées par la contrainte de la balance des paiements, les pressions excessives de la demande se sont directement traduites par un affaiblissement des exportations et

25 En 1972, 1973 et 1976, l'excès de croissance de la demande intérieure effective sur sa croissance potentielle a été de près de 1¼ % et pendant les années restantes de la décennie 1970, la marge est montée à 3¼ %, soit une moyenne de près de 3 % pour l'ensemble de la décennie.

l'accélération de l'inflation. En outre, l'économie yougoslave protégée et en forte expansion encourageait les investissements axés sur le marché intérieur au détriment des projets fondés davantage sur la demande extérieure.

L'importance croissante des investissements reflétait, dans une large mesure, l'objectif à long terme des pouvoirs publics d'élargir la base industrielle qui, jusqu'à la fin des années 60, était restée relativement étroite. L'action gouvernementale — qui est devenue plus importante après la première crise pétrolière — a sensiblement stimulé la croissance des investissements fixes, qui, d'un taux annuel moyen de 5 ½ % avant 1973, est passée à quelque 9 % au cours des 6 années suivantes. Par conséquent, l'investissement fixe a représenté près de la moitié de l'accroissement du Produit Social, soit plus de 50 % de plus qu'avant 1973. La part de l'investissement fixe total dans le PIB<sup>26</sup> — du fait essentiellement du dynamisme des investissements du secteur manufacturier — a été en moyenne de 31 ½ %<sup>27</sup> après 1973, alors qu'en moyenne période elle s'établissait à 26 %. Au cours de la période 1965 à 1979, le rapport des investissements au PIB a été plus élevé en Yougoslavie que dans aucun autre pays de l'OCDE, sauf le Japon et la Norvège.

Ce niveau élevé d'investissements ne semble pas toutefois avoir été d'une très grande efficacité. Les comparaisons entre pays, présentées au graphique 4, montrent que le coefficient marginal de capital en Yougoslavie est du même ordre que dans la plupart des pays de l'OCDE. Sur cette base, la part de l'investissement dans le PIB ne semble pas excessive par rapport au taux de croissance tendanciel du PIB réel — de 6 % depuis 1965. Cependant, comparée aux résultats des pays de l'OCDE qui en sont à peu près au même stade de développement, la performance de l'économie yougoslave sur le plan de la croissance, compte tenu de l'ampleur des ressources consacrées à l'investissement, est moins satisfaisante. De même, les pays en voie d'industrialisation à croissance rapide hors de la zone de l'OCDE font apparaître un taux d'investissement par rapport au PIB beaucoup plus faible que la Yougoslavie, mais un taux de croissance du PIB plus élevé en moyenne période, indiquant une productivité du capital sensiblement supérieure et une utilisation plus efficace des ressources affectées à l'investissement. Depuis le début des années 70, la performance relative de la Yougoslavie est plus défavorable, la croissance du PIB réel accusant une décélération de un point de pourcentage malgré l'accroissement marqué de la part de l'investissement.

Les effets de l'évolution de la structure de la demande sur la balance commerciale et sur le compte des opérations courantes ont été peu sensibles jusqu'en 1978 environ, en partie à cause du processus de remplacement des importations mais surtout à cause des limitations imposées à l'importation par les impératifs de la balance des paiements. Au cours de la période de quatre ans qui a précédé 1978, le volume des importations de marchandises s'est accru chaque année de ¾ %<sup>28</sup>. Mais sous l'effet de la vive expansion, le volume des importations s'est gonflé en 1979 ce qui, joint à une

26 Le PIB est utilisé ici de préférence au Produit Social pour faciliter les comparaisons avec d'autres pays. Le taux annuel moyen de croissance des investissements dans l'industrie est passé de 6 ½ % avant 1973 à 13 % entre 1973 et 1979. Dans cette dernière période, le taux comparable pour les autres secteurs était de 7 %.

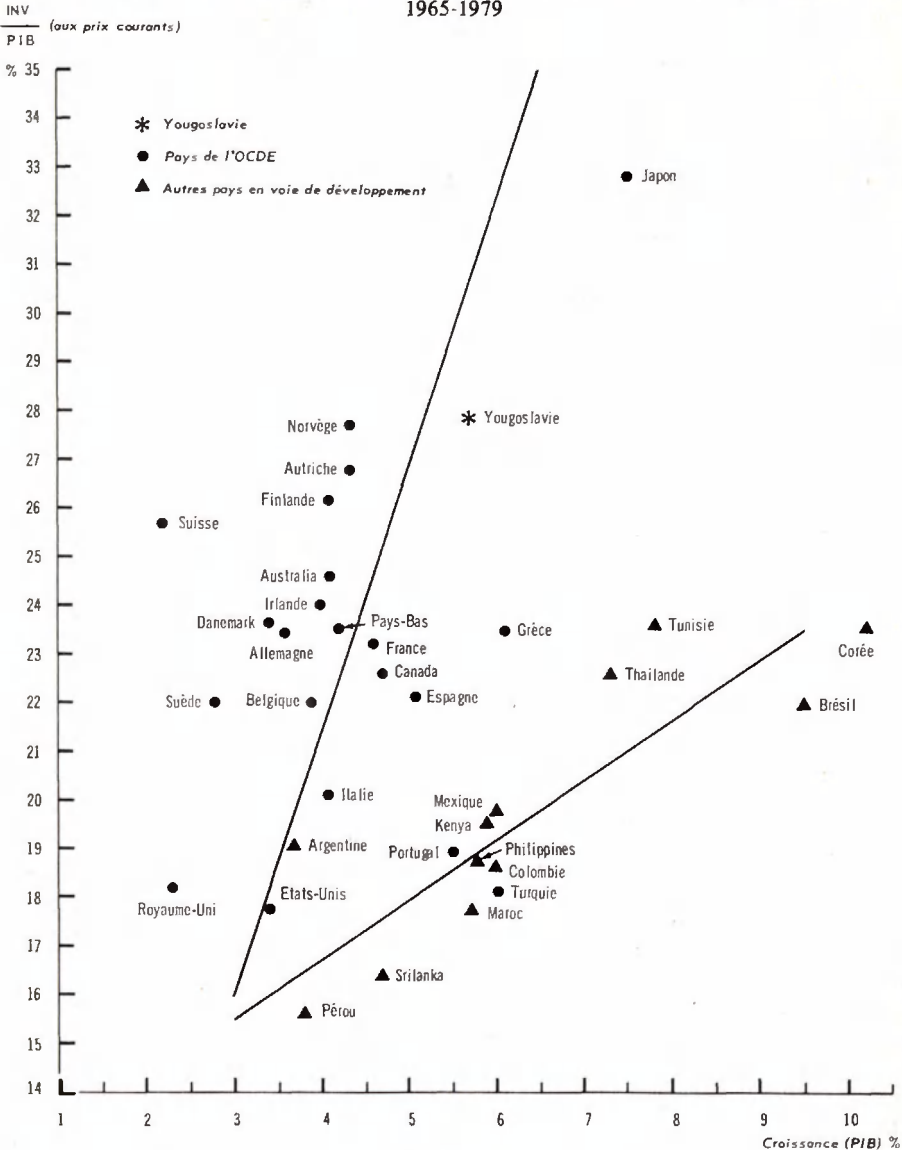
27 Elle a culminé à 34 % en 1978 et 1979.

28 Ce très faible taux d'accroissement ne s'explique qu'en partie par la croissance un peu plus lente du Produit Social indiquée au tableau 8 et par le stock relativement important de biens importés en 1974. L'élasticité moyenne des importations par rapport au Produit Social est tombée à 0.65 entre 1973 et 1979 (0.40 entre 1973 et 1980), soit environ la moitié de l'élasticité moyenne d'avant 1973. Les variations annuelles du volume des importations de marchandises se présentent comme suit:

1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
-6	16	14	-3	-7	13	-1	8	-10



**Graphique 4 Taux d'investissement et croissance du PIB**  
(Investissement en pourcentage du PIB et taux annuel de croissance du PIB)  
1965-1979



*Note :* Pour la plupart des pays les chiffres couvrent la période 1965 à 1979. Le taux d'investissement de la Norvège ne comprend pas l'investissement dans le pétrole et le gaz.

*Sources :* Comptes nationaux de l'OCDE; Annuaire statistique de la Yougoslavie; CNUCED, Manuel de statistiques de commerce international et de développement, 1979; estimations de l'OCDE.

nouvelle baisse du volume des exportations et à la hausse des prix du pétrole, a fait apparaître au grand jour la nette détérioration sous-jacente de la balance des paiements courants. En 1979 (avant l'adoption de la nouvelle politique d'encouragement des exportations et de restrictions à l'importation qui a considérablement réduit le défi-

Tableau 11 Structure des échanges et des paiements

	1963	1965-66	1969-70	1973	1979
	Milliards de dollars				
<i>Exportations totales</i>	.790 (100)	1.16 (100)	1.58 (100)	2.85 (100)	6.79 (100)
Produits primaires <sup>1</sup>	.354 (45)	.40 (34)	.45 (29)	.75 (25)	1.42 (21)
Combustibles minéraux <sup>2</sup>	.015 (2)	.02 (1)	.02 (1)	.02 (1)	.20 (3)
Produits manufacturés <sup>3</sup>	.421 (53)	.74 (64)	1.10 (70)	2.08 (73)	5.18 (76)
Machines et matériel de transport <sup>4</sup>	.154 (20)	.40 (35)	.34 (22)	.70 (25)	2.03 (30)
Navires	.055 (7)	.10 (7)	.12 (8)	.18 (7)	.25 (4)
	1965	1969-70	1973	1979	
	Pourcentages				
<i>En pourcentage du Produit Social</i>					
Exportations totales de biens	(13½)	13½	15	11	
Produits manufacturés	(8½)	9½	11	8½	
Exportations totales de biens et de services	(16)	22½	28½	23½	
Déficit commercial	3	7½	8½	11½	
Déficit sur biens et services (- = excédent)	1½	2½	-1½	6	
Déficit du compte des opérations courantes (- = excédent)	-1	1½	-2½	6	
<i>Exportations industrielles</i>					
En pourcentage du produit industriel brut <sup>5</sup>	n.d.	n.d.	(11½)	(9½)	

1 CTCI 0, 1, 2, 4.

2 CTCI 3.

3 CTCI 5 à 8.

4 CTCI 7.

5 Estimations de l'OCDE.

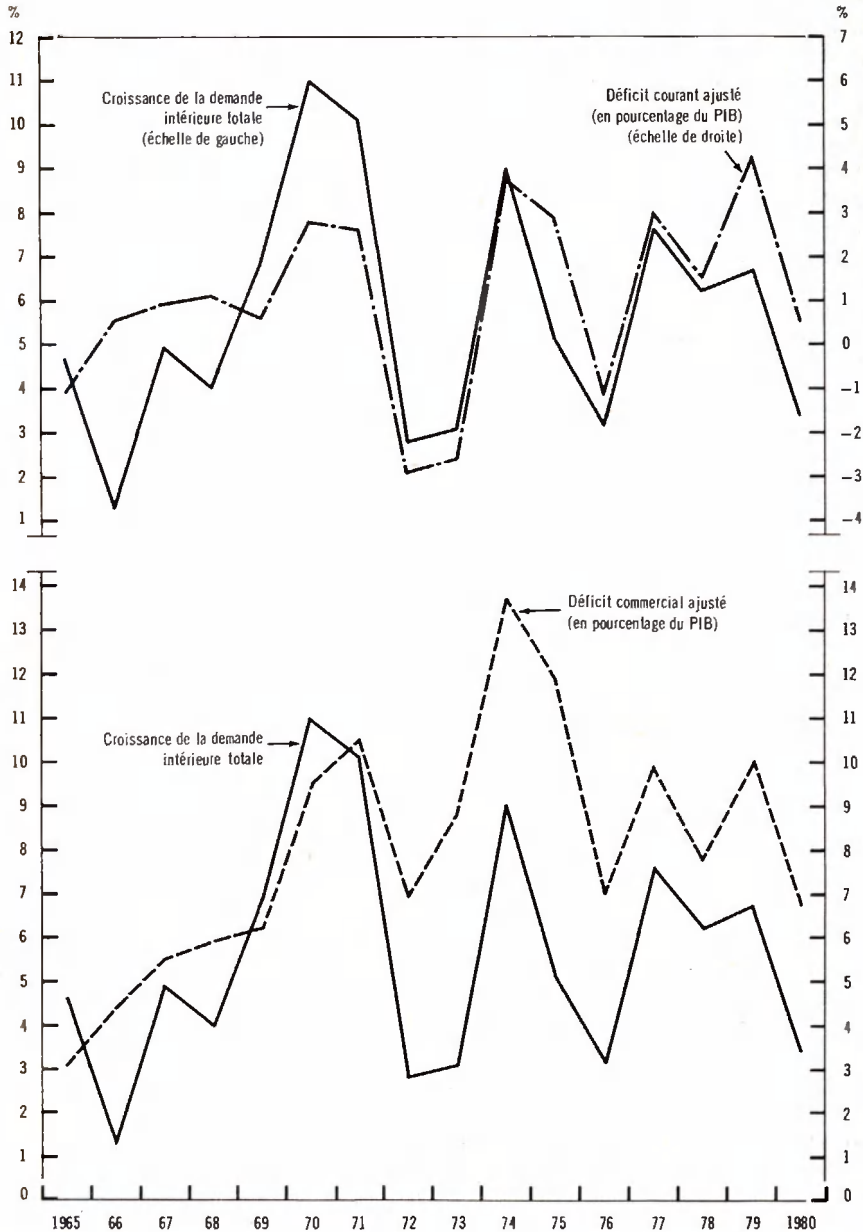
Sources : *Annuaire statistique*, Office fédéral de statistique ; *Statistiques du commerce extérieur de l'OCDE* et estimations de l'OCDE.

cit extérieur en 1980), les déficits de la balance commerciale et des opérations courantes ont fortement augmenté pour atteindre des niveaux record à 11 ¾ % et 6 % du PIB respectivement, supérieurs de près de 6 et 5 points de pourcentage aux moyennes tendancielles jusqu'en 1973.

L'expansion excessive de la demande intérieure, entraînée par l'investissement, a été, comme on l'a indiqué, le principal facteur responsable de l'aggravation des déficits de la balance commerciale et de la balance extérieure courante. La hausse marquée des prix du pétrole y a également contribué mais dans une moindre mesure. Pour mesurer les effets de la demande intérieure sur les comptes extérieurs, on a estimé un déficit « ajusté » de la balance des opérations commerciales et des opérations courantes, qui exclut l'incidence de la hausse « nette » des prix du pétrole (venant en sus de la hausse totale des prix à l'exportation yougoslaves). Les déficits de la balance commerciale et des paiements courants (« nets » de la hausse des prix du pétrole), exprimés en pourcentage du PIB, sont passés d'un peu moins de 6 ½ % et 1 % respectivement jusqu'en 1973 à 10 % et 2 ½ % en moyenne entre 1973 et 1980, dénotant une sensible dégradation des positions sous-jacentes. Comme le montre le graphique 5, il y a une relation étroite entre les variations retardées de la demande intérieure globale et les fluctuations des déficits du commerce et des opérations courantes en pourcentage du



Graphique 5 Déficits extérieurs et demande intérieure



*Note :* Le taux de croissance de la demande intérieure totale (à l'exclusion des divergences statistiques) est une moyenne mobile de deux ans, avec des poids de 0.6 pour l'année en cours et de 0.4 pour l'année précédente. Les déficits courants et commerciaux, ajustés, ne comprennent pas l'effet de l'accroissement « net » (en excès de la croissance des prix à l'exportation totale de la Yougoslavie) du prix du pétrole et du gaz importés.

*Sources :* Annuaire statistique de la Yougoslavie, 1980; renseignements communiqués directement à l'OCDE et estimations de l'OCDE.

PIB<sup>29</sup>. Après 1970 en particulier, la relation devient plus prononcée, les fluctuations de la demande intérieure totale autour de son taux tendanciel étant la variable explicative de loin la plus importante (graphique 4). Les effets de la hausse des prix du pétrole sur le déficit commercial ont été atténués dans une certaine mesure par l'accélération de la hausse des prix à l'exportation yougoslave (en dollars). L'augmentation « nette » des prix du pétrole (nette de la hausse de tous les prix à l'exportation) a été de quelque 230 % entre 1973 et 1979, ce qui équivaut à une augmentation cumulative du déficit commercial de l'ordre de 1 milliard de dollars (une perte d'environ 1 ¼ % du PIB jusqu'en 1979)<sup>30</sup>, soit un peu plus de un quart de l'augmentation du déficit commercial par rapport à son niveau de moyenne période antérieur à 1973.

### Le Plan quinquennal 1981-85

Tenant compte des déséquilibres intérieurs et extérieurs et de la relative médiocrité des perspectives de croissance des échanges mondiaux, le Plan pour 1981-85 est beaucoup moins ambitieux que ceux qui l'ont précédé. Ses deux principaux objectifs sont la réduction des pressions inflationnistes et une forte réduction du déficit extérieur courant à moyen terme. Comme le montre le tableau 12, les taux de croissance fixés comme objectifs pour toutes les grandes composantes de la demande intérieure sont inférieurs aux chiffres des plans antérieurs, mais on envisage une forte reprise des exportations qui doit faire de celles-ci le principal moteur de la croissance pendant les années 1981-1985 comme c'était le cas avant les premières années 70. Les autorités comptent pouvoir continuer à freiner la progression des importations. Le Plan prévoit également un important renversement des tendances de la production observées précédemment ; le taux de croissance de la production industrielle doit diminuer pour s'établir à un niveau à peine supérieur à celui du Produit Social, le taux annuel d'expansion de la construction doit sensiblement baisser tandis que la croissance de la production agricole marquerait une vive reprise.

Du côté de la demande, la prévision la plus notable est une réduction appréciable du taux annuel de croissance des investissements fixes<sup>31</sup> pendant la période du Plan. Cela représente un très net changement dans la pensée économique traditionnelle en Yougoslavie qui insistait sur la primauté de l'investissement, en particulier dans le processus de développement, et qui s'explique par les fortes pressions exercées par l'investissement sur le secteur extérieur. La part de l'investissement fixe dans le PIB doit,

$$29 \quad 1) \quad TD = 104.3 - 0.44 DVDD - 1.83 T + 0.06 T^2$$

(38)            (-3.8)            (-3.9)            (3.2)

$$R^2 = 0.80, DW = 1.62, SE = 1.43$$

$$2) \quad CD = 98.62 - 0.51 DVDD$$

(320)            (-4.9)

$$R^2 = 0.60, DW = 1.8, SE = 1.43$$

DD = Taux de croissance de la demande intérieure totale (moyenne mobile sur deux ans, les pondérations étant 0.6 pour l'année en cours et 0.4 pour l'année précédente).

DVDD = Écart de DD par rapport à son taux tendanciel de moyenne période.

TD = Déficit commercial en pourcentage du PIB.

CD = Déficit du compte des opérations courantes en pourcentage du PIB.

T = Temps.

30 Déficit commercial cumulé, dû à la hausse des prix du pétrole importé venant en sus de la hausse des prix à l'exportation de tous les biens exportés :

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Millions de dollars	200	180	205	380	530	1 070	1 840
Pourcentage du PIB	¾	¾	¾	1	1	1¼	3

31 Pour les investissements industriels, le taux prévu est d'environ 2¼ %.

Tableau 12 Objectifs du Plan et croissance  
Plan quinquennal 1981-1985

	Pourcentage annuel de variation en volume					
	1979 <sup>1</sup>	1980 <sup>1</sup>	1981 <sup>2</sup>	1975 <sup>1</sup> 1970	1980 <sup>2</sup> 1975	1985 <sup>2</sup> 1980
	Chiffres préliminaires			Plan		
				Résultats	Plan	
Consommation privée	6	1	2½	5½	5	3
Consommation des administrations publiques	5½	¾	-3½	5	5½	2½
Formation de capital fixe	5	-2	-5½	7½	7	1½
Demande intérieure finale	5½	—	-½	6	5½	2½
Formation de stocks <sup>2</sup>	3½	-½	¼	½	½	¼
Demande intérieure totale, y compris les erreurs et omissions	9½	-1½	½	5½	5	2½
Exportations	3½	8½	7	7½	3	8½
Importations	9½	-12	-3	6	-½	1
Balance extérieure <sup>3</sup> *	-2½	4½	2½	½	½	1½
Produit Social	7	3	3½	6	5½	4½
Agriculture	5½	-2½	4	3	2	4½
Industrie	8½	4½	4	8	7	5
dont : Energie	8	4½	6	8	6½	7
Construction	9½	2	-2½	4	8	1
Services	5½	4	3½	5½	5½	4
<i>Pour mémoire :</i>						
Exportations						
Biens	½	9	7	5	3½	8
Services	9½	8	7	12½	1½	9½
Importations						
Biens	8½	-12	-3	6	-½	1
Matières premières	7	-8	4	5½	2½	3½
Biens d'équipement	5	-22		10	-10½	-8½
Biens de consommation	20	-14		-½	4½	-2
Services	25½	-11½	-3	7½	3½	1

Note : Les différences par rapport à certains chiffres du tableau 1 sont dues essentiellement à l'année de base différente ; au tableau 1, les taux de croissance sont calculés aux prix de 1972.

1 Aux prix de 1975.

2 Aux prix de 1980.

3 Contribution en points de pourcentage à la croissance du Produit Social.

4 La contribution de la balance extérieure est obtenue implicitement en prenant la différence en points de pourcentage entre le Produit Social et la demande intérieure totale.

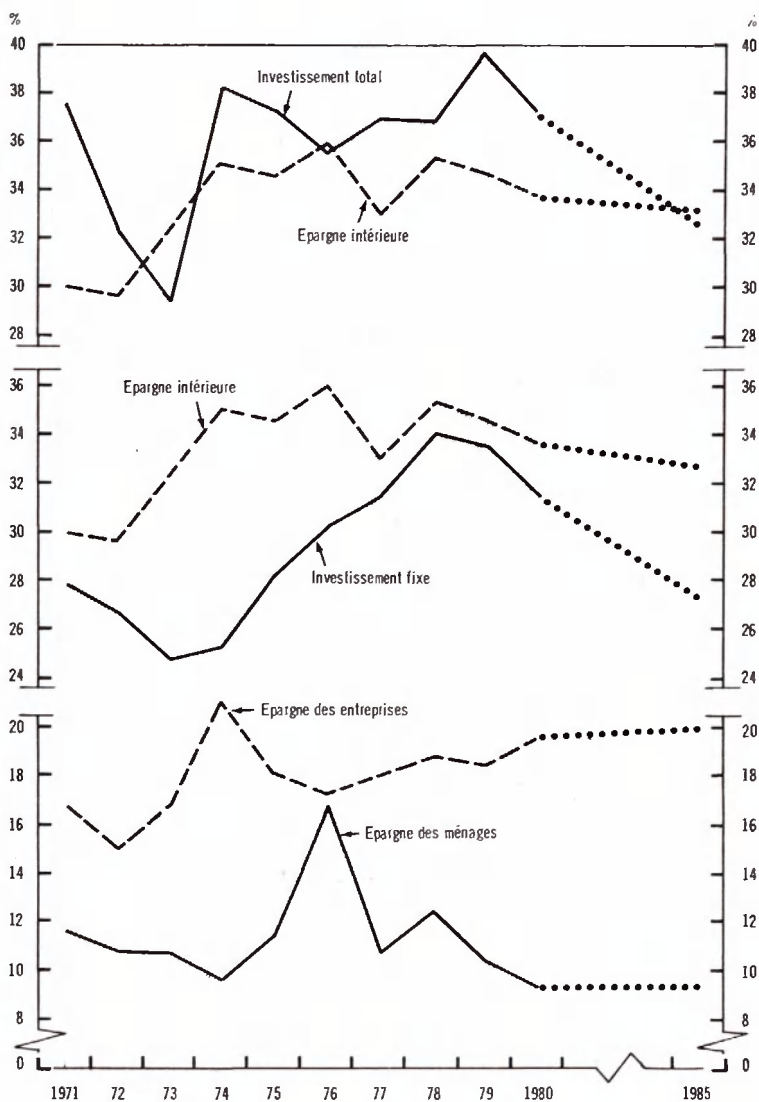
Sources : Plan quinquennal, 1981-1985 ; renseignements communiqués directement à l'OCDE.

selon les prévisions, diminuer de 4 points de pourcentage pour s'établir à 27 ½ % entre 1980 et 1985 ce qui, sur la base des estimations du Plan, aiderait à réduire le déficit commercial de 4 points de pourcentage et à le ramener à 5 ¾ % du PIB au cours de la même période. La réalisation de ces objectifs rétablirait les relations de moyenne période qui existaient avant la première crise pétrolière. Malgré le ralentissement des investissements, le stock de capital doit augmenter à un rythme assez rapide ; d'après des estimations provisoires, le stock de capital fixe dans l'industrie augmentera d'environ 7 % par an, soit quelque 2 points de pourcentage de plus que le taux de croissance de la production industrielle.

Les investissements fixes dans les secteurs « non économiques » et à faible priorité étant limités par des réglementations directes et ces secteurs n'ayant qu'un accès restreint au crédit bancaire, la formation de capital fixe devrait y croître à un rythme



**Graphique 6 Investissement et épargne intérieure**  
En pourcentage du PIB



Sources : Annuaire statistique de la Yougoslavie; Plan de Cinq Ans, 1981-1985; renseignements communiqués directement à l'OCDE et estimations de l'OCDE.

ralenti, conformément à l'objectif du Plan. On prévoit un ralentissement des investissements dans les secteurs « économiques » – principalement des investissements industriels et commerciaux, effectués par les « organisations de base du travail associé ». Le versement initial pour les investissements fixes des entreprises a été élevé et fixé à 25 % en moyenne de la valeur des projets considérés, mais on peut se demander si, sans

mesure complémentaire, cette disposition suffira à ramener la croissance de ce type d'investissements au taux retenu comme objectif. La politique actuelle de faibles taux d'intérêt, motivée par le taux élevé d'inflation, constitue pour les entreprises une forte incitation à emprunter et à investir. La politique des taux d'intérêt est actuellement reconsidérée et le résultat du réexamen aura une incidence majeure sur l'évolution à moyen terme, question à laquelle on reviendra dans les conclusions.

La décélération prévue de la consommation privée résulterait essentiellement de la quasi-stagnation de la valeur réelle des envois de fonds des émigrants — à cause des médiocres perspectives de croissance dans la zone de l'OCDE — et d'un sensible ralentissement des paiements réels de sécurité sociale. On ne prévoit guère de modification sensible, toutefois, de la tendance croissante des revenus réels des particuliers dans le secteur social. La progression de l'emploi devant légèrement se ralentir (tableau 13), la hausse des gains moyens nets réels par personne employée devrait atteindre environ 2 % par an. Toutefois cette accélération serait en grande partie contrebalancée par une croissance plus lente des dépenses au titre de divers avantages complémentaires habituellement assurés par les entreprises, les organismes publics et autres institutions à leurs employés (par exemple, logements à très bas loyer, lieux de vacances et autres biens et services) de sorte que le rythme de progression du niveau de vie par personne

Tableau 13 Certaines projections du Plan  
Pourcentage annuel de variation

	1978	1979	1980	1975 1970	1980 1975	1985 1980 Plan
<i>Emploi</i>						
Emploi intérieur total	1½	1½	1	1½	1½	½
Agriculture, secteur privé	-2½	-2	-2½	-2½	-2½	-3½
Emploi intérieur total (agriculture non comprise)	4½	4½	3	4½	3½	2½
<i>dont</i> : Secteur privé	2½	2½	3½	3½	2½	4½
Secteur social	4½	4½	3	4½	4	2½
Secteur social (activités productives seulement)	4½	4½	3	4½	4	2½
<i>Productivité</i>						
Total	5½	4½	1½	4½	4½	3½
Total (agriculture non comprise)	4½	2½	½	5½	2½	1½
Secteur social (activités productives seulement)	4½	2½	1	1½	2½	2
Industrie	5	4½	1½	3	3½	2½
<i>Gains</i>						
Gains moyens nets réels (par personne employée dans le secteur social)	5½	—	-7½	1½	1	2
Revenu disponible moyen réel des ménages (par habitant)	7	3½	-3½	3½	5	2½
<i>Prix</i>						
Indice de prix implicite du PIB	15	20½	30	19	18½	14½
Prix à la production: Agriculture	11½	25½	29	20½	18½	13
Industrie	8½	13½	28	18	12½	13
Prix de détail	13½	22	32	20½	18½	15
Services de restauration	14	22	32	17½	18½	15

Source: Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

employée ne différerait pas beaucoup du taux enregistré dans les années 70. L'amélioration substantielle du niveau de vie général dans les secteurs non agricoles a jusqu'ici été, dans une large mesure, le résultat de la croissance rapide de l'emploi et de l'augmentation consécutive du nombre de membres d'une même famille occupant un emploi, et de l'accroissement des pensions de sécurité sociale dont les bénéficiaires sont, pour la plupart, d'anciens combattants (actuellement un peu moins de 1 million, soit l'équivalent de 15 % de la population active non agricole)<sup>32</sup>. La croissance de toutes les composantes devant se ralentir, la demande intérieure totale augmenterait à un taux inférieur de moitié environ à celui des années 70.

La croissance ralentie de la demande intérieure facilitera le transfert de ressources au profit du secteur extérieur. En conséquence, le Plan prévoit une vive reprise de la croissance des exportations qui atteindrait 8 ½ % (taux annuel), soit près du double du taux enregistré dans les années 70. On ne dispose pas de données ventilées par région sur la croissance des exportations mais, l'objectif que se sont fixé les autorités de réduire sensiblement le déficit extérieur courant vis-à-vis des pays à monnaie convertible et notamment des pays membres de l'OCDE, implique un taux de croissance substantiel du volume des exportations vers la zone de l'OCDE. La réalisation de cet objectif sera facilitée par l'accès plus aisé aux marchés des pays de la CEE et par le reclassement récent de certaines activités, telles que l'habillement, les textiles, les chaussures et les meubles dans les secteurs devant bénéficier en priorité des mesures d'encouragement et d'aide au financement des investissements et des exportations. Mais elle pourrait être entravée par des mesures protectionnistes, l'intensification de la concurrence et un affaiblissement temporaire de la demande dans la plupart des pays de l'OCDE. En outre, du fait que les investissements et les spécifications des produits étaient surtout axés précédemment sur les besoins du marché intérieur, et parce que la spécialisation reste insuffisante, la Yougoslavie pourrait rencontrer des difficultés de commercialisation dans les pays à revenu élevé et compétitifs de l'OCDE. La réalisation de l'objectif relatif aux exportations sera toutefois facilitée par l'ajustement plus souple du taux de change qui permettra de préserver la compétitivité. Cette approche pourrait aussi aider à réduire les distorsions que risquent d'entraîner dans les opérations en devises les arrangements spéciaux entre entreprises disposant de devises et les autres.

Compte tenu des projections relatives à la demande intérieure, le taux de croissance de 1 % par an — retenu comme objectif pour les importations — qui implique une élasticité de 0,22 par rapport au Produit Social — paraît optimiste. Le Plan prévoit une forte réduction des achats à l'étranger de biens de consommation et de biens d'équipement. Les seconds doivent diminuer à une cadence annuelle de 8 ¼ %, diminution qui reflète le ralentissement des investissements et l'accent mis dans le Plan sur la nécessité de substituer des biens d'équipement yougoslaves aux équipements importés et de réduire ainsi la dépendance du pays à l'égard des produits étrangers sauf ceux incorporant des technologies de pointe. Bien que, compte tenu du développement très positif pris par certains secteurs des constructions mécaniques en Yougoslavie au cours des dix dernières années environ, la substitution puisse se faire dans une certaine mesure, une pareille baisse des importations de biens d'équipement, en provenance notamment des pays industriels les plus avancés, risque de se révéler incompatible avec l'objectif de l'amélioration de l'efficacité. En fait, comme l'un des premiers objectifs du Plan est de renforcer la compétitivité des exportations (par d'autres moyens qu'une sous-évaluation constante du dinar) et que cela ne paraît guère possible sans

32 L'accroissement des paiements de sécurité sociale en termes réels a été d'environ 7¼ % par an au cours de la décennie 1970, contre 4¼ % pour les autres revenus personnels de source intérieure, de sorte que la part des prestations de sécurité sociale dans les revenus personnels de source intérieure est passée de 14 % en 1970 à 19 % en 1980.



une amélioration de la qualité des exportations, l'importation de techniques étrangères et d'équipements mieux conçus pour satisfaire la demande extérieure paraît indispensable. Par conséquent, à moins d'une accentuation de l'orientation intérieure de la production, la réduction des importations de biens d'équipement sera peut-être difficile à réaliser<sup>33</sup>. Comme l'objectif retenu pour les exportations semble également optimiste, il est à craindre que, si le commerce extérieur en termes réels donnait des résultats moins favorables que prévu, le taux de croissance du Produit Social soit inférieur aux prévisions.

Du côté de la production, on prévoit une nette accélération de la croissance annuelle de la production agricole qui, d'un taux tendanciel de 2 ½ % passerait à 4 ½ % d'ici à 1985<sup>34</sup>. L'accent ainsi placé sur l'agriculture traduit le désir du gouvernement de voir le pays redevenir exportateur net de produits alimentaires. Toutefois, le rôle relativement « neutre » que jouerait le mécanisme des prix<sup>35</sup>, la taille restreinte de l'exploitation moyenne, qui n'est pas favorable à la mécanisation ni aux économies d'échelle, donnent à penser que cet objectif, certes souhaitable, est peut-être trop ambitieux. De fait, les exploitants privés (plus de 70 % de la production totale) pourraient hésiter à emprunter de fortes sommes et à accroître leur propension à investir si les perspectives d'évolution des prix et des marchés ne sont pas plus sûres. Les autres objectifs relatifs à la production sont assez faibles en comparaison des tendances passées et ne devraient pas poser de problèmes. Le ralentissement de la croissance de la production devrait entraîner une décélération de la progression de l'emploi, ainsi qu'une nouvelle réduction de la croissance de la productivité qui la ramènerait bien en-deçà des taux d'accroissement tendanciel. La décélération prévue de la croissance de la productivité industrielle est préoccupante, d'autant plus qu'au stade actuel de développement industriel de la Yougoslavie, il doit y avoir encore place pour des gains de productivité considérables, qui sont des plus nécessaires si l'on veut améliorer les résultats à l'exportation.

Selon les prévisions officielles, l'amélioration de la balance commerciale en termes réels sera renforcée par une vive expansion des recettes nettes réelles au titre des services, qui résultera essentiellement de l'accroissement des recettes du tourisme et des transports. L'augmentation prévue des recettes touristiques (9 % par an en termes réels) pourrait ne pas entièrement se concrétiser, en particulier, s'il n'y a pas de nouvelle amélioration de la compétitivité sur le plan des prix. Les paiements au titre des services, toutefois, ne doivent augmenter que de 1 % (volume) chaque année, taux sensiblement plus faible que dans le passé, qui reflète l'hypothèse que la baisse des taux de l'Euro-marché à moyen terme par rapport à leur niveau actuel compensera, et au-delà, le nouvel accroissement prévu des remboursements de la dette extérieure. A l'heure actuelle, les paiements d'intérêts représentent près de 7 % du total des recettes extérieures courantes, soit quelque 3 points de pourcentage de plus que jusqu'en 1978 (tableau 14). A tout prendre, les hypothèses sur lesquelles est fondée l'évolution prévue des échanges de biens et de services<sup>36</sup> ne se réaliseront peut-être pas intégralement.

33 La réalisation du taux annuel de réduction de 10 % des importations de biens d'équipement (machines et outillages) entre 1980 et 1985 paraît une hypothèse excessivement optimiste, d'autant plus que le niveau des importations en 1980 était exceptionnellement déprimé du fait en partie de mesures administratives. Le volume des importations de biens d'équipement a été en 1980 inférieur de plus de 20 % au niveau de 1979. Le niveau de départ étant ainsi artificiellement bas, il faut donc s'attendre à une certaine reprise du volume des importations lorsque l'investissement fixe commencera à se redresser.

34 On trouvera une analyse approfondie de l'évolution de l'agriculture et de la politique agricole de la Yougoslavie dans La Politique agricole de la Yougoslavie, OCDE, 1981.

35 Selon les prévisions officielles, les prix à la production agricoles et industriels augmenteraient à la même cadence annuelle (13 %) au cours de la période de cinq ans s'achevant en 1985, contre une hausse annuelle des prix de détail de 15 %.

36 On prévoit une détérioration d'environ 2 % par an des termes de l'échange.

Néanmoins, compte tenu de l'orientation restrictive de la politique inscrite dans le Plan, il est probable que le déficit courant sera sensiblement réduit et ramené à des proportions tolérables. La réduction progressive du déficit des paiements courants implique une diminution du coefficient de service de la dette qui, à hauteur de 23 % pour les monnaies convertibles en 1980, fait peser une lourde charge sur le secteur extérieur et une contrainte importante sur la croissance à long terme.

Tableau 14 La dette extérieure et son service

	1972	1976	1977	1978	1979	1980 <sup>1</sup>
	Dette extérieure totale (milliards de dollars)					
Brute	4.7	6.6	9.5	11.8	15.0	(18½)
Nette	4.0	5.8	8.4	10.7	13.7	(16½)
	Coefficient de service de la dette (%)					
Total	15½	14	17	18	21	(20)
Monnaies convertibles	n.d.	17	20	21	24	(23)
	Versements d'intérêt (millions de dollars)					
Bruts	170	370	380	450	820	1 281
Nets	150	280	260	300	630	1 084
	Pourcentage des recettes extérieures courantes					
Brut	3½	4	3½	4	5½	7
Net	3½	3	2½	2½	4½	6

<sup>1</sup> Données provisoires.

Sources : *Rapports annuels* et *Bulletin trimestriel* de la Banque Nationale de Yougoslavie.

Le retour à une structure de la demande semblable à celle qui existait avant la première crise pétrolière comme le prévoit le Plan entraînerait une réduction ou la suppression de certains déséquilibres majeurs de l'économie. Mais un élément critique de l'évolution à moyen terme sera sans doute le cours que prendra l'inflation. Les objectifs en matière de prix sont indiqués au tableau 13, le but étant d'obtenir un taux moyen de hausse de 15 % au niveau des prix de détail jusqu'en 1985. Étant donné le rythme actuel très rapide de l'inflation, les objectifs fixés supposent une nette décélération au cours de la période du Plan. L'orientation restrictive de la politique économique que postulent les projections, et le ralentissement de la croissance de la demande intérieure, sont compatibles avec une réduction des pressions inflationnistes, que les politiques des prix et des revenus pourraient assurer si elles sont bien articulées. Le Plan prévoit toutefois une légère augmentation des revenus réels, ce qui indique qu'au moins pendant les premières années de sa mise en œuvre les augmentations des salaires et des coûts unitaires de main-d'œuvre continueront d'être importantes. En fait, l'objectif du Plan concernant la lutte contre l'inflation ne pourra être atteint qu'à condition que des politiques rigoureuses soient appliquées dans le domaine des revenus et des prix.



### III POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET PERSPECTIVES À COURT TERME

Les effets de la politique appliquée en 1980 sur la demande, les prix, les revenus et la balance des paiements courants ont été examinés dans la première partie de la présente Etude. Pour 1981, l'orientation de la politique économique, telle qu'elle est définie dans la Résolution Economique, est de nouveau restrictive. La Résolution souligne la nécessité de stabiliser la demande intérieure, essentiellement par la modération continue de l'expansion du secteur public, l'encadrement rigoureux du crédit et le recours à diverses mesures administratives, y compris des directives en matière de revenus. Cette orientation de la politique économique et les perspectives relativement médiocres du commerce mondial donnent à penser que la croissance du Produit Social sera une fois de plus modérée en 1981. Une nouvelle réduction du déficit extérieur courant paraît probable, mais il se pourrait que le taux d'inflation demeure très élevé sous l'effet principalement des fortes pressions déjà accumulées sur les prix et de la montée des anticipations inflationnistes.

#### *Politique budgétaire*

Tant les recettes que les dépenses du secteur public ont progressé à un rythme sensiblement plus lent que le Produit Social nominal en 1980, ce qui était conforme à l'objectif que s'était assigné le gouvernement de réduire les dimensions du secteur public. Les recettes des administrations publiques<sup>37</sup> ont en fait été inférieures aux prévisions budgétaires initiales du fait en grande partie que les recettes fédérales n'ont augmenté que de 17 % au lieu de l'accroissement prévu de 25 %. Cet écart a été dû essentiellement à ce que les recettes douanières de l'Etat fédéral, au lieu d'augmenter comme prévu de 26 %, ont diminué de quelque 15 % :

- i) La levée, au milieu de 1980, de la surtaxe de 10 % à l'importation a eu d'importants effets négatifs sur les recettes douanières.
- ii) Le volume des importations a été plus faible qu'on ne le prévoyait au moment de l'établissement des estimations.
- iii) Comme on l'a indiqué plus haut, la part des importations de biens de consommation et d'équipement frappée de droits d'importation relativement élevés a diminué en faveur des importations de matières premières et de produits intermédiaires qui sont soumises à des droits moins élevés.

Les recettes des autres organismes publics et des diverses communautés d'intérêt « autogérées » qui dispensent des services sociaux<sup>38</sup> ont augmenté d'environ 25 % en 1980, c'est-à-dire, là encore, moins que les deux années précédentes et que le Produit Social nominal. Cependant les recettes fournies par les impôts sur les ventes et sur le chiffre d'affaires ont progressé de non moins de 29 %, à cause de l'accélération de l'inflation.

La croissance des dépenses du secteur public a été un peu supérieure à 26 % en 1980, alors que le Produit Social nominal a progressé de 36 %. Les principales raisons de la croissance relativement plus lente de ces dépenses ont été le plafonnement de l'augmentation des gains nominaux de la plupart des agents du secteur public et l'interruption d'un certain nombre de projets d'investissement dans la plupart des secteurs de l'administration publique et dans les activités « non économiques » en général. Les

37 Les administrations publiques englobent l'administration fédérale, les administrations des Républiques et les échelons inférieurs d'administration, essentiellement les administrations locales. L'accroissement est estimé à 21 %.

38 Soins médicaux et autres services de sécurité sociale, enseignement, activités culturelles et assimilées.



Tableau 15 Recettes et dépenses consolidées du secteur public<sup>1</sup>  
Milliards de dinars

	1976	1977	1978	1979	1980 <sup>2</sup>
<b>Recettes</b>					
Impôts directs <sup>3</sup>	134.6	175.5	232.5	279.6	351.4
Impôts indirects <sup>4</sup>	86.3	109.4	126.3	157.7	190.0
Autres impôts et recettes non fiscales	20.5	19.8	25.5	33.4	46.1
Recettes totales	241.4	304.7	384.3	470.7	587.6
<b>Dépenses</b>					
Défense nationale et administration	57.5	71.5	83.9	103.8	
Enseignement	38.1	43.7	57.4	67.5	
Sécurité sociale et services sociaux	93.5	114.4	146.5	178.6	
Interventions économiques	19.6	28.0	38.1	42.2	
Autres dépenses <sup>5</sup>	44.6	54.3	63.4	77.7	
Dépenses totales	253.3	311.9	389.3	469.8	
Excédent ou déficit	-11.9	-7.2	-5.0	0.9	
<b>Financement</b>					
Extérieur, net	-1.5	-0.1	-0.1	—	
Intérieur, net	13.4	7.3	5.1	0.9	

1 Y compris les budgets, fonds et communautés d'intérêt à tous les niveaux de l'administration. Non compris le fond de développement des régions sous-développées. Net des transferts entre unités du secteur public.

2 Chiffres préliminaires.

3 Y compris les impôts sur le revenu et les bénéfices des entreprises et des particuliers, les cotisations de sécurité sociale, les taxes sur les salaires à la charge des employeurs et les impôts fonciers.

4 Y compris les taxes sur les biens et services ainsi que sur les opérations et les échanges internationaux.

5 Y compris les dépenses consacrées au logement et aux services d'intérêt collectif, les investissements et les subventions à la consommation.

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

dépenses de défense nationale ont toutefois fortement augmenté, et les sommes versées au Montenegro sur le fonds spécial de réparation des dommages causés par les tremblements de terre ont aussi été considérables. De même les dépenses au titre des pensions civiles et des pensions de guerre, qui sont indexées sur le coût de la vie, ont augmenté un peu plus vite que les dépenses moyennes. Ces trois derniers postes de dépenses incombant principalement à l'administration fédérale et les recettes douanières ayant été inférieures aux prévisions, le budget fédéral a fait apparaître un déficit record de 22 milliards de dinars en 1980 (1 ¼ % du PIB). Comme la plupart des autres organismes du secteur public sont tenus par la constitution d'avoir des comptes à peu près équilibrés<sup>39</sup>, le solde des comptes de l'ensemble du secteur public reflète largement la situation de l'administration fédérale, de sorte que l'on peut situer entre 1 et 1 ½ % du PIB le déficit total du secteur public en 1980. La variation équivalant à 2 ¼ % du PIB qu'implique le passage d'un léger excédent en 1979 à ce déficit en 1980 laisserait penser que les finances publiques ont eu une forte incidence positive sur l'économie, mais le fait que deux postes à effets multiplicateurs importants sur le plan intérieur — la masse salariale et l'investissement fixe — ont baissé en termes réels a en grande partie annulé cette incidence expansionniste.

Le budget fédéral pour 1981 prévoit une sensible augmentation des recettes (50 %), attribuable à un accroissement de la part des recettes douanières perçues au profit de l'administration fédérale<sup>40</sup> et à un relèvement substantiel des taux des impôts

39 Les déficits ou excédents enregistrés un trimestre donné doivent être compensés le trimestre suivant. On trouvera un exposé des arrangements institutionnels de la Yougoslavie dans l'Étude économique de l'OCDE sur ce pays, parue en mai 1980, pages 37-38.

40 D'un peu plus de 40 % en 1980, cette part doit, selon les estimations, atteindre 67 % en 1981.

Tableau 16 Budget fédéral  
Milliards de dinars

	1977	1978	1979 Plan révisé	1980 Plan révisé	1981 Plan révisé
Recettes courantes	80.0	72.6	93.8	109.8	164.3
Droits de douane	39.7	23.4	24.1	20.4	24.1
Part du produit de l'impôt de base sur les ventes	—	26.3	38.2	47.9	73.3
Contributions financières des républiques et des provinces autonomes	39.0	20.8	28.4	38.5	63.8
Divers	1.3	2.2	3.1	3.0	3.1
Dépenses	89.0	77.8	97.0	132.3	169.1
Défense nationale	38.1	42.6	55.0	76.3	101.9
Administration	10.9	13.1	15.1	8.8	11.1
Versements aux républiques et aux provinces autonomes	6.1	7.0	10.5	14.3	16.3
Investissements	0.6	0.6	0.7	..	..
Versements aux caisses de retraite	10.4	12.4	14.8	24.7	31.9
Subventions et remboursements d'impôts	22.3	1.4	—	—	—
Divers	0.6	0.7	0.9	8.2	7.9
Solde des opérations courantes	-9.0	-5.2	-3.2	-22.5	-4.8
Affectations	4.5	4.3	5.2	8.2	—
Réserves budgétaires	0.3	0.3	0.2	4.6	—
Amortissement de la dette et divers	4.2	4.0	5.0	3.6	—
FINANCEMENT					
Recettes	13.5	9.5	8.4	22.5	4.8
Avances de la Banque Nationale	9.5	9.5	8.4	9.2	4.8
Emprunts	4.0	—	—	13.3	—

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

sur les ventes et sur le chiffre d'affaires. En vue de réduire le déficit, les dépenses fédérales doivent augmenter plus lentement que les recettes; la croissance globale des dépenses serait de 28 % (contre 38 % en 1980) et l'on s'attend à une décélération de toutes les grandes catégories de dépenses. Au total, le déficit du budget fédéral serait ramené à 4 ¼ milliards de dinars en 1981 (soit ¼ % du PIB au lieu de 1 ¼ % en 1980). La croissance des autres dépenses du secteur public doit, selon les prévisions budgétaires, être inférieure de 5 points de pourcentage au taux de croissance du Produit Social nominal, ce qui implique qu'elles n'augmenteront sans doute pas en termes réels. L'investissement fixe pourrait fléchir légèrement en termes réels, mais à cause de l'ajustement retardé des rémunérations moyennes des fonctionnaires à la hausse moyenne des salaires du secteur privé de l'année précédente, les rémunérations du secteur public augmenteront sans doute un peu plus vite qu'en 1980. Malgré le sous-emploi croissant des ressources de l'économie, les comptes du secteur public doivent, selon les prévisions officielles, être à peu près équilibrés, ce qui, compte tenu d'une nouvelle baisse du rapport des dépenses publiques au Produit Social, suppose que la politique budgétaire aura une incidence restrictive cette année.

### Conditions monétaires

Malgré l'accélération de l'inflation, l'expansion de la masse monétaire et du crédit bancaire s'est légèrement ralentie pour s'établir à 23 % et 25 ½ % respectivement en

1980, soit près de 10 points de pourcentage au-dessous du taux de croissance du Produit Social. La principale raison de cette décélération a été le plafonnement du crédit. En outre, la demande de crédit a été plus faible du fait de l'amélioration de la situation de trésorerie des entreprises<sup>41</sup> et, dans une moindre mesure, du nombre croissant des prêts directs entre entreprises au sein des différents groupements d'entreprises — « les associations de travail et de ressources ». Le premier facteur implique que les entreprises ont eu moins recours au crédit du système bancaire, conformément aux objectifs de stabilisation des autorités, et le second reflète la mobilisation de liquidités existantes obtenue sans passer par le secteur bancaire. En raison de la croissance relativement lente des dépôts non monétaires, qui n'a pas suffi à financer l'expansion du crédit, le coefficient de réserves obligatoires a été progressivement ramené de 17 ½ % des avoirs à court terme<sup>42</sup> à la fin de 1979 à 14 ½ % à la fin de 1980<sup>43</sup>. La lente progression des dépôts nets, en particulier des dépôts en dinars, qui s'est accompagnée d'une réorientation en faveur des dépôts à court terme, a été un signe très caractéristique du climat d'incertitude et des appréhensions concernant la valeur du dinar.

Les facteurs les plus importants de l'expansion modérée de la masse monétaire au sens étroit (M1) en 1980 ont été les restrictions de crédit et l'augmentation des engagements non monétaires. Les ponctions substantielles opérées sur les liquidités par la voie des transactions en devises ont aussi eu sur M1 une incidence restrictive plus forte qu'en 1979, du fait essentiellement des modifications du taux de change. La sensible dévaluation du dinar intervenue en 1980 a fait augmenter la valeur en dinars du déficit extérieur courant ainsi que la valeur en dinars des dépôts en devises auprès des banques yougoslaves. Il est probable que l'augmentation de 64 milliards de dinars des dépôts non monétaires observée au premier semestre de 1980 est attribuable pour plus des quatre cinquièmes à l'accroissement de la valeur en dinars des engagements

Tableau 17 Masse monétaire  
Milliards de dinars

	Position fin 1980	Variations au cours de la période							
		1977		1978		1979		1980	
		I	II	I	II	I	II	I	II
Crédits bancaires	1 568.3	64.6	89.5	97.0	116.1	99.8	158.6	135.8	183.9
Avances aux clients	1 455.8	59.2	79.7	82.6	99.0	96.1	140.3	122.1	167.8
Titres	112.5	5.4	9.8	14.4	17.1	3.7	18.3	13.7	16.1
Dépôts non monétaires (accroissement = -)	-849.4	-42.3	-46.1	-65.2	-64.3	-60.7	-59.4	-63.9	-74.0
Opérations en devises	-257.3	-8.8	-12.3	-5.6	-13.8	-34.5	-45.0	-47.8	-47.6
Masse monétaire (M1)	461.6	13.5	31.1	26.2	38.0	4.6	54.2	24.2	62.3

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

41 La situation de trésorerie des entreprises s'est améliorée parce que a) les directives en matière de « revenus » les autorisaient à accroître le produit brut de leurs ventes d'environ 6 points de pourcentage de plus que l'augmentation globale de leurs coûts salariaux et d'accroître ainsi leurs bénéfices et b) la diminution des investissements fixes a libéré des ressources financières à l'intérieur des entreprises.

42 Le coefficient de réserves obligatoires ne s'applique qu'à certains avoirs à court terme; l'épargne-logement et les dépôts d'épargne notamment n'y sont pas soumis.

43 L'accroissement des liquidités bancaires qui a résulté de l'abaissement du coefficient de réserves obligatoires a été en partie épongé par l'obligation faite aux banques d'acquiescer des obligations fédérales pour financer le déficit du budget fédéral.



en devises vis-à-vis de clients résidents, dû essentiellement à la dévaluation. Le phénomène a été plus prononcé dans le cas des dépôts bancaires des ménages ; alors que les dépôts des ménages en dinars n'ont augmenté que de 2 ¼ % en 1980, leurs dépôts en devises étrangères se sont accrus de près de 50 %, dont les deux tiers environ à cause de la dévaluation<sup>44</sup>. En conséquence, la part des dépôts en devises dans le total des dépôts des ménages est passée d'un peu moins de 50 % à environ 60 % au cours des douze mois de 1980. La diminution de la part des dépôts en dinars a été due non seulement à la crainte d'une accélération de l'inflation mais aussi à l'intérêt réel négatif assez important des dépôts en dinars. La structure de l'accroissement de la masse monétaire a également été différente en 1980, soulignant la réduction de la part des dépôts en dinars. Au cours des trois années précédentes, les dépôts bancaires entraient en moyenne pour un peu plus de 80 % dans la progression de la masse monétaire ; en 1980, leur part n'a été que de 60 %. Par conséquent, la contribution de la circulation monétaire à la croissance de la masse monétaire est passée de 24 % en 1979 à 40 % en 1980.

Conformément aux objectifs de stabilisation du gouvernement, la politique monétaire, pour ce qui concerne la masse monétaire et l'expansion du crédit, conservera en 1981 son orientation restrictive. L'objectif de croissance de M1 et du crédit est fixé à 22 % pour 1981, c'est-à-dire sensiblement au-dessous du taux de croissance du Produit Social. La Banque nationale a donné aux banques des instructions détaillées les invitant à ajuster leurs programmes de crédit en conséquence, et elle a annoncé des

Tableau 18 Principales sources de création monétaire  
Milliards de dinars

	Position fin 1979	Variations au cours de la période			
		1977	1978	1979	1980
<b>I OPÉRATIONS DE LA BANQUE CENTRALE</b>					
Opérations intérieures					
1 Crédits aux banques commerciales et à divers fonds	98.3	10.3	11.1	28.2	36.6
2 Avances à l'Administration fédérale et à d'autres clients	107.2	12.5	10.4	9.1	9.9
Opérations en devises	-18.6	-2.6	4.7	-38.3	-40.4
Variation des réserves minimales	—	..	1.7	14.0	15.2
<b>TOTAL</b>	<b>186.9</b>	<b>20.2</b>	<b>27.9</b>	<b>13.0</b>	<b>21.3</b>
<b>II CONTREPARTIES AUTONOMES</b>					
1 Dépôts des clients					
auprès de la Banque Nationale	20.8	0.2	-1.9	-4.9	-2.3
2 Postes en cours de règlement	11.2	1.9	-8.1	2.9	-4.5
3 Monnaie en circulation	90.7	-9.2	-16.6	-15.7	-25.3
4 Réserves obligatoires	51.3	-12.3	-9.9	-4.5	-15.1
5 Autres dépôts des banques commerciales					
auprès de la Banque Nationale	18.5	-0.8	-6.5	-3.9	-1.2
6 Bons du Trésor	5.1	0.6	0.3	0.1	0.1
7 Divers	-30.6	-1.6	12.4	19.2	27.8
<b>TOTAL</b>	<b>167.0</b>	<b>-21.2</b>	<b>-30.3</b>	<b>-6.8</b>	<b>-20.5</b>

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

44 Il s'agit d'estimations provisoires en attendant les données définitives sur l'évolution de la masse monétaire, du total des dépôts et des dépôts en devises jusqu'à la fin de décembre 1980.

pénalités en cas de dépassement des objectifs trimestriels, dépassements qui devront être corrigés le trimestre suivant. Les autorités ont également l'intention de freiner la croissance de la création monétaire en limitant les crédits sélectifs qui, à l'heure actuelle, couvrent une grande diversité d'activités, et qu'il est difficile de contrôler. Par contre, on envisage d'augmenter la part des facilités d'escompte de la Banque nationale et de rendre ainsi plus efficace le contrôle qu'elle exerce sur la création de monnaie. En vue de freiner la demande de crédit pour le financement d'investissements, la part des ressources à court terme des banques pouvant être utilisée pour l'octroi de crédits à court terme a été portée de 35 % en 1980 à 50 % en 1981<sup>45</sup>. Pour la première fois aussi, les crédits au logement sont soumis au plafond fixé à l'expansion du crédit.

Dans le cadre de la Résolution Economique pour 1981, il avait été annoncé que les taux d'intérêt seraient relevés pour permettre à l'action des pouvoirs publics de jouer un rôle plus efficace dans la gestion future de l'économie. A l'heure actuelle, les taux d'intérêt nominaux sont extrêmement bas, donnant des taux d'intérêt réels sensiblement négatifs, qui constituent une forte incitation à emprunter et compromettent aussi bien la réalisation des objectifs de stabilisation à court terme que la promotion à long terme d'investissements et d'une croissance plus efficaces. Le relèvement envisagé des taux d'intérêt vise en partie à alléger la charge que font peser sur les banques les paiements d'intérêts sur les dépôts en devises (plus de 50 % du total des dépôts des ménages); en 1980 les avoirs en devises ont été rémunérés en devises à des taux de 7 ½

Tableau 19 Taux d'intérêt  
En pourcentage

	1977	1978		1979		1980	
	T4	T2	T4	T2	T4	T1	T3
Banque Centrale							
Taux officiel d'escompte	8-6	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0
Taux de rendement à l'émission							
Obligations de l'Administration fédérale	8-10	8-10	8-10	8-10	8-10	8-10	8-10
Taux applicables aux prêts							
Prêts à court terme	9.31	8.93	9.60	9.05	8.78	8.10	9.70
Prêts à moyen et à long terme	8.58	9.07	8.99	6.52	6.91	6.62	5.46
Crédits aux ménages							
Crédits à la consommation	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0
Crédits à la construction de logements	6.24	5.08	5.21	4.64	5.75	5.90	5.78
Taux applicables aux dépôts							
Dépôts à terme des OTA <sup>1</sup>							
Jusqu'à un an	3.42	4.48	4.55	5.41	5.09	6.53	5.78
A plus d'un an	4.80	7.06	6.04	6.31	7.56	5.99	7.19
Dépôts des ménages							
Dépôts à vue	7.50	7.50	7.50	7.50	7.50	7.50	7.50
Dépôts à terme							
De un à deux ans	9.0	9.0	9.0	9.0	9.0	9.0	9.0
De plus de deux ans	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0

1 Organisations du travail associé, « entreprises ».

Source : Bulletin trimestriel de la Banque Nationale.

45 Par ailleurs, l'échéance des crédits à court terme est ramenée de 2 à un an.

à 10 %<sup>46</sup>, égaux aux taux d'intérêt payables en dinars sur les dépôts des ménages libellés en dinars. Les taux d'intérêt sur les dépôts des entreprises doivent être alignés sur ceux des dépôts des ménages et portés à 10 % au maximum. La Banque nationale de Yougoslavie a également l'intention de majorer ses taux prêteurs, dont la moyenne pondérée n'est actuellement que de 3 %. Toutefois, la récente accélération de l'inflation a déjà annulé et au-delà l'augmentation envisagée des taux d'intérêt nominaux.

### *Politique des revenus et des prix*

Après la sensible diminution des rémunérations moyennes enregistrée en 1980, les autorités se proposent de maintenir à peu près le pouvoir d'achat des travailleurs en 1981. En outre, selon les principes directeurs applicables en matière de revenus, l'accroissement de la masse salariale ne devra pas dépasser celui du revenu total des entreprises et sera inférieur au taux de croissance de l'épargne brute (bénéfices). Mais contrairement à ce qui s'est passé en 1980, les directives actuelles n'imposent pas de différentiels fixes entre l'augmentation de la masse salariale et celle de l'épargne brute des entreprises. De plus, pour certaines catégories (dans les secteurs non productifs principalement) des limites sont imposées à la progression des salaires réels, qui doit rester inférieure à celle de la productivité.

Pour donner une plus grande place aux « critères du marché » dans la fixation des prix, la politique des prix a été sensiblement modifiée vers la fin de l'année dernière<sup>47</sup>. Les contrôles de prix applicables à un grand nombre de produits (essentiellement ceux dont l'offre était suffisante et qui n'avaient pas d'incidence appréciable sur le coût de la vie) ont été levés en octobre 1980. En conséquence, le régime de liberté des prix est à présent applicable à un tiers de la production industrielle, au lieu de 22 % précédemment<sup>48</sup>. De plus, le Bureau fédéral des prix, qui était partiellement chargé du contrôle des prix d'environ 80 % de l'ensemble des produits et services, a été supprimé et remplacé par les « communautés pour les prix ». Les « communautés » créées au niveau fédéral seront responsables d'environ 47 % des produits et services dont les prix sont encore soumis à contrôle, le reste relevant des « communautés » établies au niveau des Républiques. Cela représente un important transfert de responsabilité des autorités fédérales aux Républiques et autres niveaux d'administration. Dans le cadre des nouveaux arrangements, des représentants de tous les stades de la production et de la consommation sont chargés de fixer les prix en consultation avec les représentants du gouvernement, des chambres économiques et des syndicats qui forment des « communautés autogérées pour les prix ». En fait, les prix de 70 % du total des biens et services doivent désormais être approuvés par les « communautés autogérées » à tous les niveaux d'administration.

Le système n'étant pas encore entièrement en place, il est trop tôt pour porter une appréciation détaillée sur son fonctionnement, pour dire comment la notion de « critères du marché » sera appliquée en pratique et si des distorsions ne risquent pas d'apparaître dans la structure des hausses de prix et, finalement, dans l'allocation des ressources. Pour 1981, pendant que le système entre en vigueur et afin d'atténuer les pressions et anticipations inflationnistes engendrées par l'accélération de la hausse des

46 Les dépôts en devises et les engagements en devises vis-à-vis du reste du monde représentaient près d'un tiers du total des engagements bancaires à la fin de 1980. Converti en dinars, le taux d'intérêt servi sur les dépôts en devises des ménages ressort à environ 45 % en 1980.

47 On trouvera un exposé succinct de la politique des prix appliquée jusqu'à la fin de 1980 dans l'Étude économique de l'OCDE sur la Yougoslavie de juin 1979.

48 Les prix de 23 % de l'ensemble des biens et services sont fixés soit au niveau fédéral, soit au niveau des Républiques ou à des niveaux d'administration inférieurs. Pour 44 % des biens et services, toute augmentation de prix est soumise à autorisation préalable. Enfin, 30 % des biens et services ne sont pas assujettis à des contrôles de prix, mais toute majoration de leurs prix doit être notifiée.



prix de détail, dont le taux a atteint 47 % pour les deux premiers mois de l'année, des mesures spéciales ont été adoptées au début de mars 1981. Des blocages de prix temporaires (jusqu'en septembre 1981) ont été annoncés sur un certain nombre de produits et services essentiels (principalement, des denrées alimentaires) et afin d'enrayer leur hausse, les prix du pétrole, du gaz, du charbon, les tarifs des PTT, des transports et de certains autres biens et services ont été soumis au contrôle du gouvernement.

### Perspectives à court terme

Dans le cadre des grandes orientations indiquées plus haut, la Résolution Economique pour 1981 prévoit une demande intérieure hésitante, un taux de croissance modéré du Produit Social et une nouvelle réduction du déficit extérieur courant, qui serait ramené à moins de 2 milliards de dollars (tableau 20). La réalisation des principaux objectifs dépendra sans doute largement du taux d'inflation, pour lequel l'objectif à respecter a été fixé en mars 1981 — une hausse des prix de détail qui ne devra pas dépasser 32 % en 1981. Ce taux est légèrement inférieur à celui enregistré en 1980 mais compte tenu de la forte accélération prise par l'inflation depuis le milieu de 1980 (tableau 21), il est certain que la hausse moyenne des prix sera plus importante en 1981 qu'en 1980.

Tableau 20 La Résolution Economique de 1981

	Pourcentage de variation en volume	
	1980 <sup>1</sup>	1981 <sup>2</sup> Prévisions
Consommation privée	1	2½
Consommation collective	½	-2½
Formation de capital fixe	-2	-5½
Formation de stocks <sup>3</sup>	-½	½
Demande intérieure totale <sup>4</sup>	-1½	½
Balance extérieure <sup>2</sup>	4½	2½
Produit Social	3	3½
Production agricole	-2½	4
Production non agricole	4	3
Production industrielle	4½	4
Construction	2	-2½
Production de services	4	3½
Emploi dans le secteur social	3	1½
Croissance de la productivité		
Secteur social, activités productives	1	1½
Industrie	1½	2½
	Milliards de dollars	
Exportations de marchandises	9	10½
Importations de marchandises	15	16½
Déficit commercial	6	6
Recettes au titre des invisibles	9	9½
Paiements au titre des invisibles	5	5½
Excédent des opérations invisibles	4	4½
Déficit de la balance des paiements courants	2½	1½

1 Prix de 1975.

2 Prix de 1980.

3 Contribution en points de pourcentage à la croissance du Produit Social.

4 Y compris les erreurs et omissions.

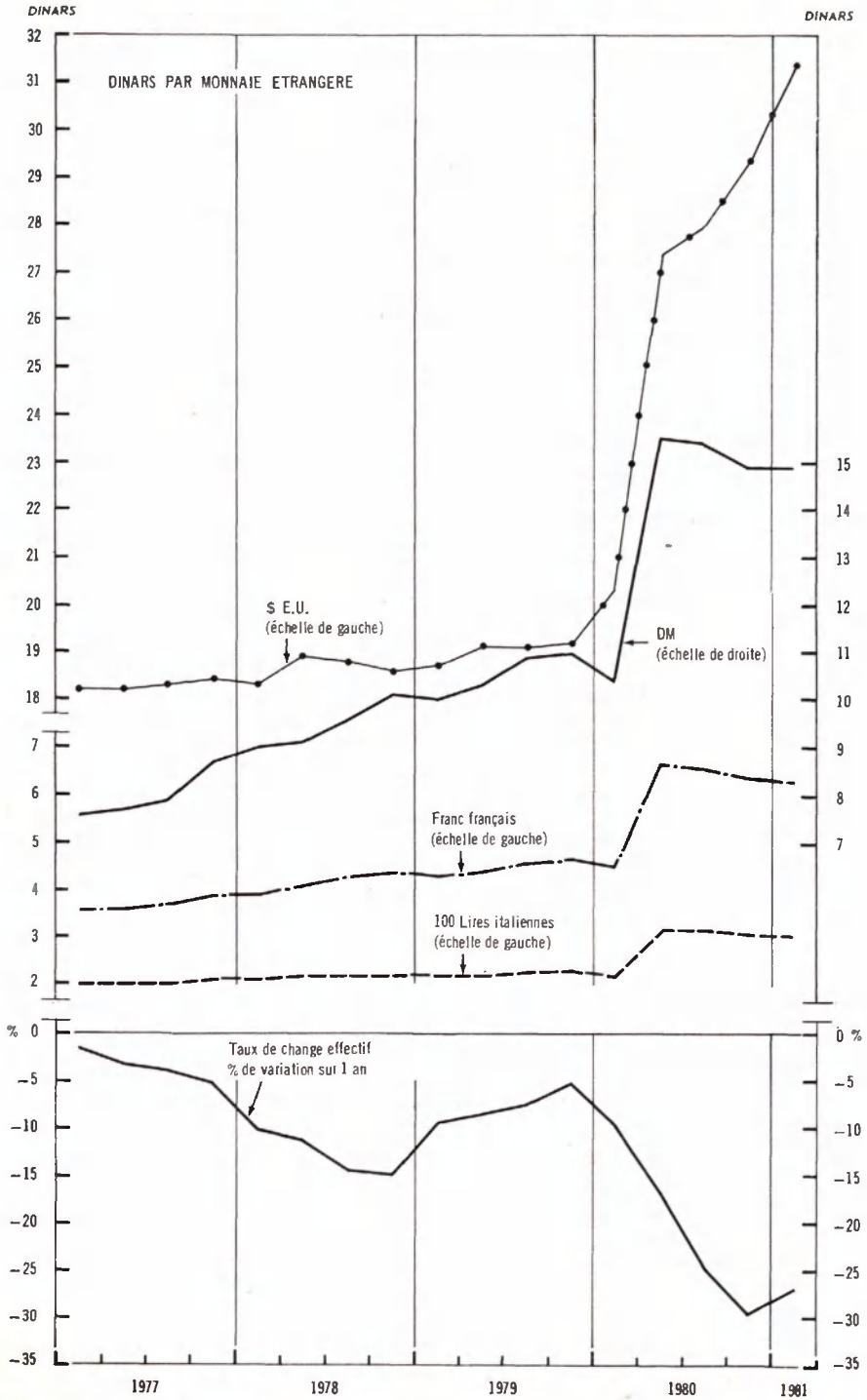
Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Le blocage des prix de certains biens et services jusqu'en septembre 1981 et le maintien de contrôles de prix après cette date, joints à la politique résolument anti-inflationniste des autorités, devraient contribuer à enrayer les puissantes forces spéculatives et anticipations inflationnistes à l'œuvre jusqu'au début de l'année. La hausse des prix de détail par rapport à l'année précédente devrait, par conséquent, ralentir d'ici la fin de 1981 pour s'établir à un taux inférieur à celui des trois premiers mois de l'année, mais sans doute plus élevé que les pouvoirs publics ne l'auraient souhaité. Premièrement, l'objectif du maintien du pouvoir d'achat des travailleurs suppose que les rémunérations moyennes, et donc les coûts unitaires de main-d'œuvre, augmenteront sensiblement plus qu'en 1980. Deuxièmement, les majorations d'impôts indirects ont ajouté 3 ¼ points de pourcentage à l'indice des prix de détail en janvier, et la hausse des prix du pétrole et des produits pétroliers 2 ¼ points de plus, facteurs dont l'incidence sur la hausse des prix d'une année à l'autre continuera à se faire sentir jusqu'à la fin de 1981. Troisièmement, par suite des effets de la sensible dévaluation subie par le dinar depuis le milieu de 1980 et de la politique officielle d'ajustements successifs du taux de change destinés à préserver la compétitivité, les prix à l'importation exprimés en dinars continueront d'augmenter à un rythme relativement rapide, entretenant ainsi une pression à la hausse des coûts.

Au total, une nouvelle baisse des gains nets moyens en termes réels paraît probable. Sous l'effet d'une certaine reprise de la production agricole et d'une hausse rapide des prix agricoles, les revenus agricoles réels pourraient progresser légèrement. On s'attend également que les transferts de sécurité sociale augmentent en termes réels, du fait en partie de l'accroissement du nombre de personnes pouvant bénéficier de pensions. Néanmoins, le revenu réel total des particuliers pourrait de nouveau diminuer en 1981, mais cette diminution pourrait être amortie par une baisse du taux d'épargne, de sorte que la consommation privée resterait à peu près stationnaire. La baisse prévue du taux d'épargne serait due en grande partie à la dévalorisation rapide du dinar et au désir des ménages d'acquérir des biens pour se protéger contre l'inflation. Selon les prévisions officielles, la consommation publique diminuera sensiblement en termes réels. De même, en raison de la décision du gouvernement d'arrêter les nouveaux investissements dans l'administration, l'enseignement, les activités culturelles, la santé et autres activités sociales, l'investissement total du secteur public diminuerait aussi sensiblement (d'environ 30 % selon les prévisions officielles).

La Résolution Economique pour 1981 prévoit également une forte baisse (4 ½ %) des investissements des entreprises. La réalisation de cette prévision dépendra, toutefois, probablement des effets de l'inflation sur la situation financière des entreprises et de l'orientation de la politique monétaire. Dans le passé de fréquentes révisions en hausse des objectifs monétaires et de crédit intervenaient en cours d'année, plus ou moins parallèlement à la croissance de la demande de crédit, en particulier, lorsque le crédit était destiné à financer des investissements fixes. Devant l'accélération de l'inflation, les autorités sont résolues à appliquer la politique monétaire de non-accompagnement qu'elles ont annoncée. Il se peut que les plafonds de crédit soient quelque peu dépassés, mais s'ils ne le sont que d'une marge limitée et que des pressions en baisse s'exercent sur les bénéfices, la diminution prévue des investissements fixes pourrait bien se matérialiser, voire même être plus sensible que prévu. D'après les prévisions, la formation de stocks continuerait à croître dans des proportions qui pourraient en fait être supérieures à ce qu'attendent les autorités, en particulier si, comme cela semble probable, la demande intérieure finale et la demande étrangère sont plus faibles que ne le supposent les prévisions officielles, et entraînent donc un certain stockage involontaire. Par ailleurs, si les moyens de financement sont disponibles, la réorientation en faveur du crédit bancaire à court terme favorisera la formation de stocks, et les anticipations inflationnistes constituent une incitation à ne pas conserver d'actifs financiers.

Graphique 7 Taux de change



Sources : Banque Nationale de Yougoslavie et estimations de l'OCDE.



La demande intérieure totale pourrait légèrement diminuer ou, au mieux, rester à peu près stationnaire conformément aux prévisions officielles. Les autorités s'attendent à une croissance de 7 % du volume des exportations, prévision qui paraît assez optimiste, les perspectives d'expansion des échanges mondiaux étant un peu plus faibles qu'à l'époque où les prévisions ont été faites. La forte baisse escomptée du volume des importations dépendra en partie de la demande intérieure. Une certaine diminution, ou tout au moins une stagnation, du volume des importations paraît cependant probable, en raison du faible dynamisme de la demande intérieure et de la possibilité que le gouvernement ait recours temporairement à des mesures administratives comme en 1980 pour limiter les importations de certains produits non essentiels. Toutefois, l'amélioration prévue de la balance extérieure réelle risque d'être une hypothèse optimiste, ce qui implique aussi que la croissance du Produit Social en 1981 sera modeste — et inférieure à l'estimation officielle de 3 ¼ % (tableau 20).

Dès le début de 1981, la production industrielle était à peu près stationnaire au niveau qu'elle atteignait au début de 1980, et le volume des ventes de détail avait baissé d'environ 4 % par rapport à la même époque de l'année précédente (tableau 21). La croissance plus lente de la production non agricole prévue en 1981 s'accompagnera vraisemblablement d'une décélération plus ou moins équivalente de la croissance de l'emploi non agricole qui, d'environ 3 ¼ % en 1980 tomberait à quelque 1 ½ % en 1981, ce qui implique que les niveaux de productivité resteront pratiquement inchangés sur l'ensemble de 1981. L'amélioration de la balance commerciale en termes réels devrait en gros compenser une légère détérioration attendue des termes de l'échange, de sorte que le déficit commercial pourrait rester en 1981 à son niveau de l'an dernier,

Tableau 21 Indicateurs conjoncturels

	1980	1980				1981		
	Année	T3	T4	Nov.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars
	Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente							
Production industrielle	4½	3½	4½	5½	1½	2½	-½	4½
Construction, nombre d'heures travaillées	-2½	-1	-4	-4	-7½	-½	-5	
Volume des ventes de détail	1	4½	-2½	-3	-7	-3½	-5½	-6½
Volume des stocks des détaillants	½	-1	-3½	-½	-4½	-8½	-7½	-11½
Emploi	3½	2½	2½	2½	2½	2½	2½	
Prix à la production								
Industriels	27½	27	37½	37½	39½	47½	46½	48½
Agricoles	33	32½	44	46	45½			
Prix de détail, total	30½	30	37½	38	39½	47	47	49½
Produits industriels	30½	31½	39	38½	41½	52½	50½	53½
Services	22½	20	23½	23½	24½	27	30½	28½
Gains moyens nets								
Nominiaux	20½	21½	23½	23	27	28		
Réels	-7½	-6	-11½	-11	-11½	-12		
	Millions de dollars (taux annuel)							T1
Déficit commercial, chiffres désaisonnalisés	6 077	6 380	5 812	5 388	5 004		(5½)	
Exportations	8 987	9 108	9 644	9 888	9 504		(9½)	
Importations	15 064	15 488	15 456	15 276	14 508		(15½)	

Sources : Informations parues dans la presse officielle et Indeks ; Revue mensuelle des statistiques économiques yougoslaves, Office fédéral de statistique.

soit environ 6 milliards de dollars, ou même diminuer légèrement, en particulier, si la demande globale reste stationnaire. Dès le premier trimestre 1981, la valeur des exportations était quelque peu supérieure, et celle des importations, inférieure aux niveaux de l'année précédente, de sorte que le déficit commercial était nettement en baisse. Il paraît probable que l'excédent des opérations invisibles augmentera encore sous l'effet d'un accroissement des recettes touristiques et des envois de fonds des émigrés, qui compenserait et au-delà les paiements nets d'intérêts. Tout compte fait, l'objectif que se sont assigné les pouvoirs publics de réduire le déficit extérieur courant à 1.8 milliard de dollars cette année ne paraît pas irréalisable.

#### IV CONCLUSIONS

L'économie yougoslave traverse actuellement une phase de stabilisation. Une importante réorientation de la politique économique dans le sens du freinage de la demande intérieure et une forte dévaluation du dinar ont déjà donné des résultats notables — en particulier, une nette amélioration de la balance des paiements courants malgré l'incidence défavorable de la hausse des prix du pétrole. Néanmoins, l'inflation s'est accélérée et a atteint des taux très élevés (47 % pour les prix de détail au cours de la période de douze mois s'achevant en février 1981), qui reflètent en partie l'inévitable correction des distorsions qui s'étaient formées dans l'espace de plusieurs années. Le rythme actuel des hausses de prix et les fortes anticipations inflationnistes risquent de compromettre les progrès accomplis jusqu'ici vers les objectifs officiels de stabilisation et représentent le principal défi auquel doit faire face dans l'immédiat la politique économique.

La croissance rapide de la production au cours de la période de trois ans se terminant en 1979 — beaucoup plus rapide que celle des principaux marchés extérieurs de la Yougoslavie aussi bien dans la zone de l'OCDE qu'en Europe de l'Est — ne pouvait de toute évidence se poursuivre, d'autant moins qu'elle était fondée sur une expansion de la demande intérieure de quelque 9 % en termes réels, le volume des exportations allant en diminuant. Le durcissement de la politique économique a provoqué un important retournement de ces tendances en 1980. La croissance du Produit Social s'est sensiblement ralentie (bien qu'au taux d'environ 4 % pour la production non agricole elle soit restée appréciable) et elle a été due entièrement à une modification de la structure de la demande au profit des exportations nettes. En 1981, on prévoit sensiblement la même évolution, et il est impératif que l'orientation restrictive donnée aux politiques budgétaire et monétaire par la Résolution annuelle ne soit pas assouplie prématurément.

Le fait que l'inflation se soit fortement accélérée depuis l'automne dernier — en même temps que la tendance de la production se stabilisait et que tant l'investissement fixe que les revenus réels des particuliers fléchissaient — peut être partiellement attribué aux décalages temporels normaux et à des facteurs extérieurs, mais est également imputable aux ajustements tardifs et à certains égards peu cohérents de la politique économique. Pendant un certain nombre d'années, la dépréciation effective du dinar avait été très faible eu égard à la hausse substantielle et persistante des coûts intérieurs et à la faiblesse tendancielle des envois de fonds des émigrants, rendant nécessaires des ajustements plus importants de la balance du commerce extérieur et des services. Aussi la dévaluation de juin 1980 a-t-elle été assez importante. Mais ses effets inévitables sur le niveau des prix se sont trouvés exacerbés par la hausse des prix mondiaux du pétrole et par la mise en œuvre d'une série de mesures et de mécanismes institution-



nels intérieurs. D'importants relèvements des prix contrôlés de certains produits agricoles et de l'énergie de source intérieure étaient incontestablement nécessaires. Mais l'ensemble du vaste système de contrôle des prix a été l'objet de fortes pressions et, sa base juridique ayant été radicalement modifiée en décembre dernier, il a cessé de fonctionner pendant un certain temps. Les mesures de régulation des revenus introduites l'année dernière visaient l'augmentation relative des gains nominaux et des prix à la production, dans le dessein justifié d'accroître les fonds propres des entreprises susceptibles d'être investis. Ces divers facteurs ont tous joué un rôle dans le processus d'inflation. Le maintien de faibles taux d'intérêt nominaux, lesquels sont devenus largement négatifs en termes réels, a stimulé la préférence pour les actifs réels, et la montée des anticipations inflationnistes a provoqué une sensible diminution des dépôts en dinars au profit des dépôts en devises dans les banques yougoslaves.

Le taux exceptionnellement élevé atteint récemment par l'inflation n'a rien d'inévitable. Sans doute faut-il s'attendre dans le très proche avenir à des hausses de prix considérables, à cause des augmentations de coûts qui n'ont pas encore été répercutées, mais il est certain qu'une action vigoureuse pourrait susciter une décélération de l'inflation au cours de 1981, et les mesures annoncées le 9 mars peuvent être considérées comme un premier pas dans cette voie. Il est essentiel de conserver un caractère suffisamment restrictif à la politique budgétaire et à la politique du crédit, conformément aux prévisions officielles pour cette année; mais l'efficacité de la politique du crédit serait grandement renforcée s'il était possible de relever considérablement les taux d'intérêt — fût-ce à titre exceptionnel, en attendant la révision fondamentale dont les réglementations et pratiques en la matière doivent faire l'objet. Un blocage temporaire des revenus et des prix pourrait sans doute être utile, mais seulement s'il devait faciliter une action s'attaquant aux causes et non aux symptômes de l'inflation. L'objectif officiel du maintien des gains réels au niveau moyen de l'année dernière risque d'être difficile à atteindre. Il semblerait de beaucoup préférable, toutefois, de prendre pour objectif dans le proche avenir de légères augmentations nominales (qui se traduiraient par une baisse temporaire des gains réels), accompagnées de nouveaux efforts vigoureux pour freiner la hausse des prix — en recourant, le cas échéant, à des importations exceptionnelles de marchandises. L'autre option possible — accepter une nouvelle accélération de la course des prix et des revenus — entraînerait probablement une baisse comparable des gains réels cette année; mais en prolongeant la période de désinflation, elle augmenterait la perte cumulative de production potentielle et de revenus réels.

Au-delà des objectifs de stabilisation à court terme, une importante réorientation de la politique à moyen terme a été décidée. Le nouveau Plan pour 1981-85 fixe à 4 ½ % la croissance moyenne du Produit Social, objectif beaucoup moins ambitieux que les 7 % inscrits dans le précédent Plan quinquennal, même s'il peut paraître élevé en comparaison des projections d'autres pays pour cette période. Élément plus important, l'objectif retenu pour la croissance de la demande intérieure n'est que de 2 ½ %, le dynamisme des exportations devant être le principal facteur d'expansion. Le Plan prévoit également une réduction progressive du déficit de la balance des paiements courants, qui serait ainsi pratiquement éliminé au milieu des années 80. Un accord de confirmation a été conclu récemment avec le FMI sur l'ouverture d'un crédit de 2 milliards de dollars pour les trois prochaines années; avec des lignes de crédit supplémentaires, il doit permettre de financer la plus grande partie du déficit courant dans les quelques prochaines années.

Un élément dont il faut se féliciter est l'accent que le nouveau Plan met sur la croissance des exportations comme principal moyen de réduire la contrainte de la balance des paiements. Comme on l'a signalé dans la partie II de la présente Etude, la structure de la demande, pendant une bonne partie des années 70, a affaibli au lieu



d'améliorer la position sous-jacente de la balance des paiements courants. Il s'est produit une forte augmentation de la part de l'investissement fixe dans le Produit Social, qui à la fois a favorisé une croissance excessive de la demande intérieure totale et n'a sans doute pas eu toute l'efficacité souhaitable. En outre, elle a encouragé une diversification injustifiée des produits ce qui, s'ajoutant à certains doubles emplois dans les projets d'investissement des Républiques, a aggravé les conséquences du manque de spécialisation et d'économies d'échelle. En même temps, la croissance ralentie dans la zone de l'OCDE et le renchérissement du pétrole et des matières premières importées de pays non membres de l'OCDE ont perpétué la forte dépendance de la Yougoslavie, pour ses exportations de produits manufacturés à l'égard des marchés des pays avec lesquels elle a conclu des accords bilatéraux où la concurrence est moins vive, avec en retour des répercussions négatives sur l'efficacité de l'industrie yougoslave. Le renversement de ces tendances, envisagé dans le nouveau Plan, ne sera pas facile à obtenir mais on peut relever un certain nombre d'importants facteurs positifs. Premièrement, le ralentissement prévu de la croissance et une meilleure maîtrise de la demande intérieure; en particulier, la croissance prévue de 1 ½ % en moyenne de l'investissement fixe, contre plus de 7 % pendant les années 70, implique une sélection beaucoup plus rigoureuse des projets d'investissements. Deuxièmement, le niveau actuellement plus réaliste du taux de change qui, on peut l'espérer, sera ajusté avec plus de souplesse à l'avenir. Troisièmement, bien que d'importantes barrières aux échanges demeurent, l'accord conclu l'an dernier avec la CEE a élargi les possibilités d'expansion des exportations yougoslaves vers l'Europe Occidentale.

Si les nouveaux objectifs concernant la croissance de la production et la structure de la demande en termes réels paraissent raisonnables, on peut se demander si l'on a prêté suffisamment attention, dans les projections à moyen terme, aux aspects nominaux, par exemple, aux flux de revenu et de dépense. C'est là manifestement un point important pour le taux d'inflation prévu, lequel de son côté influencera le schéma d'utilisation des ressources réelles. De fait, un examen approfondi de la régulation des revenus et des prix et des arrangements institutionnels en place à cet égard semble nécessaire si l'on veut maîtriser durablement l'inflation. Deux sujets importants peuvent être mentionnés dans ce contexte : la balance des paiements et la politique de faibles taux d'intérêt.

La balance des paiements continue à faire peser une contrainte majeure sur la croissance de la production et de l'emploi. Diverses mesures de restriction des importations et d'incitation à l'exportation ont été introduites dans le passé, y compris le droit pour les exportateurs de conserver une partie de leurs recettes en devises et d'en disposer à leur gré, dont l'efficacité à long terme est assez douteuse, comparée à celle de mesures plus générales comme des ajustements appropriés du taux de change. Certaines entreprises qui ont légalement accès aux devises étrangères et d'autres entreprises qui ont besoin d'importer passent des arrangements impliquant divers avantages indirects même si les devises sont comptabilisées aux taux officiels. Les distorsions résultant de ces pratiques devraient toutefois être atténuées par la nouvelle politique officielle d'ajustement souple et réaliste du taux de change aux variations sous-jacentes des prix relatifs. Ces ajustements pourraient être modérés à l'avenir si le gouvernement yougoslave parvient à mieux maîtriser les facteurs intérieurs d'inflation.

Un autre sujet important, qui a déjà été examiné dans les Etudes précédentes de l'OCDE et évoqué ci-dessus, est le niveau faible et rigide des taux d'intérêt nominaux. Même lorsque le taux d'inflation était bien plus faible que dans le passé récent, cette politique a probablement beaucoup compliqué la régulation générale de l'évolution monétaire et du crédit. Elle a encouragé un niveau excessif de formation de stocks et de capital fixe; et elle a privé l'économie d'un critère général simple pour juger de l'intérêt des projets d'investissement, même s'il faut faire entrer en ligne de compte

d'autres considérations pour estimer leur taux de rendement social. Le maintien de cette politique dans une période d'inflation très rapide a aggravé les distorsions résultant de taux d'intérêt réels largement négatifs. En outre, la hausse générale des taux d'intérêt à l'étranger a mis en lumière une contradiction fondamentale. Le déficit extérieur courant du pays est, par définition, égal à l'excédent des investissements intérieurs sur l'épargne intérieure. Pour financer ce déficit, la Yougoslavie doit emprunter à l'étranger, pour une part aux taux d'intérêt élevés pratiqués sur le marché pour les prêts non officiels, le coût des devises étant en définitive supporté par l'ensemble des résidents yougoslaves. Par contre, l'excédent d'investissement qui a rendu nécessaires ces emprunts à l'étranger est « grevé » d'un faible taux d'intérêt en dinars, c'est-à-dire un taux d'intérêt réel largement négatif. Il faut espérer que le processus de révision du système sera achevé le plus tôt possible.

**PAGE BLANCHE**



*ANNEXE STATISTIQUE*

Tableau A **Produit Social (concepts et définitions yougoslaves)**  
Millions de dinars

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
<i>Aux prix courants</i>											
Dépenses des consommateurs	71 706	86 305	110 514	137 025	168 877	220 187	275 283	326 191	397 837	487 200	622 447
Consommation collective	13 409	14 689	17 508	21 286	26 708	35 962	49 620	60 265	72 556	86 439	110 900
Formation brute de capital fixe	41 049	51 723	64 651	73 977	85 502	117 387	163 287	207 283	267 956	357 314	447 581
Variation des stocks	7 297	13 638	21 983	14 500	31 957	57 827	44 760	30 286	59 100	28 767	82 209
Balance extérieure	-3 459	-9 723	-15 043	-8 024	-14 550	-44 698	-43 606	-25 897	-59 553	-73 768	-118 527
Exportations de biens et services	26 264	30 381	40 575	56 026	72 278	95 128	105 231	120 851	129 855	146 929	201 309
Importations de biens et services	29 723	40 104	55 618	64 050	86 828	139 826	148 837	146 748	189 408	220 697	319 836
Ecart statistique	1 958	575	4 863	6 631	7 832	20 555	13 651	-5 568	-3 592	15 863	20 807
Produit Social	131 960	157 207	204 476	245 395	306 326	407 220	502 995	592 560	734 304	901 815	1 165 417
<i>Aux prix de 1972</i>											
Dépenses des consommateurs	112 042	120 960	130 960	137 025	140 695	151 030	156 174	163 097	174 595	186 737	197 319
Consommation collective	19 602	20 269	20 256	21 286	22 160	23 774	25 980	28 448	30 553	32 540	34 000
Formation brute de capital fixe	61 587	69 478	72 668	73 977	77 074	84 054	92 181	99 689	109 114	120 589	128 293
Variation des stocks	11 401	18 941	25 967	14 500	21 344	31 095	19 132	15 380	22 123	9 683	25 300
Balance extérieure	-5 699	-16 828	-20 911	-8 024	-14 719	-24 866	-23 556	-9 075	-22 878	-22 521	-29 682
Exportations de biens et services	44 260	45 941	47 622	56 026	59 835	60 424	59 346	68 189	64 508	63 991	63 702
Importations de biens et services	49 959	62 769	68 533	64 050	74 554	85 290	82 902	77 264	87 386	86 512	93 384
Ecart statistique	7 406	5 127	6 600	6 631	11 130	14 598	19 982	3 652	11 814	20 771	17 087
Produit Social	206 339	217 947	235 540	245 395	257 684	279 685	289 893	301 191	325 321	347 799	372 317

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

**Tableau B Produit national et dépenses (concepts et définitions standardisés)**  
Millions de dinars, aux prix courants

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Dépenses des consommateurs en biens et services	69 238	79 944	95 593	121 722	151 687	187 146	244 100	294 900	351 500	428 950	528 400	672 125
Dépenses courantes de l'Etat en biens et services	23 000	26 054	30 484	36 686	45 290	52 742	74 300	97 900	118 700	147 500	177 200	227 500
Formation brute de capital fixe	35 044	41 049	51 723	64 651	73 977	85 502	117 387	163 287	207 283	267 956	357 314	447 581
Variation des stocks	3 913	7 297	13 638	21 983	14 702	31 957	57 800	44 600	30 300	59 100	28 767	82 209
Exportations de biens et services	23 212	27 383	31 841	42 909	59 206	76 436	101 100	111 200	129 500	136 400	153 220	206 575
moins : Importations de biens et services	25 191	29 894	40 494	56 291	64 996	87 951	142 000	150 000	148 800	190 800	221 188	325 232
Ecart statistique	755	1 034	-867	3 651	3 296	7 832	20 013	15 313	-5 683	-13 906	-10 994	-16 822
Produit intérieur brut aux prix du marché	129 971	152 867	181 918	235 311	283 162	353 664	472 700	577 200	682 800	835 200	1 012 719	1 293 936
Revenus en provenance du reste du monde	1 628	2 724	5 728	10 024	15 411	22 644	26 710	26 773	29 000	34 800	55 570	64 687
Revenus versés au reste du monde	1 085	1 290	1 610	2 236	2 818	3 778	4 800	4 273	5 000	6 400	8 300	15 604
Produit national brut aux prix du marché	130 514	154 301	186 036	243 099	295 755	372 530	494 610	599 700	706 800	863 600	1 059 989	1 343 019
Impôts indirects	11 504	12 628	15 864	22 041	27 279	29 239	58 070	62 000	71 200	105 300	123 172	163 085
Subventions	991	935	1 287	2 790	7 015	8 194	12 280	15 000	10 000	26 100	26 400	34 233
Produit national brut au coût des facteurs	120 001	142 608	171 459	223 848	275 491	351 485	448 820	552 700	645 600	784 400	963 217	1 214 167
Amortissement et provisions pour autres opérations	12 041	14 238	16 644	21 180	27 979	36 290	50 840	61 000	70 000	83 600	102 717	128 507
Produit national net au coût des facteurs	107 960	128 370	154 815	202 668	247 512	315 195	397 980	491 700	575 600	700 800	860 500	1 085 660

NOTE En raison d'une modification des institutions et d'une classification différente depuis le milieu des années 1970, les chiffres des années récentes ont été révisés.  
Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.



Tableau C **Produit brut au coût des facteurs par branches d'activité**  
Millions de dinars, aux prix courants

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Agriculture, sylviculture et pêche	23 310	27 129	29 612	37 346	43 273	59 250	70 900	80 700	97 250	113 700	115 228	149 207
Industries extractives	3 425	3 460	4 103	5 503	6 860	8 900	13 740	17 600	20 700	25 200	28 728	35 278
Industries manufacturières	33 954	39 086	48 590	63 889	77 570	98 514	130 020	171 600	191 400	239 200	287 165	360 679
Electricité, gaz et eau	3 401	3 779	4 411	5 477	6 891	8 450	9 500	13 200	15 400	19 200	25 600	32 040
Construction	13 348	15 180	19 490	25 108	29 888	33 600	43 750	57 400	61 600	79 400	99 079	127 512
Transports et communications	8 108	9 463	12 391	16 281	19 254	23 600	28 400	34 300	44 800	53 700	73 800	95 500
Commerce de gros et de détail	12 391	14 325	17 367	23 501	27 193	33 150	42 000	52 600	56 300	71 500	88 100	117 750
Revenu de la banque, des assurances et des propriétés non bâties	1 980	2 432	2 811	3 666	4 846	6 500	7 600	8 700	9 800	14 200	17 500	22 366
Logements occupés par leurs propriétaires	1 036	1 230	1 464	1 860	2 300	3 000	3 600	4 200	5 000	5 900	7 098	8 685
Administration publique et défense	6 217	6 951	7 762	9 611	11 757	15 000	23 500	27 200	32 600	41 100	49 400	56 600
Santé et enseignement	7 314	8 684	10 416	13 209	16 476	19 700	26 983	31 300	35 000	44 800	58 500	72 423
Services divers	5 687	6 654	8 646	11 003	13 672	18 040	27 317	31 400	21 450	48 200	65 749	87 044
Produit intérieur brut au coût des facteurs	119 458	141 174	167 341	216 060	259 980	327 704	426 910	530 200	591 300	756 100	915 947	1 165 084
Païement net de revenus dus aux facteurs de production par le reste du monde	543	1 434	4 118	7 788	12 593	19 320	21 910	22 500	24 000	28 300	47 270	49 083
Produit national brut au coût des facteurs	120 001	142 608	171 459	223 848	275 491	351 485	448 820	552 700	615 300	784 400	963 217	1 214 167
Ajustement	-713	2 801	278	-394	2 918	4 461	-400	—	—	—	—	—

NOTE En raison d'une modification des institutions et d'une classification différente depuis le milieu des années 1970, les chiffres des années récentes ont été révisés.  
Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

**Tableau D Formation brute de capital fixe**  
Millions de dinars, aux prix courants

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
<b>TOTAL</b>	35 044	41 049	51 723	64 651	73 977	85 500	117 400	163 200	207 300	268 000	357 300	447 600
Secteur privé	6 589	7 423	9 657	13 335	16 098	22 100	28 200	30 900	36 300	45 700	53 600	71 000
Secteur socialisé	28 455	33 626	42 066	51 316	57 879	63 400	89 200	132 300	171 000	222 300	303 700	376 600
<i>par types d'activités :</i>												
Productrices	25 289	30 021	36 304	45 684	50 455	57 600	79 600	114 200	146 600	192 500	260 800	319 600
Non productrices	9 755	11 028	15 419	18 967	23 522	27 900	37 800	49 000	60 700	75 500	96 500	128 000
<i>par branches d'activités :</i>												
Agriculture et forêts	2 912	3 299	3 818	4 722	5 687	8 282	11 078	12 100	14 700	20 800	26 000	31 500
Industrie	12 662	13 000	15 895	21 000	24 250	26 014	38 588	64 000	80 700	98 000	136 000	157 800
Construction	881	1 365	1 642	1 700	2 015	2 340	3 328	4 000	4 800	9 300	10 900	13 800
Transports	5 080	7 237	8 393	9 103	9 995	12 803	16 102	21 000	27 700	37 000	52 000	65 900
Commerce, restaurants et tourisme	3 175	4 274	5 791	6 985	6 144	5 190	7 218	9 400	10 400	15 900	20 000	28 890
Logement et activités communales	8 276	9 474	12 438	15 332	18 512	23 166	31 145	39 000	48 700	59 800	77 000	103 600
Autres branches d'activité	2 058	2 400	3 746	5 809	7 374	7 705	9 941	13 700	20 300	27 200	35 400	46 110
<i>par genres d'investissements :</i>												
Machines et équipements	13 702	16 433	19 919	24 705	27 936	33 200	47 000	66 730	86 100	110 900	139 600	167 900
d'origine nationale	7 760	9 288	11 499	13 553	16 400	18 800	27 100	35 530	50 200	64 900	85 600	109 000
d'importation	5 942	7 145	8 420	11 152	11 536	14 400	19 900	31 200	35 900	46 000	54 000	58 900
Travaux de construction	19 413	22 689	30 037	37 622	43 218	47 300	64 600	88 960	110 700	141 300	194 800	249 800
Divers	1 929	1 927	1 767	2 324	2 823	5 000	5 800	7 510	10 500	15 800	22 900	29 900

NOTE Les chiffres comportent les dépenses sur les avoirs déjà existants et indiquent la valeur des investissements effectivement réalisés indépendamment des dates de leur remboursement.

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau E Le revenu national et le compte des particuliers (concepts et définitions yougoslaves)  
Millions de dinars

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
<i>Revenu national :</i>											
Traitements et salaires nets des salariés et employés des entreprises productrices et production pour leur propre consommation des producteurs individuels	59 173	70 798	89 229	107 113	128 305	166 050	208 022	253 462	310 075	361 588	451 280
Impôts sur le revenu et cotisations de Sécurité sociale	20 981	24 625	29 688	35 437	42 958	62 334	83 643	108 780	131 681	171 856	206 920
Intérêt et impôts à la charge des entreprises	25 493	29 813	36 284	45 879	59 359	71 610	84 307	101 377	131 510	168 429	236 384
Accumulation des entreprises productrices et des producteurs individuels	14 043	17 599	30 937	32 530	44 927	63 356	78 364	64 839	88 612	111 050	159 419
Revenu national	119 690	142 835	186 138	220 959	275 549	363 350	454 336	528 458	661 878	812 923	1 054 003
<i>plus</i> : Amortissements	12 270	14 372	18 338	24 436	30 777	43 939	48 659	64 102	72 426	88 892	111 414
Produit Social	131 960	157 207	204 476	245 395	306 326	407 289	502 995	592 560	734 304	901 815	1 165 417
<i>Compte des particuliers :</i>											
Traitements et salaires nets des salariés et employés des entreprises productrices et production pour leur propre consommation des producteurs individuels	59 173	70 798	89 229	107 113	128 305	166 050	208 022	253 462	310 075	361 588	451 280
Traitements et salaires nets des salariés et employés des entreprises non productrices	13 497	16 012	20 054	24 149	28 675	37 321	48 294	58 440	74 007	91 644	114 369
Prestations de Sécurité sociale et autres prestations sociales	12 448	14 556	18 146	23 688	30 338	38 329	49 890	63 548	79 102	99 600	127 190
Autres transferts intérieurs	894	781	964	1 067	800	1 268	1 778	2 651	3 666	4 881	7 008
Transferts nets en provenance de l'étranger	3 388	6 599	11 452	17 403	25 395	29 839	31 248	34 615	37 513	58 582	65 649
Total des revenus	89 400	108 746	139 845	173 420	213 513	272 807	339 232	412 716	504 363	616 295	765 496
Dépenses de consommation en biens et services du secteur productif	62 110	75 783	98 107	122 162	150 477	197 967	249 083	295 351	362 117	447 710	572 842
Auto-consommation de produits	9 596	10 522	12 407	14 863	18 400	22 220	26 200	30 840	35 720	39 490	49 605
Dépenses de consommation encaissées par le secteur non productif	7 044	8 384	10 127	12 018	14 829	19 836	26 129	34 912	44 069	54 318	69 560
Épargne	10 650	14 057	19 204	24 377	29 807	32 784	37 820	51 613	62 457	74 777	73 489
Taux d'épargne (en %)	11.9	12.9	13.7	14.1	14.0	12.0	11.1	12.5	12.4	12.1	9.6

Source : FSO, *Statistički Godišnjak*.



Tableau F Agriculture

	Unité ou base	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
<i>Indices de la production agricole</i> 1951-1955 = 100														
Total		167	183	175	187	184	197	209	203	217	227	213	225	(219)
Production végétale		166	190	167	180	179	195	199	193	205	212	186	205	(197)
Production animale		171	173	190	194	197	209	235	235	244	263	268	270	(269)
<i>Production de certains produits</i>														
Blé	Millions de t. métr.	4.4	4.9	3.8	5.6	4.8	4.8	6.3	4.4	6.0	5.6	5.4	4.5	(5.1)
Maïs	—	6.8	7.8	6.9	7.4	7.9	8.3	8.0	9.4	9.1	9.9	7.6	10.1	(9.1)
Betterave sucrière	—	2.9	3.6	2.9	3.0	3.3	3.3	4.3	4.2	4.7	5.3	5.2	5.9	(5.4)
Viande	Milliers de t. métr.	818	770	811	880	817	839	1 000	1 031	1 034	1 144	1 237	1 227	(1 230)
Bois en grumes	Millions de m <sup>3</sup>	17.6	17.1	17.5	17.9	17.3	17.4	18.2	18.6	18.5	19.5	19.7	19.9	(20.0)
Nombre de tracteurs en service <sup>1</sup>	Milliers	61.7	68.2 <sup>2</sup>	80.0	96.7	120.5	150.0	195.1	225.5	260.9	296.8	342.0	385.1	..
Consommation d'engrais	Milliers de t. métr.	1 918	1 820	1 678	1 747	1 821	1 919	1 817	1 964	1 970	2 056	2 147	2 203	..

1 A la fin de l'année.

2 Chiffres obtenus à partir d'un recensement des exploitations privées et non strictement comparables aux estimations se référant aux années antérieures.

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau G Production industrielle

	Unité ou base	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
<i>Indices de la production industrielle</i>		1970 = 100												
Total	Base originale	82	92	100	110	119	126	139	147	152	167	181	195	204
Industries extractives	1953 = 100	88	93	100	108	110	117	124	130	133	139	143	148	153
Industries manufacturières		82	92	100	110	119	126	140	149	154	168	184	200	208
Métallurgie de base		82	91	100	108	121	132	150	157	158	171	188	196	199
Transformation des métaux		83	89	100	109	107	123	140	154	157	175	199	219	226
Produits chimiques		71	86	100	117	132	146	169	178	182	206	234	251	275
Textiles		91	96	100	107	118	125	135	142	145	152	158	172	182
Alimentation, boissons, tabac		85	91	100	111	119	126	136	137	147	160	173	187	189
<i>Production de certains produits</i>														
Electricité	Milliards de kWh	20.6	23.4	26.0	29.5	33.2	35.1	39.5	40.0	43.6	48.6	51.3	55.0	59.4
Lignite et charbon	Millions de t. métr.	25.9	25.8	27.4	29.8	30.3	31.9	33.0	35.0	36.3	38.6	39.2	41.7	46.6
Produits pétroliers <sup>1</sup>	—	4.5	5.7	7.1	7.8	8.4	9.1	10.4	10.9	11.7	13.8	14.2	15.8	15.2
Minerai de cuivre	—	7.0	8.1	9.4	10.3	11.9	14.2	14.9	14.6	17.4	17.5	17.1	16.4	19.6
Minerai de plomb	Milliers de t. métr.	112	118	127	124	120	119	120	127	122	130	124	130	121
Minerai de zinc	—	95	97	101	99	97	97	95	103	107	112	104	102	95
Acier brut	Millions de t. métr.	2.0	2.2	2.2	2.4	2.6	2.7	2.8	2.9	2.8	3.2	3.5	3.5	3.6
Ciment	—	3.8	4.0	4.4	4.9	5.8	6.3	6.6	7.1	7.6	8.0	8.7	9.1	9.3
Machines à travailler les métaux ou le bois	Milliers de t. métr.	8.0	9.9	10.9	12.6	15.9	12.5	15.5	17.1	20.5	28.6	31.9	37.5	46.4
Machines pour la construction	—	15.4	23.4	26.8	28.4	28.0	34.4	34.6	34.6	38.4	47.1	67.8	82.6	71.4
Machines rotatives	—	14.5	15.3	21.5	26.0	26.8	30.7	34.3	39.8	30.1	34.9	40.6	44.1	43.6
Pâte à papier et cellulose	—	468	475	450	489	517	527	560	527	495	584	612	608	606
Cotonnades	Millions de m <sup>2</sup>	401	415	390	391	374	361	365	376	385	384	410	418	385

1 Pétrole brut et raffiné.

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau H Population active et emploi

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
	<i>Milliers</i>												
Population active (estimation en milieu d'année) <sup>1</sup>	8 725	8 780	8 834	8 890	9 014	9 034	9 087	9 147	9 206	9 242	9 286	9 324	9 385
Nombre de personnes occupant un emploi rémunéré	3 587	3 706	3 850	4 034	4 210	4 306	4 514	4 758	4 925	5 148	5 383	5 615	5 798
Nombre de chômeurs recensés	311	331	320	291	315	382	449	540	635	700	735	762	785
Reste de la population active <sup>3</sup>	4 827	4 743	4 664	4 565	4 489	4 346	4 124	3 849	3 646	3 394	3 168	2 947	2 802
Emigration de travailleurs (nette) <sup>2</sup>	401	572	783	923	1 020	1 100	1 035	940	870	825	800	790	770
Travailleurs yougoslaves employés en Allemagne <sup>3</sup>	119	265	423	478	475	535	470	410	390	375	360	360	350
Emploi intérieur rémunéré par secteur :													
Secteur socialisé <sup>4</sup>	3 487	3 622	3 765	3 944	4 115	4 213	4 423	4 667	4 833	5 052	5 280	5 506	5 681
Activités productrices	2 900	3 011	3 130	3 279	3 422	3 495	3 671	3 876	4 004	4 182	4 364	4 560	4 709
Activités non productrices	587	611	635	665	693	718	752	791	829	870	916	946	972
Secteur privé	100	84	85	90	95	93	91	91	92	96	103	109	117
Emploi intérieur rémunéré par branches d'activité <sup>4</sup> :													
dans l'agriculture	167	162	159	158	160	161	168	176	178	179	183	188	191
dans l'industrie	1 335	1 385	1 438	1 512	1 591	1 638	1 726	1 819	1 874	1 954	2 022	2 102	2 162
dans la construction	373	394	412	424	430	420	444	479	500	531	567	602	622
dans les transports et communications	275	281	291	303	315	320	329	346	357	372	381	387	399
dans le commerce	317	336	357	385	411	429	452	476	494	507	529	558	582

1 Y compris les travailleurs yougoslaves temporairement employés à l'étranger.

2 Selon le Bureau fédéral de l'emploi.

3 Chiffres de septembre.

4 Les données pour les travailleurs du secteur socialisé, par activités économiques, ont été modifiées de 1968 à 1976 sur la base de la dernière révision de ces données, d'après la classification type des activités économiques appliquée depuis janvier 1977.

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.



Tableau I Prix et salaires  
Indices, 1969 = 100

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Prix à la production des produits agricoles	91	100	115	145	180	225	257	291	333	373	417	524	703
Prix à la production des produits industriels	97	100	109	126	140	158	205	250	266	291	315	357	455
Matières premières	96	100	112	132	146	165	232	285	301	328	354	410	550
Biens d'équipement	99	100	105	118	126	138	156	191	216	236	250	265	297
Biens de consommation	96	100	107	121	136	154	188	227	239	265	291	323	391
Valeurs unitaires des exportations, en dollars	96	100	109	114	120	144	191	208	217	244	266	306	364
Valeurs unitaires des importations, en dollars	95	100	108	112	119	142	207	218	225	255	267	318	382
Coût de la vie													
Total	93	100	111	128	149	178	216	268	299	345	394	474	617
dont :													
Denrées alimentaires	93	100	112	131	156	190	220	273	312	369	425	503	661
Services	89	100	108	122	134	156	186	231	260	295	338	407	490
Salaires par personne employée dans le secteur socialisé	87	100	118	145	169	196	250	309	357	424	513	617	736

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

**Tableau J Bilan consolidé du système bancaire<sup>1</sup>**  
**à l'exclusion des organismes financiers et autres et des banques internes**  
 Milliards de dinars, fin de période

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
<b>Total des opérations à court terme</b>	<b>65.3</b>	<b>93.6</b>	<b>118.4</b>	<b>139.1</b>	<b>169.1</b>	<b>227.7</b>	<b>274.9</b>	<b>397.8</b>	<b>494.3</b>	<b>870.6</b>
Or et devises	6.0	15.6	26.9	27.1	21.3	47.3	49.0	56.7	34.0	75.7
Créances en devises	4.5	6.8	6.3	7.4	16.6	11.2	10.2	8.7	10.3	51.2
Prêts aux organisations du travail associé ayant des activités économiques	44.4	54.7	63.0	74.5	96.8	116.4	135.9	176.2	233.0	307.9
Prêts à l'administration fédérale et à d'autres institutions publiques	1.2	2.8	2.4	2.8	7.2	12.5	16.9	14.3	14.7	17.4
Prêts aux ménages	1.0	0.9	1.1	1.9	2.5	3.8	4.8	4.8	5.8	7.7
Autres actifs <sup>2</sup>	8.2	12.8	18.7	25.4	24.7	36.5	58.1	137.1	196.5	410.7
<b>Total des opérations à long terme</b>	<b>177.7</b>	<b>204.6</b>	<b>241.9</b>	<b>298.7</b>	<b>367.8</b>	<b>473.7</b>	<b>603.3</b>	<b>778.1</b>	<b>968.0</b>	<b>1 241.9</b>
Créances en devises sur le reste du monde	0.7	0.8	1.2	2.1	4.1	0.7	7.9	10.0	13.6	20.7
Prêts aux organisations du travail associé ayant des activités économiques	107.6	124.8	147.2	186.4	230.9	290.3	365.8	454.9	571.0	733.7
Prêts à l'administration fédérale et à d'autres institutions publiques	30.0	35.4	42.0	47.4	58.5	70.0	89.5	101.9	120.1	137.2
Prêts aux ménages	6.6	6.0	7.5	11.6	17.5	24.7	38.1	48.0	53.2	57.3
Prêts à la construction de logements	25.4	29.9	34.5	40.5	45.2	59.1	64.9	97.0	136.0	193.2
Autres actifs <sup>3</sup>	7.4	7.7	9.5	10.7	11.6	28.9	37.1	66.3	74.1	99.8
<b>ACTIF TOTAL</b>	<b>243.0</b>	<b>298.2</b>	<b>360.3</b>	<b>437.8</b>	<b>536.9</b>	<b>701.4</b>	<b>878.2</b>	<b>1 175.9</b>	<b>1 462.3</b>	<b>2 112.5</b>
<b>Total des engagements à court terme</b>	<b>117.7</b>	<b>150.9</b>	<b>195.1</b>	<b>244.3</b>	<b>312.8</b>	<b>423.2</b>	<b>519.2</b>	<b>698.6</b>	<b>860.5</b>	<b>1 268.8</b>
Engagements en devises	22.3	25.4	29.7	39.4	51.0	57.1	73.1	111.0	157.3	321.5
Masse monétaire	40.7	55.2	77.6	97.2	130.7	206.5	251.1	315.3	375.1	461.6
Autres et dépôts faisant l'objet de restrictions	40.6	48.9	61.7	72.6	89.9	112.4	135.2	155.2	195.7	254.7
Divers <sup>4</sup>	14.1	21.4	26.1	35.1	41.2	47.2	59.8	117.1	132.4	231.0
<b>Total des engagements à long terme</b>	<b>105.0</b>	<b>125.8</b>	<b>145.0</b>	<b>170.6</b>	<b>196.7</b>	<b>241.6</b>	<b>314.2</b>	<b>419.4</b>	<b>536.4</b>	<b>769.7</b>
Engagements en devises	13.0	20.8	29.5	39.2	52.9	71.6	98.9	144.6	197.1	349.6
Dépôts à terme	27.7	28.3	30.3	34.7	42.0	55.8	71.8	105.2	132.1	163.1
Emprunts	64.3	76.7	85.2	96.7	101.8	114.2	143.5	169.6	207.2	257.0
Fonds	20.3	21.5	20.2	22.9	27.4	36.6	44.8	57.9	65.4	74.0
<b>PASSIF TOTAL</b>	<b>243.0</b>	<b>298.2</b>	<b>360.3</b>	<b>437.8</b>	<b>536.9</b>	<b>701.4</b>	<b>878.2</b>	<b>1 175.9</b>	<b>1 462.3</b>	<b>2 112.5</b>

<sup>1</sup> Les données relatives aux années 1971-1979 ont été recalculées selon les nouvelles méthodes de la Banque Nationale de Yougoslavie.

<sup>2</sup> Portefeuille d'obligations publiques et autres créances.

<sup>3</sup> Portefeuille d'obligations publiques, participation au capital d'organismes financiers internationaux et autres créances.

<sup>4</sup> Emissions d'obligations, paiements à effectuer et autres engagements.

Source : Banque Nationale de Yougoslavie.

Tableau K **Importations et exportations par groupes de produits**  
Millions de dollars US

		1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
<b>CTCI SECTIONS</b>														
<b>IMPORTATIONS</b>														
0 et 1	Produits alimentaires, boissons et tabacs	128	147	207	296	308	508	666	420	637	784	605	977	991
	<i>dont</i> : Céréales et produits à base de céréales	18	26	18	100	73	57	213	17	142	92	20	271	302
2	Matières premières	198	264	314	312	336	486	1 004	739	693	940	995	1 205	1 544
	<i>dont</i> : Fibres textiles et déchets	97	135	110	118	137	193	419	255	248	335	348	376	415
3	Combustibles minéraux	98	104	138	193	176	358	951	943	1 082	1 296	1 431	2 248	3 549
5	Produits chimiques	188	221	267	297	349	450	811	834	791	989	1 140	1 653	1 824
6	Articles semi-manufacturés	427	544	826	917	844	1 081	1 806	1 747	1 364	1 763	1 698	2 243	2 376
	<i>dont</i> : Métaux communs	184	254	427	469	427	521	881	963	700	841	835	1 151	1 313
7 et 8	Articles manufacturés	738	846	1 102	1 187	1 170	1 598	2 239	2 899	2 731	3 791	4 058	5 637	4 674
	<i>dont</i> : Machines	464	516	629	768	785	981	1 382	1 987	1 935	2 580	2 833	3 993	3 450
	Matériel de transport	181	208	326	250	233	434	576	628	548	814	796	1 038	766
4 et 9	Autres produits	19	8	20	51	49	30	65	115	69	70	56	56	106
	<b>Total</b>	<b>1 796</b>	<b>2 134</b>	<b>2 874</b>	<b>3 253</b>	<b>3 232</b>	<b>4 511</b>	<b>7 542</b>	<b>7 697</b>	<b>7 367</b>	<b>9 633</b>	<b>9 983</b>	<b>14 019</b>	<b>15 064</b>
<b>EXPORTATIONS</b>														
0 et 1	Produits alimentaires, boissons et tabacs	261	289	314	319	392	459	412	478	618	607	687	720	1 023
	<i>dont</i> : Animaux vivants et viande	142	159	159	176	247	251	148	222	261	267	313	300	352
	Céréales et produits à base de céréales	26	20	21	11	8	62	73	36	103	86	80	23	108
2	Matières premières	127	142	157	149	184	275	360	282	429	510	451	619	665
	<i>dont</i> : Bois	54	63	64	66	84	157	183	140	248	315	265	318	368
5	Produits chimiques	77	91	97	129	143	176	384	380	353	331	469	636	1 011
6	Articles semi-manufacturés	324	431	492	494	603	814	1 245	1 180	1 337	1 204	1 259	1 606	1 994
	<i>dont</i> : Métaux communs	155	208	256	246	308	444	748	579	603	492	497	606	697
7 et 8	Articles manufacturés	460	503	595	698	886	1 088	1 342	1 712	2 077	2 409	2 598	2 939	3 996
	<i>dont</i> : Machines	148	165	192	242	301	365	491	622	802	1 000	1 030	1 329	1 656
	Navires	82	101	142	136	162	178	248	304	287	415	421	252	317
3, 4 et 9	Autres produits	15	18	24	26	29	41	62	40	64	195	204	274	289
	<b>Total</b>	<b>1 264</b>	<b>1 474</b>	<b>1 679</b>	<b>1 814</b>	<b>2 237</b>	<b>2 853</b>	<b>3 805</b>	<b>4 072</b>	<b>4 878</b>	<b>5 256</b>	<b>5 668</b>	<b>6 794</b>	<b>8 978</b>

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.



Tableau L Importations et exportations par zones  
Millions de dollars US

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
<i>Importations, caf</i>													
Pays de l'OCDE	1 147	1 379	1 981	2 140	2 113	2 820	4 562	4 677	4 038	5 481	5 890	8 530	7 955
CEE	796	963	1 334	1 435	1 423	1 905	3 016	3 162	2 876	3 806	3 829	5 699	5 220
Italie	269	317	378	396	400	531	889	869	760	1 029	827	1 146	1 117
Allemagne	320	389	567	617	604	856	1 356	1 437	1 233	1 571	1 801	2 887	2 500
Etats-Unis	90	93	160	198	198	185	357	417	370	546	615	1 059	1 015
Autres pays de l'OCDE	261	323	487	507	492	730	1 189	1 098	792	1 129	1 446	1 772	1 720
Pays à économie planifiée <sup>1</sup>	489	511	593	778	802	1 117	1 755	1 907	2 259	2 781	2 498	3 542	4 526
dont : URSS	188	168	193	281	283	408	752	807	1 002	1 301	1 375	1 793	2 698
Pays en voie de développement	160	245	300	336	316	574	1 225	1 112	1 070	1 371	1 595	1 947	2 583
en Afrique	48	72	78	85	100	146	292	159	258	323	397	570	936
en Amérique	44	51	81	78	93	189	275	185	212	327	222	317	468
en Extrême-Orient	38	65	71	83	65	63	114	180	118	164	440	67	86
au Moyen-Orient	30	57	70	90	57	176	544	588	482	555	536	993	1 093
Total	1 796	2 134	2 874	3 253	3 232	4 511	7 542	7 697	7 367	9 633	9 983	14 019	15 064
<i>Exportations, fob</i>													
Pays de l'OCDE	656	822	942	960	1 272	1 588	1 773	1 452	2 040	2 101	2 437	2 986	3 358
CEE	418	563	655	645	809	1 018	1 044	930	1 327	1 395	1 305	1 928	2 365
Italie	177	226	255	226	308	465	432	372	596	664	531	716	833
Allemagne	122	162	198	210	264	319	364	316	426	390	472	739	778
Etats-Unis	89	93	90	109	150	233	316	265	354	297	371	373	393
Autres pays de l'OCDE	148	166	197	206	313	337	413	258	359	409	761	685	600
Pays à économie planifiée <sup>1</sup>	434	455	545	666	807	970	1 581	1 924	2 069	2 109	2 180	2 731	4 137
dont : URSS	207	206	242	267	329	407	668	1 012	1 142	1 138	1 394	1 401	2 489
Pays en voie de développement	173	198	192	188	158	295	451	696	769	1 046	1 051	1 077	1 483
en Europe	1	1	10	1	1	1	1	3	4	6	3	4	5
en Afrique	52	57	60	68	55	113	170	289	307	469	467	543	735
en Amérique	20	39	22	42	43	66	62	68	57	122	47	34	57
en Extrême-Orient	65	63	65	41	20	55	90	161	203	151	300	42	51
au Moyen-Orient	35	37	35	36	39	60	128	175	198	298	234	454	635
Total	1 264	1 474	1 679	1 814	2 237	2 853	3 805	4 072	4 878	5 256	5 668	6 794	8 978

<sup>1</sup> Conseil d'Aide Economique Mutuelle (CAEM), R.P. de Chine et Albanie.  
Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau M Balance des paiements  
Millions de dollars US

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 <sup>1</sup>
<b>Balance commerciale</b>	-1 195	-1 435	-992	-1 658	-3 715	-3 625	-2 489	-4 380	-4 317	-7 225	-6 086
Exportations, fob	1 678	1 817	2 241	2 853	3 805	4 072	4 878	5 254	5 671	6 794	8 978
Importations, caf	-2 874	-3 252	-3 233	-4 511	-7 520	-7 697	-7 367	-9 634	-9 988	-14 019	-15 064
<b>Services et transferts privés</b>	847	1 079	1 412	2 144	2 532	2 622	2 654	2 798	3 061	3 564	3 795
Transports	211	224	240	323 <sup>1</sup>	396	473	429	568	585	731	832
Tourisme	144	141	219	589 <sup>1</sup>	644	702	725	751	930	1 028	1 370
Revenus d'investissement	-119	-139	-155	-181	-198	-281	-279	-258	-300	-633	-1 084
Transferts privés et envois de fonds des travailleurs	544	789	1 049	1 413	1 379	1 310	1 415	1 427	1 745	1 710	1 539
Autres services	66	64	59		311	418	364	310	101	728	1 138
Transferts publics	1	-1	-1	-1	—	—	—	—	—	—	—
<b>Balance des opérations courantes</b>	-348	-357	419	485	-1 183	-1 003	165	-1 582	-1 256	-3 661	-2 291
<b>Capitaux non monétaires</b>											
(y compris les erreurs et omissions)	279	132	-14	301	731	1 203	1 046	1 383			
A long terme, net	190	579	557	596	679	1 076	1 093	1 402	1 350	1 084	1 923
Autres (y compris les erreurs et omissions)	89	-447	-571	-295	52	127	-47	-19			
<b>Allocations de DTS</b>	25	22	24	—	—	—	—	—	—	37	38
<b>Mouvements monétaires</b>	44	203	-429	-786	-452	200	1 211	-199			
Soldes bilatéraux	71	—	-113	—	-195	137	146	-161			
Position nette en or et en devises	118	-73	-538	-508	-257	63	1 065	-38	336	-1 474	180
Opérations de crédit de la Banque Nationale et des banques commerciales, position nette au FMI, DTS	-145	276	222	-278	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.			

1 La couverture ayant été modifiée, le chiffre de 1973 n'est pas entièrement comparable à celui des années antérieures.

2 Chiffres préliminaires.

Sources : *Annuaire de la balance des paiements*, FMI et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

*STATISTIQUES DE BASE :*  
*COMPARAISONS INTERNATIONALES*



STATISTIQUES DE BASE : COMPARAISONS INTERNATIONALES

Période de référence			Unités		Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royaume-Uni	États-Unis	Yugoslavie <sup>1</sup>
POPULATION	Mi-1979	Milliers	14 417	7 503	9 849	23 691	5 117	4 764	53 478	61 359	9 450	226	3 370	56 888 <sup>2</sup>	115 880	364	14 030	3 124	4 074	9 867	37 108	8 296	6 348	44 089	55 946	220 584	22 160		
	»	Nombre	2	89	323	2	119	16	247	72	189	2	48	189	307	141	415	12	13	107	74	18	154	56	229	24	87		
	Mi-1969 à Mi-1979	%	1.6	0.1	0.2	1.2	0.4	0.3	0.6	0.7	0.7	1.1	1.4	0.7	1.3	0.7	0.9	1.2	0.6	0.8	1.1	0.4	0.2	2.5	0.1	0.9	0.9		
EMPLOI	1979	Milliers	6 064	3 051	3 754	10 369	2 498	2 124	21 114	25 017	3 312	(101)	1 130	20 287	54 790	158	4 617	(1 261)	1 872	3 852	11 706	4 180	2 962	14 806	24 711	96 945	9 324 <sup>3</sup>		
	»	% du total	6.5	10.7	3.2	5.7	8.3	11.8	9.0	6.2	30.8	(13.3)	19.7	14.8	11.2	5.9	6.0	(10.2)	8.6	30.6	11 706	19.4	5.8	7.4	61.3	2.6	3.6		
	»	»	31.3	40.5	35.5	28.9	30.0	34.4	36.3	44.9	30.0	(37.7)	32.3	37.7	34.9	39.0	32.1	(33.7)	30.1	35.0	36.4	32.5	39.3	16.2	39.0	31.4	22.5		
	»	»	62.2	48.8	61.3	65.4	61.7	53.8	54.7	48.9	39.2	(49.0)	48.0	47.5	53.9	55.1	61.9	(56.1)	61.3	34.4	44.2	61.7	53.3	22.5	58.4	65.0	41.7		
PIB aux prix du marché	1979	Milliards de dollars des É-U <sup>11</sup>	120.7	68.4	108.3	227.0	66.2	41.4	571.3	763.9	38.4	2.5	14.8	323.6	1 010.6	4.2	149.0	21.2	46.3	20.4	197.0	106.4	95.0	68.9	400.9	2 349.9	61.2 <sup>5</sup>		
	1974 à 1979	%	2.6	2.9	1.9	3.2	2.7	2.1	3.0	2.8	5.2	3.3	3.6	2.3	5.0	0.3	2.2	0.6	4.5	3.0	2.2	1.4	-0.8	5.0	1.8	3.3	5.8		
	1979	Dollars des É-U <sup>11</sup>	8 370	9 120	11 000	9 580	12 940	8 690	10 680	12 450	4 060	10 980	4 390	5 690	8 720	11 640	10 620	6 790	11 360	2 070	5 310	12 820	14 970	1 560	7 170	10 650	2 760		
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	1978	% du PIB	22.7 <sup>10</sup>	26.3	21.2	22.2	22.3	23.3	21.5	21.5	23.8 <sup>8</sup>	25.5	26.7	18.8	30.2	25.8	21.2	20.5 <sup>9</sup>	31.1	20.7	18.4	19.3	21.1	20.5	18.1	18.1	35.6		
	»	»	10.0	9.7	6.5	7.6	7.4	7.8	9.1	8.9	8.1	6.8	(12.4)	7.8	10.9	9.2 <sup>23</sup>	8.2	..	11.0	7.0	..	7.2	7.0	..	9.2	7.3			
	»	»	4.0	16.5	7.3	5.7	7.5	7.0	6.9	6.0	8.4	5.8	..	5.0	7.3	6.6 <sup>23</sup>	5.9	..	5.1	3.6	..	5.0	..	3.8	3.2	5.0			
	»	%	0.4	1.7	2.1	2.2	-1.8	-3.1	0.4	0.0	-2.1	0.4	2.0	-1.7	1.2	-1.8	0.4	..	2.7	-2.9	-0.8	-1.5	-4.7	5.7	-0.7	0.5	9.8		
TAUX D'ÉPARGNE GLOBALE <sup>12</sup>	1978	% du PNB	23.1 <sup>10</sup>	26.7	20.3	20.6	19.0	23.9	23.7	25.1	21.1	26.6	17.7	22.2	32.6	36.2	22.5	24.3	25.1	11.5	20.8	17.4	26.8	19.8	21.1	18.5	17.3		
ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS	1978	% du PIB	16.8 <sup>10</sup>	17.8	17.9	20.5	23.7	19.0	15.1	20.0	16.0	11.6	18.3	16.4	9.6	15.5	18.3	16.3	18.5	14.7	10.5	28.9	12.9	12.7	20.3	18.2	25.1		
	»	»	10.6 <sup>10</sup>	19.1	22.5	12.6	16.3	16.1	25.6	19.6	12.3	..	..	17.0	11.1	29.3 <sup>23</sup>	31.7	..	25.9	9.1	12.7 <sup>22</sup>	29.2	15.4	10.5	15.5	11.2	..		
	»	»	31.9 <sup>10</sup>	44.5	42.7	35.8	49.0	40.2	42.3	43.3	30.2	..	..	37.0	24.3	37.9	54.4	..	52.1	27.1	26.6 <sup>23</sup>	60.3	34.0	25.9	38.8	32.6	44.0		
APPORTS NETS D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT	1979	% du PNB	0.5	0.2	0.6	0.5	0.8	0.2	0.6	0.4	..	..	..	0.1	0.3	..	0.9	0.3	0.9	..	..	0.9	0.2	..	0.5	0.2	..		
INDICATEURS DU NIVEAU DE VIE	1979	Dollars des É-U <sup>11</sup>	5 050	5 090	6 920	5 360	7 280	4 810	6 620	6 810	2 610	6 700	2 760	3 480	5 100	6 510	6 330	4 060	5 560	1 500	3 650	6 770	9 560	1 120	4 320	6 860			
	1977	Nombre	392	248	292	389 <sup>14</sup>	271	227	314	326	66	315	180	289	173	398	277	385	273	107 <sup>14</sup>	161	350 <sup>14</sup>	307	11 <sup>14</sup>	255 <sup>14</sup>	505 <sup>14</sup>	88		
	1977	»	404	325	315	618	493	429	329	374	250	429	161	285	424	523	418	533	386	120	261	717	657	28 <sup>14</sup>	415	744	71		
	1977	»	351 <sup>14</sup>	247 <sup>14</sup>	286	428 <sup>14</sup>	338	363 <sup>14</sup>	274 <sup>14</sup>	308	127 <sup>14</sup>	214 <sup>14</sup>	193	224	239 <sup>20</sup>	293 <sup>14</sup>	279	259 <sup>14</sup>	270 <sup>14</sup>	76 <sup>14</sup>	185 <sup>14</sup>	363 <sup>14</sup>	285 <sup>14</sup>	44 <sup>14</sup>	324	571 <sup>20</sup>	161 <sup>14</sup>		
	1976	»	1.4 <sup>13</sup>	2.3	2.0	1.7	1.9	1.5	1.5	2.0	2.1	1.7 <sup>18</sup>	1.2	2.2	1.2	1.1	1.7	1.3 <sup>14</sup>	1.8	1.2	1.8	1.7 <sup>20</sup>	1.9	0.6	1.3	1.6	1.4		
	1977	% du groupe d'âge	45.0	32.0	61.3 <sup>20</sup>	64.9	57.4	60.8 <sup>20</sup>	54.6	41.5	45.4 <sup>20</sup>	..	50.0 <sup>14</sup>	43.9 <sup>14</sup>	70.9	33.5 <sup>20</sup>	62.7	44.8	63.6	33.4 <sup>14</sup>	35.5 <sup>14</sup>	56.3 <sup>14</sup>	70.1	12.7 <sup>20</sup>	44.6 <sup>20</sup>	73.7	..		
	1978	Nombre	14.3	16.9	14.0	14.3	8.9	12.0	11.4	15.5	20.3	10.1	15.7	17.6	8.9	10.6	9.5	13.9	10.5	38.9 <sup>14</sup>	15.6	8.0	10.7 <sup>14</sup>	..	14.0	14.0	36.7 <sup>14</sup>		
	1974 à 1979	%	11.9	8.5	10.9	11.2	12.7	12.9	14.0	6.5	23.6	36.7	17.7	22.0	9.1	..	7.8	14.8	11.4	20.1	26.5 <sup>21</sup>	11.1	3.2	27.5 <sup>23</sup>	16.6	8.6	19.6		
1979	%	11.5	5.7	7.5	8.9	9.8	11.9	10.1	4.2	14.1	40.0	14.5	15.8	7.3	6.9	6.7	14.3	8.5	20.0	18.9	9.7	2.9	36.6	15.5	8.1	16.7			
COMMERCE EXTÉRIEUR	1979	Millions de dollars des É-U <sup>11</sup>	18 636	15 432	55 428 <sup>7</sup>	55 932	14 616	11 148	97 980	171 516	3 852	792	7 164	72 120	103 032	—	63 624	4 709	13 452	3 480	18 192	27 528	26 472	2 472	90 816	181 800	6 240		
	»	%	15.4	22.6	51.2	24.6	22.1	26.9	17.2	22.5	10.0	31.7	48.4	22.3	10.2	—	42.7	22.2	29.1	17.1	9.2	25.9	27.9	3.6	22.7	7.7	10.2		
	1974 à 1979	%	4.7	6.5	3.5	4.9	4.1	4.5	5.1	3.0	8.4	10.6	9.7	8.1	5.9	—	3.6	5.1	8.5	6.8	10.3 <sup>21</sup>	0.0	4.2	-2.7	4.4	4.1	3.8		
	1979	Millions de dollars des É-U <sup>11</sup>	16 536	20 184	60 348 <sup>7</sup>	53 520	18 456	11 304	106 872	157 752	9 624	828	9 864	77 808	110 672	—	67 212	4 566	13 728	6 540	25 380	28 536	29 304	5 688	102 828	207 132	12 360		
	»	%	13.7	29.5	55.7	23.6	27.9	27.3	18.7	20.7	25.1	33.1	66.6	24.0	11.0	—	45.1	21.5	29.7	32.1	12.9	26.8	30.8	8.3	25.6	8.8	20.2		
1974 à 1979	%	1.7	6.6	3.2	3.2	3.6	-0.2	5.8	7.0	4.9	0.7	8.4	4.7	3.1	—	4.4	-3.2	2.3	0.8	0.5 <sup>21</sup>	0.2	4.4	-2.8	3.6	5.8	2.1			
RÉSERVES OFFICIELLES TOTALES <sup>24</sup>	Fin 1979	Millions de dollars des É-U	1 790	5 048	6 991 <sup>7</sup>	3 887	3 312	1 586	21 357	56 940	1 126	165	2 230	21 239	20 327	—	9 619	453	4 269	1 962	13 898	3 583	20 275	941	20 694	19 956	1 336		
	En 1979	%	10.8	25.0	11.6	7.3	17.9	14.0	20.0	36.1	11.7	19.9	22.6	27.3	18.4	—	14.3	9.9	31.1	30.0	54.8	12.6	69.2	16.5	20.1	9.6	10.8		

1 En provenance, pour partie, de sources nationales.  
 2 Population résidente totale.  
 3 Secteur privé et socialisé.  
 4 Suivant la définition retenue dans les Statistiques de main-d'œuvre de l'OCDE : industrie extractive, industrie manufacturière, construction et services publics (électricité, gaz et eau).  
 5 Produit social.  
 6 A prix constants.  
 7 Y compris le Luxembourg.

8 Non compris les bateaux opérant outre-mer.  
 9 Année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> avril.  
 10 Exercice allant jusqu'au 30 juin.  
 11 Aux prix et taux de change courants.  
 12  $\left[ \frac{\text{PNB} - (\text{Cons. priv.} + \text{Cons. pub.})}{\text{PNB}} \right] \times 100$ .  
 13 1972.  
 14 1976.

15 Jeunes de 15 à 19 ans.  
 16 1974.  
 17 Nombre de morts dans la première année pour 1 000 naissances vivantes.  
 18 En raison de différences dans les champs de couverture, les chiffres ne sont pas strictement comparables.  
 19 1973.  
 20 1975.  
 21 1973 à 1978.  
 22 1977.  
 23 1972 à 1977.

24 L'or compris dans les réserves est évalué à 35 DTS l'once (voir FMI, Statistiques financières internationales, série « Réserves totales »).  
 NOTE Les chiffres entre parenthèses représentent des estimations du Secrétaire de l'OCDE.  
 Sources: Pour tous les sujets et tous les pays : OCDE : Statistiques de la population active, Principaux indicateurs économiques, Comptes nationaux, l'« Observateur », Statistiques du commerce extérieur (série A); Office statistique des Communautés européennes, Statistiques de base de la Communauté; FMI, Statistiques financières internationales; NU, Annuaire statistique.



## OECD SALES AGENTS DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

### ARGENTINA - ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L., Florida 165, 4° Piso (Galería Guemes)  
1333 BUENOS AIRES, Tel. 33.1787.2391 y 30.7122

### AUSTRALIA - AUSTRALIE

Australia and New Zealand Book Company Pty. Ltd.,  
10 Aquatic Drive, Frenchs Forest, N.S.W. 2086  
P.O. Box 459, BROOKVALE, N.S.W. 2100

### AUSTRIA - AUTRICHE

OECD Publications and Information Center  
4 Simrockstrasse 5300 BONN. Tel. (0228) 21.60.45  
Local Agent/Agent local:  
Gerold and Co., Graben 31, WIEN 1. Tel. 52.22.35

### BELGIUM - BELGIQUE

LCLS  
35, avenue de Stalingrad, 1000 BRUXELLES. Tel. 02.512.89.74

### BRAZIL - BRÉSIL

Mestre Jou S.A., Rua Guaipa 518,  
Caixa Postal 24090, 05089 SAO PAULO 10. Tel. 261.1920  
Rua Senador Dantas 19 s/205-6, RIO DE JANEIRO GB.  
Tel. 232.07.32

### CANADA

Renouf Publishing Company Limited,  
2182 St. Catherine Street West,  
MONTREAL, Quebec H3H 1M7. Tel. (514)937.3519  
522 West Hastings,  
VANCOUVER, B.C. V6B 1L6. Tel. (604) 687.3320

### DENMARK - DANEMARK

Munksgaard Export and Subscription Service  
35, Nørre Søgade  
DK 1370 KØBENHAVN K. Tel. +45.1.12.85.70

### FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa  
Keskuskatu 1, 00100 HELSINKI 10. Tel. 65.11.22

### FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE,  
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16. Tel. (1) 524.81.67  
Principal correspondant:  
13602 AIX-EN-PROVENCE: Librairie de l'Université.  
Tel. 26.18.08

### GERMANY - ALLEMAGNE

OECD Publications and Information Center  
4 Simrockstrasse 5300 BONN Tel. (0228) 21.60.45.

### GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann, 2nd rue du Stade,  
ATHÈNES 132. Tel. 322.21.60

### HONG-KONG

Government Information Services,  
Sales and Publications Office, Baskerville House, 2nd floor,  
13 Duddell Street, Central. Tel. 5.214375

### ICELAND - ISLANDE

Snaebjörn Jónsson and Co., h.f.,  
Hafnarstraeti 4 and 9, P.O.B. 1131, REYKJAVIK.  
Tel. 13133/14281/11936

### INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co.:  
NEW DELHI, Scindia House. Tel. 45896  
CALCUTTA, 17 Park Street. Tel. 240832

### INDONESIA - INDONÉSIE

PDIN-LIPI, P.O. Box 3065/JKT., JAKARTA, Tel. 583467

### IRELAND - IRLANDE

TDC Publishers - Library Suppliers  
12 North Frederick Street, DUBLIN 1 Tel. 744835-749677

### ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni:  
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE. Tel. 579751  
Via Bartolini 29, 20155 MILANO. Tel. 365083  
Sub-depositari:  
Editrice e Libreria Herder,  
Piazza Montecitorio 120, 00 186 ROMA. Tel. 6794628  
Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20121 MILANO. Tel. 865446  
Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10122 TORINO. Tel. 519274  
La diffusione delle edizioni OCSE è inoltre assicurata dalle migliori  
librerie nelle città più importanti.

### JAPAN - JAPON

OECD Publications and Information Center,  
Landic Akasaka Bldg., 2-3-4 Akasaka,  
Minato-ku, TOKYO 107 Tel. 586.2016

### KOREA - CORÉE

Pan Korea Book Corporation,  
P.O. Box n° 101 Kwangwhamun, SÉOUL. Tel. 72.7369

### LEBANON - LIBAN

Documents Scientifiques/Redico,  
Edison Building, Bliss Street, P.O. Box 5641, BEIRUT.  
Tel. 354429 - 344425

### MALAYSIA - MALAISIE

and/et SINGAPORE - SINGAPOUR  
University of Malaysia Co-operative Bookshop Ltd.  
P.O. Box 1127, Jalan Pantai Baru  
KUALA LUMPUR. Tel. 51425, 54058, 54361

### THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Staatsuitgeverij  
Verzendsboekhandel Chr. Plantijnstraat  
S-GRAVENAGE. Tel. nr. 070.789911  
Voor bestellingen: Tel. 070.789208

### NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE

Publications Section,  
Government Printing Office,  
WELLINGTON: Walter Street. Tel. 847.679  
Mulgrave Street, Private Bag. Tel. 737.320  
World Trade Building, Cubacade, Cuba Street. Tel. 849.572  
AUCKLAND: Hannaford Burton Building,  
Rutland Street, Private Bag. Tel. 32.919  
CHRISTCHURCH: 159 Hereford Street, Private Bag. Tel. 797.142  
HAMILTON: Alexandra Street, P.O. Box 857. Tel. 80.103  
DUNEDIN: T & G Building, Princes Street, P.O. Box 1104.  
Tel. 778.294

### NORWAY - NORVÈGE

J.G. TANUM A/S Karl Johansgate 43  
P.O. Box 1177 Sentrum OSLO 1. Tel. (02) 80.12.60

### PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-E-Azam, LAHORE 3.  
Tel. 66839

### PHILIPPINES

National Book Store, Inc.  
Library Services Division, P.O. Box 1934, MANILA.  
Tel. Nos. 49.43.06 to 09, 40.53.45, 49.45.12

### PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70-74,  
1117 LISBOA CODEX. Tel. 360582/3

### SPAIN - ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros, S.A.  
Castello 37, Apartado 1223, MADRID-1. Tel. 275.46.55  
Libreria Bastinos, Pelayo 52, BARCELONA 1. Tel. 222.06.00

### SWEDEN - SUÈDE

AB CE Fritzes Kungl Hovbokhandel,  
Box 16 356, S 103 27 STH. Regeringsgatan 12,  
DS STOCKHOLM. Tel. 08/23.89.00

### SWITZERLAND - SUISSE

OECD Publications and Information Center  
4 Simrockstrasse 5300 BONN. Tel. (0228) 21.60.45  
Local Agents/Agents locaux  
Librairie Payot, 6 rue Grenus, 1211 GENÈVE 11. Tel. 022.31.89.50  
Freihofler A.G., Weinbergstr. 109, CH-8006 ZÜRICH.  
Tel. 01.3624282

### TAIWAN - FORMOSE

National Book Company,  
84-5 Sing Sung South Rd, Sec. 3, TAIPEI 107. Tel. 321.0698

### THAILAND - THAÏLANDE

Suksit Siam Co., Ltd., 1715 Rama IV Rd,  
Samyan, BANGKOK 5. Tel. 2511630

### UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O.B. 569,  
LONDON SE1 9NH. Tel. 01.928.6977. Ext. 410 or  
49 High Holborn, LONDON WC1V 6 HB (personal callers)  
Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM, BRISTOL,  
MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

### UNITED STATES OF AMERICA - ÉTATS-UNIS

OECD Publications and Information Center, Suite 2007,  
1750 Pennsylvania Ave., N.W. WASHINGTON D.C. 20006.  
Tel. (202) 724.1857

### VENEZUELA

Libreria del Este, Avda. F. Miranda 52, Edificio Galipan,  
CARACAS 106. Tel. 32.23.01/33.26.04/33.24.73

### YUGOSLAVIA - YUGOSLAVIE

Jugoslavenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36, BEOGRAD.  
Tel. 621.992

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire peuvent être adressées à :  
OCDE, Bureau des Publications, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to:  
OECD, Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

**PUBLICATIONS DE L'OCDE**

**2, rue André-Pascal  
75775 PARIS CEDEX 16**

**N° 41892**

**(350 UQ 10 81 41 2) ISBN 92-64-22203-0  
ISSN 0304-3363**



**IMPRIMÉ EN FRANCE**



OCDE

*Département des Affaires Économiques et Statistiques*

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANNUELLES  
*Études détaillées du développement économique  
dans chaque pays de l'OCDE*

Abonnement      F 240,00      £ 26.60      US \$ 60.00

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

*En juillet et décembre les PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES  
DE L'OCDE donnent un aperçu général de l'évolution économique  
récente dans la zone OCDE et évaluent les perspectives  
au moyen d'un ensemble de prévisions quantitatives.*

*En supplément, cette publication contient fréquemment  
des études spéciales destinées à faciliter  
l'interprétation des tendances économiques.*